



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

CARTOGRAPHIE DES SITES MINIERS ARTISANAUX DANS L'OUEST DE LA CENTRAFRIQUE

Produit en partenariat avec le projet **Droits de
Propriété et Artisanat Minier** (USAID DPAM)



Auteurs: Alexandre Jaillon (IPIS) et Guillaume de Brier (IPIS)
Novembre 2019

This publication was produced for review by the
United States Agency for International Development.
It was prepared by the International Peace Information Services (IPIS).



This publication was produced for review by the United States Agency for International Development by the International Peace Information Services (IPIS) and TetraTech, through USAID contract No. 7200AA18D00003, Task Order No. 7200AA18C00087, subcontract No. 1872-IPIS-001, under the Strengthening Tenure and Resource Rights (STARR) II Indefinite Delivery Indefinite Quantity Contract (IDIQ).

This report was prepared by:

International Peace Information Service, vzw
98A, Italiëlei
2000 Antwerp
Belgium
Telephone: +32 225 00 22
E-mail: info@ipisresearch.be
www.ipisresearch.be



IPIS contacts:

Alexandre Jaillon, Researcher and GIS Manager
Email: alexandre.jaillon@ipisresearch.be

Guillaume de Brier, Researcher
Email: guillaume.debrier@ipisresearch.be

Jean-François Thalo, Field coordinator and IPIS focal point in Central African Republic
Email: jf.thalo@ipisresearch.be

To quote this report please use the following reference:

A. Jaillon, G. de Brier, *Cartographie des sites miniers artisanaux dans l'ouest de la Centrafrique*, IPIS, novembre 2019.

Cover Photo IPIS:

« Deux creuseurs présentent leurs outils à l'entrée d'une galerie sur le site de Gbaguene. »

CARTOGRAPHIE DES SITES MINIERES ARTISANAUX DANS L'OUEST DE LA CENTRAFRIQUE

Produit en partenariat avec le projet Droits de
Propriété et Artisanat Minier (USAID DPAM)

Novembre 2019

AVIS DE NON-RESPONSABILITÉ

Les opinions de l'auteur exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'Agence américaine pour le Développement international ou ceux du Gouvernement des États-Unis.

TABLE DES MATIERES

ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS	I
RÉSUMÉ EXECUTIF	2
I. CARTOGRAPHIE DES SITES MINIERS DANS L'OUEST DE LA CENTRAFRIQUE	3
A. Méthodologie	4
B. Présentation du secteur minier artisanal en Centrafrique	7
Boîte 1 : Les diamants de conflit et le Processus de Kimberley	9
C. Une ruée vers l'or en Centrafrique ?	10
D. Présentation de la carte interactive	10
II. ANALYSE QUANTITATIVE	13
1/ Présentation des sites miniers visités	13
A. Nombre de travailleurs et de travailleuses	17
B. Hiérarchie des acteurs sur les sites miniers	24
C. Type d'exploitation	27
D. Autorisations d'exploitation	28
E. Conflits sur les sites	30
F. Présence et travail des enfants	30
2/ Analyse des données de production	33
A. Outils et équipements	33
B. Santé et sécurité	34
C. Estimation de la production aurifère	35
D. Estimation de la valeur générée sur les sites d'or	37
E. Estimation de la production totale d'or en RCA	38
F. Estimation de la production de diamants	40
G. Estimation du prix par carat pratiqué sur les sites	42
H. Poids et prix des plus grosses pierres trouvées sur les sites	42
I. Formes et couleurs moyennes des diamants	45
J. Estimation de la valeur générée sur les sites de diamants	46
K. Estimation de la production totale de diamants en RCA	48
3/ Estimation des revenus et mécanismes de préfinancement	49
A. Estimation du revenu des creuseurs sur les sites d'or et de diamant	49
B. Enregistrement de la production	52
C. Mécanismes de préfinancement	52
4/ Destination des minerais et circuit d'exportation	54
Boîte 2 : Liens entre exploitation minière et pastoralisme	58
5/ Présence des services de l'état	59
A. Sur les sites	59
B. Barrières routières	60
6/ Sécurité et insécurité sur les sites	60
A. La présence des forces étatiques	60
B. La présence d'individus armés	60
Boîte 3 : Willy, tensions entre artisans miniers et sociétés chinoises	61
C. Le cas du groupe armé 3R	62

7/ Impact environnemental de l'exploitation minière artisanale	64
A. Utilisation du mercure	64
B. Rivières et forêts	64
III. ANALYSE QUALITATIVE	66
1/ Focus sur la zone de Yaloké	66
A. Dynamiques sociales et sécurité	66
B. Situation sécuritaire	67
C. La chaîne de production et de commercialisation des minerais	67
D. Les compagnies chinoises	68
2/ Focus sur la zone de Baboua	68
A. Dynamiques sociales et sécurité	68
B. Situation sécuritaire	69
C. La chaîne de production et de commercialisation des minerais	69
D. Les compagnies chinoises	71
3/ Focus sur la zone de Bozoum	72
A. Situation sécuritaire	72
B. Exploitation aurifère traditionnelle	72
C. Installation des compagnies chinoises	74
IV. CONCLUSION	79
A. Estimation de la production d'or	80
B. Estimation de la production de diamants	80
C. Estimation du revenu des creuseurs	80
D. Importance de l'informalité et de la fraude	81
E. Impacts environnementaux	81
RECOMMANDATIONS	82
Améliorer la législation centrafricaine concernant l'artisanat minier et la mise en œuvre de chaînes d'approvisionnement et de commercialisation responsables des minerais	82
Lutter contre la fuite illégale de la production aurifère et diamantifère centrafricaine vers les pays limitrophes	82
Renforcer la formalisation des artisans et ouvriers miniers ainsi que la place des femmes dans la chaîne de production et de commercialisation formelle	83
Renforcer la protection de l'environnement contre les effets néfastes de l'activité minière	84
Priorités pour la société civile et les partenaires internationaux pour le développement responsable de l'activité minière	84
ANNEXES	86
1. Décret du 23 juillet 2019 portant sur les droits d'exportation	86
2. Suspension des activités minières près de Bozoum	88
INDEXES	90
Tables	90
Figures	90
Photos	91
Cartes	92
BIBLIOGRAPHIE	93
Rapports IPIS	93
Nations unies	93

Rapports d'organisations internationales	94
Articles de presse	95
Sites internet	95

ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

3R	Le groupe armé « Retour, Réclamation et Réhabilitation »
ARM	Zone d'autorisation de reconnaissance minière
DPAM	Droits de Propriété et Artisanat Minier
CIGRL	Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs
COMIGEN	Comptoir des Minéraux et Gemmes
CRAFT	Code pour l'atténuation des Risques dans l'Activité minière artisanale et à petite échelle, s'engageant dans un commerce Formel et Transparent
FACA	Forces armées centrafricaines
FDPC	Front Démocratique du Peuple Centrafricain
IMC	Industrie minière de Centrafrique
IPIS	<i>International Peace Information Service</i>
MINUSCA	Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies Pour la Stabilisation en Centrafrique
MMG	Le Ministère des Mines et de la Géologie
OSM	<i>OpenStreetMap</i>
PE	Permis d'exploitation
PEASM	Permis d'exploitation artisanale semi-mécanisées
PK	Le Processus de Kimberley
PR	Permis de recherche
RCA	République Centrafricaine
SPPK	Le Secrétariat Permanent du Processus de Kimberley
SPPK-RCA	Le Secrétariat Permanent du Processus de Kimberley en Centrafrique
USAF	l'Unité Spéciale Anti-Fraude
USAID	l'Agence américaine de développement international
USD	Dollars américains
ZEA	Zone d'exploitation artisanale

RÉSUMÉ EXECUTIF

Le présent rapport constitue un diagnostic du secteur minier artisanal dans l'ouest de la République de Centrafrique (RCA) et présente les enjeux de l'exploitation, du commerce et de l'exportation de l'or et des diamants. D'avril à juillet 2019, l'*International Peace Information Service* (IPIS), en partenariat avec les autorités nationales, a réalisé une cartographie des sites miniers artisanaux dans l'ouest de la RCA. Au total, 322 sites ont été visités dans 7 préfectures. Parmi eux, 201 exploitent exclusivement de l'or, 61 exclusivement des diamants et 60 exploitent à la fois de l'or et des diamants.

Au total, la population de travailleurs participant activement à la production a été évaluée à 62 042 individus, dont 28% de femmes. En moyenne, il y a 193 travailleurs par site (médiane 77). Les enfants de moins de 15 ans participant activement à la production représentaient 11% des travailleurs. IPIS évalue de manière conservatrice le nombre total de travailleurs sur les sites miniers sur l'ensemble du territoire entre 150 000 et 200 000 individus.

L'exploitation artisanale est une activité particulièrement dangereuse puisqu'il a été rapporté que 87 personnes avaient perdu la vie sur 42 sites dans les 12 mois précédents la visite et que 1154 personnes ont été blessées sur 116 sites pendant la même période. De plus, 33% des sites (N = 322) ont été le théâtre d'un conflit dans les 12 derniers mois. Dans 80% des cas (N = 105), il s'agit d'un conflit directement lié à l'exploitation minière.

La production hebdomadaire totale sur les 261 sites aurifères s'élève à plus de 35 700 grammes. IPIS estime la production annuelle potentielle sur l'ensemble des sites aurifères de la RCA à environ 5 720 kilos d'or. Cette estimation ne prend pas en compte d'éventuelle perte de volume liée à des mécanismes de purification de l'or au sein de fonderies artisanales avant exportation. La production officiellement enregistrée en 2018 ne représenterait alors que 2,5% de la production potentielle du pays.

La production hebdomadaire totale sur les 121 sites diamantifères s'élève à 195,8 carats. IPIS estime la production annuelle potentielle sur l'ensemble des sites diamantifères de la RCA à environ 187 000 carats. La production officiellement enregistrée en 2018 ne représenterait alors que 7,3% de la production potentielle du pays.

IPIS estime le revenu minimum d'un travailleur sur les sites d'or comme sur les sites de diamants entre 9,45 (médiane) et 11,77 USD (moyenne) pour une semaine de 5,5 jours de travail. Ce rapport démontre que les mécanismes de préfinancement jouent un rôle primordial pour l'établissement du revenu des creuseurs sur les sites. Or, l'effondrement du secteur formel, tout particulièrement dans l'exploitation des diamants, a eu un impact considérable sur le niveau de vie des creuseurs. Les sites aurifères offrant une meilleure prévisibilité de rendement, on observe ces dernières années une augmentation à la fois de la production et du nombre de creuseurs évoluant dans l'or artisanal en RCA.

L'exploitation des minerais en RCA reste marquée par l'informalité et la fraude. Plus d'un tiers des sites (116, N = 322) ont mentionné le Cameroun comme principale destination des minerais. La quantité de minerais produite et exportée est d'autant plus difficile à suivre que la production n'est enregistrée que sur 33,5 % des sites (de manière formelle ou informelle). L'absence de représentants de l'administration des mines et de bureaux d'achats à proximité des sites est citée comme la principale raison de l'exportation des minerais vers le Cameroun, sans bénéfice pour les communautés centrafricaines.

I. CARTOGRAPHIE DES SITES MINIERS DANS L'OUEST DE LA CENTRAFRIQUE

La République Centrafricaine (RCA) est un État riche en ressources naturelles et en minerais. Sur les 16 Préfectures de la RCA, 10 produisent de l'or et 9 produisent des diamants. Cependant, la RCA se classe parmi les pays les plus en difficultés en termes de développements économique et humain. D'après la Banque mondiale¹, 75% de sa population de 4,6 millions d'habitants (2016) de la RCA vit sous le seuil international de pauvreté avec moins de 1,90 USD par jour, ce qui la situe dans les derniers rangs du classement de l'indice de développement humain depuis plusieurs années.

Les décennies de crises économiques, suivies de plusieurs années de crises sécuritaires majeures depuis 2013² jusqu'aux élections présidentielles et législatives de 2016, ont laissé le pays exsangue et divisé, causant la fuite de 600 000 Centrafricains dans les pays voisins³ et près de 581 000 déplacés internes.⁴ Afin de soutenir les importations vitales pour sa population, notamment en produits alimentaires et de première nécessité, l'État centrafricain s'efforce de garantir la sécurité le long du corridor allant de Bangui à Garoua-Boulay, axe essentiel pour désenclaver Bangui. De plus, la sécurisation de cet axe est primordiale pour le rétablissement des filières légales d'exportation des matières premières du pays, notamment le bois, le café, le coton, l'or et les diamants.⁵

La reprise de contrôle de l'État centrafricain sur les exportations de ressources naturelles du pays passe également par la formalisation du secteur minier artisanal. Ce dernier est le principal moyen de subsistance pour des centaines de milliers d'ouvriers miniers et leurs familles. Toutefois, le développement des circuits frauduleux d'exportation et la prédation de groupes armés non-étatiques qui contrôlent plusieurs zones de production nuisent au secteur. Le Conseil de Sécurité des Nations unies insiste sur la nécessité pour le Gouvernement de la RCA de lutter contre les circuits d'exportations illégaux de l'or et du diamant afin de garantir la paix et la stabilité du pays.⁶

Afin de soutenir les efforts du Ministère des Mines et de la Géologie (MMG) de la République de Centrafrique ainsi que les autres acteurs clés du secteur tels que le Secrétariat Permanent du Processus de Kimberley en Centrafrique (SPPK-RCA) pour le rétablissement du contrôle de l'État centrafricain sur la chaîne légale de production et d'exportation des minerais issus de son sous-sol, l'*International Peace Information Service* (IPIS) a produit, en partenariat avec les autorités nationales, un rapport diagnostique et **une cartographie des sites miniers**

¹ La Banque mondiale en République Centrafricaine, vue d'ensemble :

<https://www.banquemondiale.org/fr/country/centralafricanrepublic/overview> consulté le 11 novembre 2019.

² Voir notamment IPIS – DIIS, *République Centrafricaine : Cartographie du conflit*, Anvers, septembre 2018. Disponible sur : <https://ipisresearch.be/publication/republique-centrafricaine-cartographie-du-conflit/>

Ou bien IPIS, *République Centrafricaine : Portrait d'un territoire riche en crises (2012-2017)*, septembre 2017. Disponible sur :

<https://ipisresearch.be/publication/republique-centrafricaine-portrait-dun-territoire-riche-en-crisis-2012-2017/>

Ou encore IPIS, *Cartographie des motivations derrière les conflits : la République Centrafricaine*, novembre 2014. Disponible sur : <https://ipisresearch.be/publication/cartographie-des-motivations-derriere-les-conflits-la-republique-centrafricaine/> consulté le 11 novembre 2019.

³ Site du Haut-Commissariat aux Réfugiés : <https://data2.unhcr.org/fr/situations/car> consulté le 30 septembre 2019.

⁴ *Ibid.*

⁵ IPIS - DIIS, « *Laissez-piller* » *L'économie politique des barrières routières en République centrafricaine*, Anvers, novembre 2017, p. 50, disponible sur : <https://ipisresearch.be/publication/laissez-piller-leconomie-politique-des-barrieres-routieres-en-republique-centrafricaine/> consulté le 27 novembre 2019.

⁶ Résolution du Conseil de Sécurité des Nations unies, S/RES/2134, 2014, p. 2 à 10.

artisans dans l'ouest de la Centrafrique afin de mieux cerner les dynamiques socio-économiques locales (y compris les potentiels conflits et obstacles à la chaîne d'exportation légale), principalement dans le secteur aurifère.

IPIS a travaillé dans le cadre du projet « Droits de Propriété et Artisanat Minier » (DPAM), financé par l'Agence américaine de développement international (USAID), qui vise à renforcer les droits de propriété dans les communautés minières et la bonne gouvernance des ressources naturelles. Afin de mieux connaître et comprendre les opportunités et défis liés à la mise en place d'une chaîne d'approvisionnement en or responsable, IPIS livre à travers ce présent rapport **un diagnostic du secteur minier artisanal dans l'ouest de la Centrafrique en présentant les enjeux de l'exploitation, du commerce et de l'exportation de l'or** ainsi que son impact sur l'économie, la gouvernance locale et la cohésion sociale dans un contexte de rétablissement progressif de la sécurité et de l'état de droit.

Une attention particulière a été portée sur le rôle des femmes dans le secteur aurifère car elles tiennent une place essentielle sur de nombreux sites miniers, ainsi que sur l'utilisation du mercure, la présence des enfants et les potentiels conflits entre artisans miniers traditionnels et nouvelles sociétés minières semi-mécanisées. Les données récoltées dans le cadre de cette étude fourniront au Gouvernement de la Centrafrique, et en particulier au Ministère des Mines et de la Géologie ainsi qu'aux autres acteurs clés du secteur minier artisanal, des outils d'analyse et de compréhension du secteur ainsi qu'une base de données géo-référencée des principaux sites miniers aurifères dans l'ouest de la Centrafrique.

IPIS est un institut de recherche indépendant qui produit des outils d'analyse et de renforcement des capacités pour soutenir les acteurs qui travaillent en faveur de la paix positive, du développement durable et du respect des droits humains. Bénéficiant de nombreuses années d'expérience dans la cartographie des sites miniers artisanaux dans l'Est de la RDC puis en Tanzanie et au Zimbabwe, IPIS a développé une méthodologie de travail **fondée sur le partenariat avec les autorités nationales** et les acteurs reconnus de la société civile pour former des équipes d'enquêteurs bénéficiant à la fois de la légitimité pour se rendre sur les sites miniers et de la crédibilité dans le cadre de leurs méthodes d'enquêtes.

L'objectif principal de cette étude est de fournir des données précises et de formuler des recommandations en vue de l'établissement de chaînes d'approvisionnement responsables pour le secteur aurifère en RCA. Afin d'atteindre cet objectif, IPIS a orchestré la cartographie des principaux sites d'or dans l'ouest de la RCA, en collaboration avec le MMG et le SPPK-RCA. **Les données récoltées sont présentées dans le présent rapport ainsi qu'à travers la publication d'une carte interactive⁷ et d'une base de données** détaillée et géo-référencée des sites miniers d'or et de diamant partagée avec les autorités compétentes.

A. METHODOLOGIE

La méthodologie de ce projet se base sur un partenariat avec le MMG pour la collecte de données primaires, inédites, fiables et précises, directement sur les sites miniers. Fort de son expérience acquise dans l'analyse du secteur minier artisanal en Afrique centrale depuis une dizaine d'années, IPIS a développé un questionnaire portant sur la compréhension des données liées à la production, la transformation et la vente des minerais. Ce questionnaire a été testé avant déploiement afin d'adapter les questions et la phraséologie aux réalités du secteur minier artisanal centrafricain.

Ce questionnaire a permis de capturer la localisation des principaux sites d'or et de diamants ainsi que leurs caractéristiques principales (type d'exploitation, nombre de chantiers, gestion et enregistrement du site). Les dynamiques locales concernant l'exploitation artisanale (nombre de travailleurs, présence des enfants sur les sites, rôle des femmes, estimation de la production et du prix de vente), ainsi que les informations concernant la

⁷ Voir le chapitre I.D. Présentation de la carte interactive. Carte interactive disponible à l'adresse suivante :

<https://www.ipisresearch.be/mapping/webmapping/carmine/v1/>

transformation et le commerce des minerais ont été documentées sur chaque site. Les circuits de commercialisation et d'exportation, les phénomènes de prédation par des groupes armés (uniquement dans les zones accessibles pour nos équipes en termes de sécurité au moment de l'étude) ainsi que le rôle d'encadrement des services de l'état (contrôle et enregistrement de la production) ont également été analysés. Ce questionnaire a été partagé pour validation auprès du MMG, du SPPK-RCA et des partenaires techniques et financiers du projet en avril 2019.

En parallèle, IPIS a recruté un Coordonnateur de terrain et a organisé le recrutement et la formation des enquêteurs de terrain. Au total, cinq équipes de 2 enquêteurs, soit 10 personnes dont 3 femmes, ont été retenues pour réaliser la cartographie des sites miniers. Cinq de ces enquêteurs représentaient le MMG en leur qualité de point focal du SPPK-RCA et cinq étaient issus de la société civile.⁸

Associer la société civile à la recherche peut être une manière de renforcer ses capacités, techniques d'une part, mais aussi de l'associer aux recherches sur les ressources naturelles, ce qui les rend mieux outillées pour défendre leurs intérêts. D'autre part, associer le ministère des mines, via les points focaux du SPPK-RCA assure un renforcement des capacités techniques des employés du ministère et leur offre aussi une connaissance plus approfondie du secteur et des mécanismes de certifications internationaux, tels que le Guide de l'OCDE sur le Devoir de Diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables en minerais provenant de zones de conflit ou à haut risques⁹. Les équipes mixtes (société civile et représentant du MMG) assurent également la légitimité de la présence des enquêteurs dans les zones minières (renforcée par un ordre de mission du MMG) et la crédibilité des informations récoltées. Dans le futur, IPIS espère augmenter le nombre de personnes issues de la société civile et du MMG participant aux formations et aux visites de sites sur le terrain et étendre la couverture géographique de la zone à cartographier.

Une formation¹⁰ de quatre jours, organisée à Bangui, a permis de couvrir 8 principaux modules :

- La présentation du projet et des objectifs de la cartographie du secteur minier artisanal dans l'ouest de la Centrafrique ;
- La présentation générale du secteur minier artisanal aurifère et diamantifère ;
- Les méthodes de recherche participative pour l'identification des sites avec les communautés locales ;
- Les principales questions de recherche ainsi que le contenu du questionnaire ;
- La méthodologie de la recherche sur le terrain et les conseils pratiques ;
- La collecte de données mobiles (*Mobile Data Collection*) avec l'application 'ODK Collect' sur téléphones androides ;
- L'analyse des risques sécuritaires, les procédures opérationnelles (*Standard operating procedures*) et les plans de contingence (*Contingency plans*) ;
- L'utilisation des appareils portables de communication satellite et de navigation GPS (InReach Garmin).

Une fois les équipes formées et équipées en matériel (téléphones, appareil de communication satellite, batteries, chargeurs solaires, trousse médicale, etc.), deux missions de 21 jours et de 25 jours¹¹ ont été organisées au nord et au sud de l'axe Bangui – Garoua-Boulay. Une mission complémentaire, effectuée par des agents de DPAM ayant participé à la formation d'IPIS a permis de couvrir les zones diamantifères du sud-ouest du pays. Au total, 322 sites

⁸ IPIS tient à remercier son coordonnateur de terrain, M. Jean-François Thalo, ainsi que ses enquêteurs pour leur remarquable travail de collecte de données et leur dévouement malgré les conditions difficiles dans lesquelles ils et elles ont dû effectuer leurs missions. Il s'agit de, par ordre alphabétique de nom de famille, Alex Bienvenu DALANGUERE (SPPK), Soleil Parfait KALESSOPO (société civile), Noëlla MBIFOYO NAPANZI (SPPK), Daniella Suzy N'DEKELE MBONDIT (SPPK), Régis REGOBENGLI (société civile), André SOMSE (société civile), Roméo Boris WABIE (société civile), Arsène Frédéric YENDO TCHORO (SPPK), Wanerema ZIANTHE KONDOBOY GOTHIA (SPPK) et Mercy Doreen ZOUMINGUI MAHATON KOMBO (société civile).

⁹ Disponible à l'adresse suivante : <http://www.oecd.org/fr/daf/inv/mne/Guide-OCDE-Devoir-Diligence-Minerais-%20Edition3.pdf> consulté le 26 novembre 2019.

¹⁰ Pour plus d'informations, se référer à l'article « *New project of mapping artisanal and small-scale mining sites in the Central African Republic* » (en anglais) disponible sur : <https://ipisresearch.be/2019/05/new-project-mapping-artisanal-small-scale-mining-sites-central-african-republic/> consulté le 11 novembre 2019.

¹¹ Les missions ont eu lieu du 20 avril au 10 mai 2019 puis du 18 juin au 12 juillet 2019.

miniers ont été visités dans les 7 Préfectures de l'ouest que sont la Lobaye, Mambéré-Kadeï, Nana-Mambéré, Ombella-M'Poko, Ouham, Ouham-Pendé et Sangha-Mbaéré¹².



Photo 1 : Travail des enquêteurs de terrain d'IPIS, ici sur le site de Rizian, près de Bossangoa.

Le remplissage des questionnaires sur les sites miniers a été complété par la rédaction par chaque équipe de rapports narratifs présentant la situation sécuritaire ainsi que les principaux points de vente et circuits de commercialisation des minerais dans les zones visitées. De plus, trois recherches qualitatives ont été conduites dans les zones minières de Yaloké (Ombella-M'Poko), Bozoum (Ouham-Pendé) et Baboua (Nana-Mambéré).¹³

Ces visites de terrain complémentaires effectuées par les chercheurs d'IPIS et par une équipe de la société civile et du SPPK ont permis de conduire des entretiens individuels afin de tester des hypothèses issues de l'étude préliminaire des premiers questionnaires de sites. Cela a notamment permis d'approfondir

l'étude sur les questions de financement, sur les conditions de travail, sur l'organisation des équipes ainsi que sur la chaîne de commercialisation des minerais. Enfin, en fonction du contexte dans chacune des zones étudiées, une attention particulière a été portée lors de cette recherche qualitative sur les potentiels conflits entre les artisans miniers traditionnels et les nouvelles sociétés minières semi-mécanisées.

L'analyse des données récoltées a été effectuée en plusieurs étapes. Dans un premier temps, les questionnaires ont été revus par le coordonnateur de terrain puis par les chercheurs d'IPIS à Anvers. Si besoin, des informations complémentaires ou des améliorations ont été demandées directement aux équipes d'enquêtes, notamment lors d'un atelier de restitution à mi-parcours tenu à Bangui en juin 2019. Se référer aux cahiers de recherche des enquêteurs était parfois une méthode efficace pour corriger certaines erreurs dans l'entrée des données.

Une fois toutes les données récoltées, elles ont été analysées une nouvelle fois par les équipes d'IPIS à Anvers. Une attention particulière a été portée à la concordance entre les données enregistrées et les rapports narratifs. Les données quantitatives ont été analysées afin d'identifier de potentielles erreurs de frappe ou de conversion, notamment en ce qui concerne les prix des minerais. Les données de production ont été croisées avec le nombre de creuseurs rapportés afin d'éliminer de potentielles réponses jugées aberrantes. Enfin, la réalisation de cartes, de graphes et de tableaux statistiques ont permis d'analyser les données obtenues en vue de la rédaction de ce rapport.

¹² Un des objectifs soulignés dans les termes de références de cette étude était d'analyser la filière aurifère dans l'ouest de la RCA. De ce fait, les sites miniers visités sont représentatifs des sites d'or dans l'ouest de la RCA tandis que les sites exploitant du diamant sont minoritaires dans notre échantillon. De plus, il convient de souligner les grandes différences entre le secteur artisanal dans l'ouest et dans l'est de la RCA, ce dernier ne faisant pas partie de cette étude. Sur le terrain, la sélection des sites a été effectuée grâce à plusieurs méthodes (dites « de l'entonnoir » et de « la tâche d'huile »). Une fois arrivé dans les foyers miniers connus, des entretiens avec les autorités ont permis de sélectionner les principaux axes de visite. Sur chaque axe, les équipes ont menés des focus group participatifs afin de lister les principaux sites miniers (méthode « de l'entonnoir »). Une fois arrivée sur un site minier, les équipes se sont déplacées de sites en sites afin de découvrir et cartographier des sites non répertoriés (méthode de la « tâche d'huile »).

¹³ Voir le chapitre III. *Analyse qualitative.*

B. PRESENTATION DU SECTEUR MINIER ARTISANAL EN CENTRAFRIQUE

Avant la crise de 2013, les minerais constituaient la troisième source de richesse du gouvernement de la RCA, après l'agriculture et l'exploitation forestière.¹⁴ Les exportations de diamants représentaient à elles seules 11% des recettes fiscales en 2010.¹⁵ Déjà à cette époque, au moins 30 % des diamants quittaient la RCA illégalement. Le secteur de l'or, maintenant en pleine expansion, est encore plus lié à l'informalité puisque même avant la crise, environ 95 % de la production quittait le pays de manière non-officielle.¹⁶

La reprise des activités minières depuis la crise de 2013 ainsi que son intensification dans certaines zones du pays ont été confirmés par une étude de l'USGS¹⁷ fondée sur l'analyse et l'interprétation d'images satellites récoltées entre 2013 et 2016.¹⁸ Cette étude estime le nombre de sites miniers en Centrafrique à 2 560¹⁹ et évalue la valeur de la production annuelle de diamants à environ 330 000 carats, dont 82 % sortent du pays en contrebande.

Une seconde étude réalisée en 2018, financée par le PNUD et l'UNICEF²⁰, a confirmé cette tendance avec une estimation de la contrebande comprise entre 77 % et 86 % de la production annuelle de diamants. Par ailleurs, cette étude précise que les 2 560 sites estimés sont répartis sur au moins 186 foyers miniers²¹ sur l'ensemble du territoire et comprendraient en moyenne 13,7 chantiers par site pour un total estimé de 35 034 chantiers.²² Parmi les chantiers observés, 73 % exploitent exclusivement le diamant, 16 % exclusivement l'or et 12 % réalisent une production mixte or/diamant.²³

¹⁴ IPIS - DIIS, *République Centrafricaine : cartographie du conflit*, Anvers, septembre 2018, p. 83. Disponible à l'adresse suivante : <https://ipisresearch.be/publication/republique-centrafricaine-cartographie-du-conflit/> consulté le 11 novembre 2019.

¹⁵ K. Matthysen et I. Clarkson, *Gold and Diamonds in the Central African Republic*, IPIS/ActionAid/Cordaid, février 2013, p. 6. Disponible à l'adresse suivante : <https://ipisresearch.be/publication/gold-diamonds-central-african-republic-countrys-mining-sector-related-social-economic-environmental-issues/> consulté le 11 novembre 2019.

¹⁶ *Ibid.*, p. 6.

¹⁷ Le *United States Geological Survey* (USGS) est une agence gouvernementale scientifique qui assiste le Processus de Kimberley dans le suivi de la production de diamants en RCA depuis le début de la crise.

¹⁸ J.D. DeWitt, P.G. Chirico et S.E. Bergstresser, *The Central African Republic Diamond Database – A Geodatabase of Archival Diamond Occurrences and Areas of Recent Artisanal and Small-Scale Diamond Mining*, U.S. Geological Survey Open-File Report 2018-1088.

¹⁹ *Ibid.*, p. 20. L'interprétation des images satellites par l'USGS a permis de cartographier 2 560 occurrences d'activité minière à petite échelle sur deux parties distinctes du territoire de la RCA. Chaque point géo-référencé dans cette base de données indique une zone d'1 km² active entre 2013 et 2017. Nous verrons plus tard que la présente étude utilise une définition différente d'un site minier intégrant des facteurs socio-économiques et non pas purement géographique. Cependant, à l'heure actuelle, le chiffre de 2 560 sites miniers est considéré comme la meilleure estimation disponible tant que tous les sites n'auront pas été visités par des équipes de terrain et sera utilisé dans ce rapport comme point de référence pour l'analyse statistique.

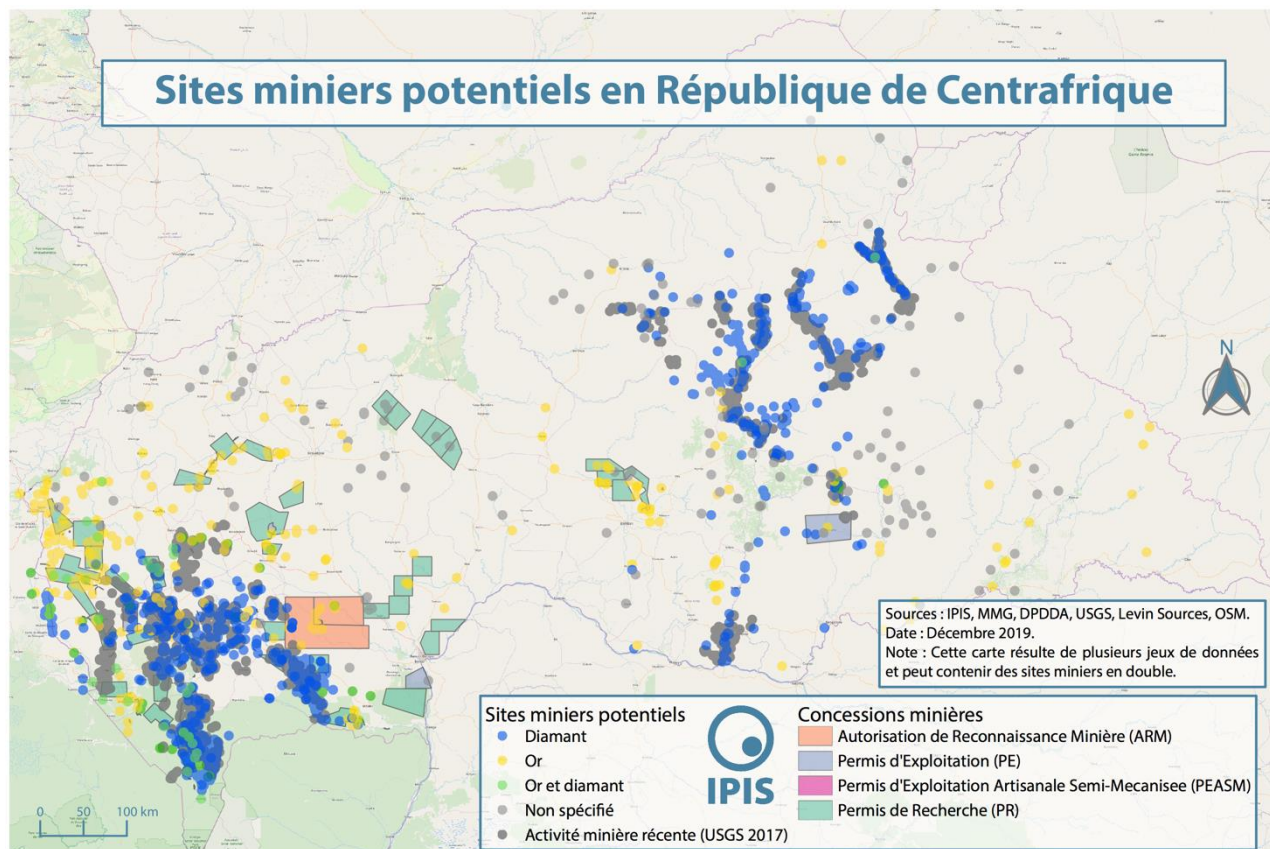
²⁰ S. Pennes et al., *Diagnostic de l'exploitation minière et perspectives de développement socio-économique en RCA à la lumière de la vision du régime minier en Afrique*, Levin Sources, octobre 2018.

²¹ *Ibid.*, p. 35. « Un foyer minier correspond à un ensemble économique rationnel relativement autonome, généralement concentré autour d'un grand village ou d'une petite ville, où l'on peut s'approvisionner en équipement et en carburant, en biens de consommation, où l'on peut négocier et vendre sa production. »

²² Plusieurs sites miniers peuvent être regroupés au sein d'un foyer minier et plusieurs chantiers peuvent être exploités sur un site. Les questionnaires utilisés dans la présente étude ont été complétés au niveau de chaque site minier visité. IPIS a trouvé une moyenne de 10 chantiers par site sur les 322 sites visités en 2019.

²³ S. Pennes et al., *Diagnostic de l'exploitation minière et perspectives de développement socio-économique en RCA à la lumière de la vision du régime minier en Afrique*, Levin Sources, octobre 2018, p. 22.

Carte 1 : Sites miniers potentiels en République de Centrafrique



Depuis la crise de 2013, la production minière en RCA se fait exclusivement de manière artisanale ou à petite-échelle²⁴, les compagnies industrielles étrangères ayant toutes quittées le pays. Cependant, depuis quelques mois, nous assistons à une augmentation de la présence de sociétés d'extraction d'or et de diamants, notamment chinoises²⁵, travaillant « à petite-échelle ». La plupart de ces sociétés ne possèdent que des permis de recherche (PR) ou des permis d'exploitation artisanale semi-mécanisées (PEASM). Certaines de ces sociétés travaillent également avec des coopératives centrafricaines. Alors que ces permis autorisent la vente et l'exportation de la production, seules une poignée d'entre elles ont déjà soumis leur production à l'exportation par les canaux officiels.²⁶ Cela engendre localement d'importantes tensions sociales dans plusieurs localités, surtout lorsque ces entités sont contrôlées majoritairement par des étrangers avec l'implication de cadres et de l'élite socio-économique centrafricaine.²⁷

²⁴ African Minerals Development Centre, *ASM Sector Report*, 2017, p. 95.

²⁵ IPIS - DIIS, *République Centrafricaine : Cartographie du conflit*, Anvers, septembre 2018, p. 101.

²⁶ *Ibid*, p. 102.

²⁷ T. De Jong et al., *Rapport diagnostique sur la contrebande des diamants en République Centrafricaine*, USAID DPAM, mai 2019, p. 19.

Boîte I : Les diamants de conflit et le Processus de Kimberley

Le rapport valeur/poids élevé d'une grande partie des richesses minérales de la RCA, les hauts niveaux d'informalité et la mauvaise gestion institutionnelle ont favorisé l'utilisation de ces minerais pour le financement du conflit centrafricain.²⁸ A partir de 2013, ces liens se sont encore renforcés, les groupes Anti-balaka et ceux issus de l'ex-Séléka étant impliqués dans une prédation lucrative sur les minerais. Outre les sanctions imposées par l'ONU interdisant le financement des groupes armés opérant dans le pays²⁹, cette prédation a conduit à l'imposition d'une suspension des exportations appliquée dans le cadre du Processus de Kimberley (PK)³⁰ en juin 2013 pour éviter que les diamants devenus non-conformes aux certificats internationaux du PK n'arrivent sur le marché mondial.

Même si la levée partielle de cette suspension, survenue en 2016, sur certaines zones jugées conformes³¹ (satisfaisant des critères de sécurité spécifiques) a aidé à créer des canaux officiels permettant l'exportation de diamants, des défis subsistent pour garantir que les pierres d'origine frauduleuse n'intègrent la chaîne d'approvisionnement légale, et qu'à l'inverse, les diamants des zones conformes y restent. Depuis le début de l'année 2016 les autorités minières centrafricaines, en partenariat avec le projet PRADD³², ont pris des mesures significatives pour formaliser le secteur minier artisanal. Ces efforts de formalisation ont inclus des campagnes d'enregistrement actives, tout en rendant les licences d'exploitation artisanale plus accessibles.

Les diamants centrafricains proviennent exclusivement de dépôts alluviaux³³ plus facilement exploitables de manière artisanale ou semi-mécanisée. L'or, en revanche, se trouve à la fois dans des dépôts alluviaux et dans certains grands filons quartziques sous forme de pépite rocheuse.³⁴ De ce fait, l'exploitation artisanale peut se présenter sous forme de puits verticaux ou bien de chantiers de berge (le long des rivières). Le lit des rivières étant potentiellement minéralisé, il peut être atteint par détournement de toute ou partie de la rivière (à l'aide de barrages ou de canaux) ou bien à l'aide de dragues mécanisées³⁵.

L'exploitation des diamants est une activité à haute intensité de main d'œuvre qui nécessite de longues phases d'exploration et de préparation (afin d'atteindre la couche de graviers minéralisés) et n'offre aucune garantie quant à son succès, même après des mois de labeur. Avant la crise, les collecteurs des principaux bureaux d'achats jouaient le rôle de financeur sur plusieurs chantiers en échange de la primauté sur la vente des minerais. Cela leur permettait de répartir le risque et les gains sur plusieurs équipes de creuseurs répartis sur plusieurs chantiers. Ainsi, un

²⁸ Pour plus de détails sur le contexte, voir International Crisis Group, *Dangerous Little Stones: Diamonds in the Central African Republic*, décembre 2010.

²⁹ Résolutions du Conseil de Sécurité des Nations unies, S/RES/2339 (2017) et S/RES/2399 (2018).

³⁰ Le Processus de Kimberley est un système de certification internationale visant à éviter que les diamants ne financent des conflits contre des autorités étatiques légitimes, en les faisant entrer dans la chaîne d'approvisionnement officielle. Voir notamment F. Southward, *Kimberley Process: Observations from the Sidelines*, IPIS, novembre 2013, disponible sur <https://ipisresearch.be/publication/ipis-insights-kimberley-process-observations-sidelines-part/> consulté le 11 novembre 2019.

³¹ En 2016, cinq sous-préfectures (Berberati, Carnot, Nola, Boda et Gadzi) ont été désignées par la PK comme « zones jugées conformes », répondant aux critères du processus de Kimberley énoncés dans le Cadre opérationnel pour la reprise des exportations de diamants bruts en provenance de la RCA. Ces critères comprennent : (1) un contrôle approprié et suffisant du gouvernement centrafricain dans les zones de conformité ; (2) aucune preuve d'une activité systématique des rebelles ni des groupes armés ayant un impact sur la production ou le commerce de diamants ; et (3) une situation sécuritaire globale permettant la libre circulation des biens et des personnes. Voir IPIS - DIIS, *République Centrafricaine : Cartographie du conflit*, Anvers, septembre 2018, p. 92.

³² Le projet *Property Rights And Diamond Development* (PRADD) est un projet conjoint mené par l'USAID et le Département d'État afin d'aider les gouvernements de République centrafricaine et de Côte d'Ivoire à remplir leurs obligations dans le cadre du schéma de certification du processus de Kimberley (*Kimberley Process Certification Scheme*, KPCS).

³³ J.D. DeWitt, P.G. Chirico et S.E. Bergstresser, *The Central African Republic Diamond Database – A Geodatabase of Archival Diamond Occurrences and Areas of Recent Artisanal and Small-Scale Diamond Mining*, U.S. Geological Survey Open-File Report 2018-1088, p. 4.

³⁴ S. Pennes et al., *Diagnostic de l'exploitation minière et perspectives de développement socio-économique en RCA à la lumière de la vision du régime minier en Afrique*, Levin Sources, octobre 2018, p. 22.

³⁵ Bien qu'une seule drague ait été rapportée dans les questionnaires (sur le site de Likekele, près de Mbaïki), ce type d'exploitation semi-mécanisée est de plus en plus fréquent en RCA. Souvent opéré par des sociétés minières chinoises, elles nécessitent peu de main d'œuvre pour une production pouvant atteindre jusqu'à 200 grammes d'or par jour. Voir T. De Jong et al., *Rapport diagnostic sur la contrebande des diamants en République Centrafricaine*, USAID DPAM, mai 2019, p. 44.

collecteur qui finançait 10 équipes dont seulement 3 étaient rentables pouvait néanmoins acheter les pierres à un prix duquel il déduisait ses dépenses préalables sur les 10 équipes. Les creuseurs se voyaient donc proposer un prix bien inférieur au prix du marché mais pouvait compter sur le collecteur lorsque le chantier ne produisait rien.

L'exploitation de l'or, contrairement au diamant, est moins aléatoire dans le sens où elle n'est pas liée à la chance de trouver des pierres de tailles importantes. Dans l'or, chaque gramme compte et est vendu à un prix plus prévisible (quoique négociable). Bien que nécessitant le même degré d'investissement en termes de main d'œuvre et de matériel que les sites de diamants, les sites d'or permettent de gagner de plus petites sommes plus régulièrement. Cela ne signifie pas qu'il n'y ait pas de phénomènes de préfinancement, mais ceux-ci se font à plus petite échelle et avec une plus grande visibilité sur la production potentielle du site.

C. UNE RUEE VERS L'OR EN CENTRAFRIQUE ?

On observe ces dernières années une forte augmentation de l'exploitation de l'or en RCA. Avant la crise, l'exploitation aurifère était considérée comme une activité marginale comparée aux diamants, de nombreux « chercheurs d'or » étant des femmes ou des enfants agissant en marge des sites d'exploitation de diamant.³⁶ La moitié des creuseurs travaillant dans l'or aujourd'hui aurait démarré cette activité après 2014.³⁷

Cette augmentation est due à plusieurs facteurs. D'abord, à l'effondrement du secteur diamantifère causé par la crise politique et sécuritaire, qui engendra la dislocation du tissu socio-économique liant artisans et négociants (souvent de confession musulmane)³⁸ et la suspension des mécanismes de préfinancement sur les sites miniers. La crise fut suivie d'une suspension des exportations (totale puis partielle) imposée par le Processus de Kimberley sur les diamants centrafricains. De ce fait, nombre d'artisans miniers actifs dans le diamant se tournèrent vers le secteur de l'or.

De plus, utilisé comme monnaie d'échange dans un pays aux infrastructures limitées, de nombreux commerçants ont pu utiliser l'or, facilement transportable et dissimulable, afin de s'approvisionner et de distribuer les nombreux produits d'importation de première nécessité pour les populations locales. Enfin, de nombreuses personnes déplacées à cause des violences se sont dirigés vers les mines d'or pour trouver de nouvelles sources de revenus.

D. PRESENTATION DE LA CARTE INTERACTIVE

Les données récoltées par IPIS sont géo-référencées sur une carte web interactive³⁹. Sur cette carte sont représentés les différents sites miniers visités et un menu interactif permet de filtrer les sites en fonction des minerais, de la préfecture, du nombre de travailleurs, de la présence de femmes, d'enfants de moins de 15 ans ainsi que des services étatiques. Il est également possible de sélectionner les sites sur lesquels un acteur armé est présent (ou non), ceux contrôlés par une barrière ou bien les sites sur lesquels un accident ou un conflit a eu lieu dans les 12 derniers mois.

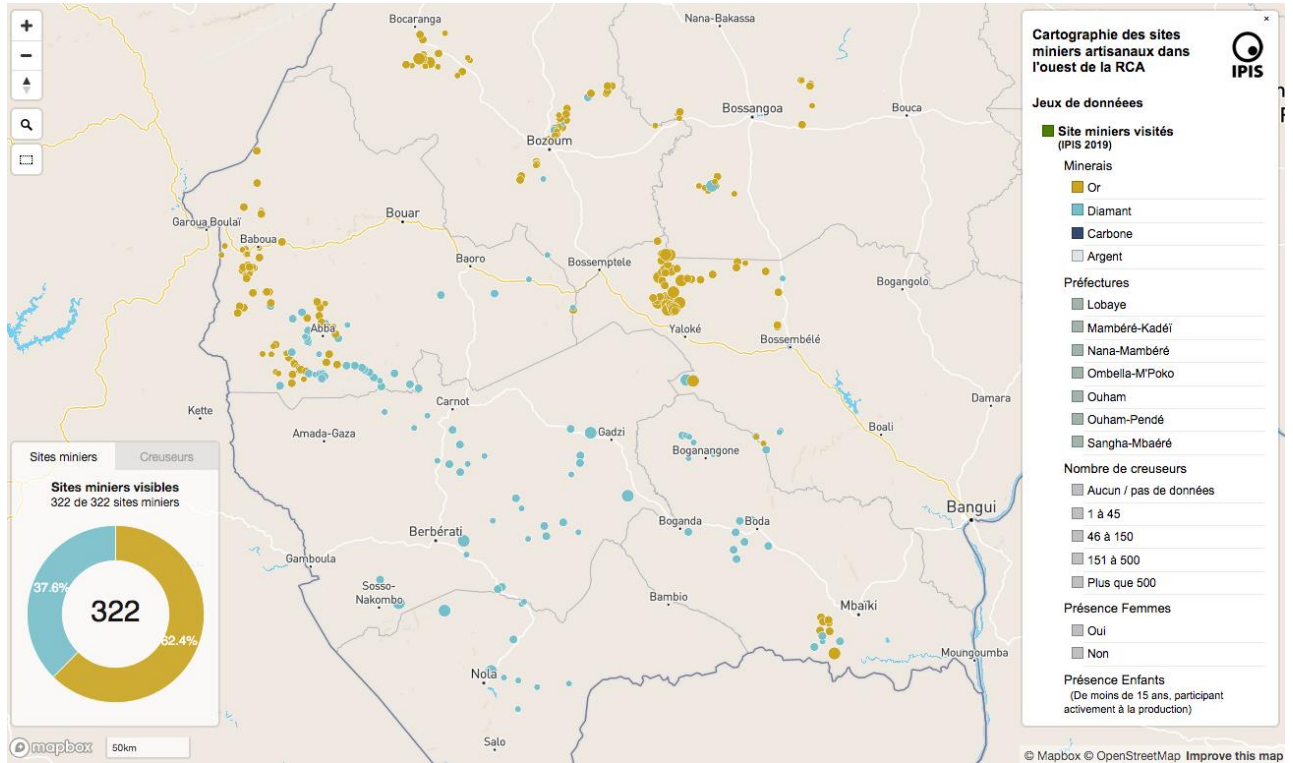
³⁶ IPIS - DIIS, *République Centrafricaine : Cartographie du conflit*, Anvers, septembre 2018, p. 86.

³⁷ S. Pennes et al., *Diagnostic de l'exploitation minière et perspectives de développement socio-économique en RCA à la lumière de la vision du régime minier en Afrique*, Levin Sources, octobre 2018, p. 27.

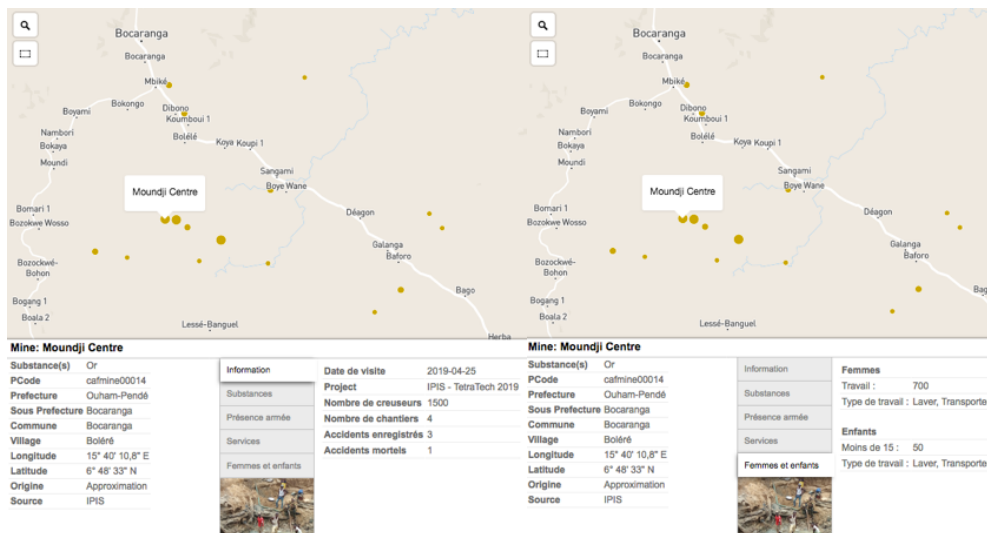
³⁸ Pour plus d'informations sur le départ des collecteurs musulmans suite aux retraits des forces Séléka de l'ouest du pays et aux représailles contre les populations musulmanes locales en 2013 et 2014, voir : Human Rights Watch, *Muslims Forced to Flee: Christian Militias Unleash Waves of Targeted Violence*, février 2014 ainsi que le Rapport du Groupe d'Experts des Nations unies pour la Centrafrique, S/2014/762, p. 3.

³⁹ Disponible à l'adresse suivante : <https://www.ipisresearch.be/mapping/webmapping/carmine/v1/>
CARTOGRAPHIE DES SITES MINIERES ARTISANAUX DANS L'OUEST DE LA CENTRAFRIQUE

Carte 2 : Carte interactive des sites miniers artisanaux dans l'ouest de la RCA

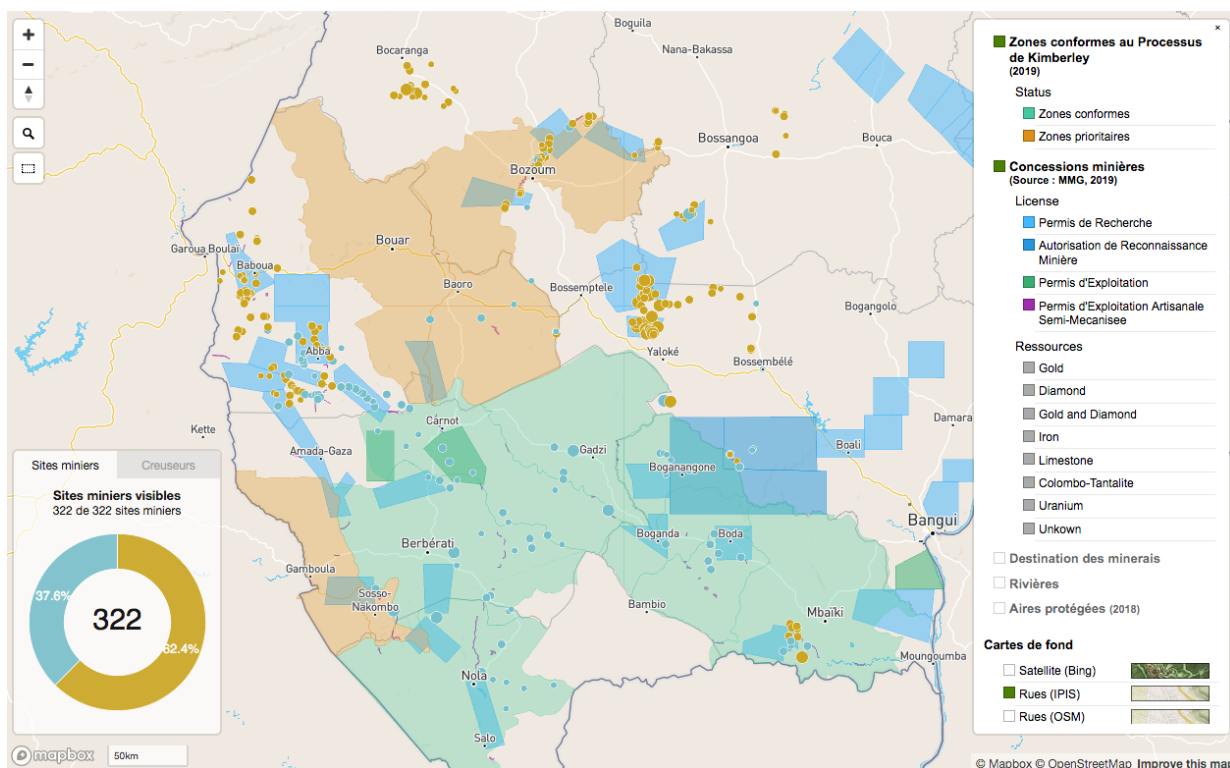


En cliquant sur un site minier, il est possible de faire apparaître les données récoltées au moment où le site a été visité par les équipes conjointes entre IPIS et le Ministère des mines et de la géologie de la RCA. Différents onglets permettent de visualiser les informations collectées.



La carte interactive comprend d'autres jeux de données tels que les sites miniers potentiels de la RCA ainsi que la délimitation des zones conformes au Processus de Kimberley.⁴⁰ La carte montre également les activités minières récentes telles que géo-référencées par l'USGS à travers l'étude d'images satellitaires datant de 2013 à 2017.⁴¹ Une autre couche de données représente les concessions minières en RCA.⁴² Il est possible de cliquer sur une concession pour obtenir plus d'information sur le type de permis, les minerais exploités et le nom du propriétaire de la concession.

Carte 3 : Visualisation des concessions minières et des zones conformes au PK dans l'ouest de la RCA



Enfin, la carte interactive permet de visualiser la destination principale des minerais pour chaque site visité, ce qui permet de distinguer les principaux points de vente dans l'ouest de la RCA.

Cette carte s'accompagne également d'un compteur (en bas à gauche) qui permet à tout moment de savoir combien de sites sont visibles et combien de creuseurs travaillent sur ces sites. Il est également possible d'utiliser les outils de sélection (en haut à gauche) ou bien de changer le fond de carte afin de visualiser une vue satellite (Bing) ou bien le fond de carte de la fondation OpenStreetMap (OSM). IPIS maintient son propre fond de carte avec les principales routes et villes, toutefois cette carte peut comporter des erreurs et IPIS ne peut être tenu responsable des limites, des noms et des appellations employés sur cette carte interactive.

Certains jeux de données sont disponibles en accès libre sur la page Open Data⁴³ d'IPIS. Sur cette page vous trouverez également des instructions d'utilisation.

⁴⁰ Source : IPIS - DIIS, *République Centrafricaine : cartographie du conflit*, Anvers, septembre 2018.

⁴¹ Source : J.D. DeWitt, P.G. Chirico et S.E. Bergstresser, *The Central African Republic Diamond Database – A Geodatabase of Archival Diamond Occurrences and Areas of Recent Artisanal and Small-Scale Diamond Mining*, U.S. Geological Survey Open-File Report 2018-1088.

⁴² Source : Ministère des mines et de la géologie de la RCA, septembre 2019.

⁴³ Disponible à l'adresse suivante : <http://ipisresearch.be/home/conflict-mapping/maps/open-data/>

II. ANALYSE QUANTITATIVE

I/ PRESENTATION DES SITES MINIER VISITES

Entre avril et juillet 2019, les équipes d'IPIS, composées de 5 membres de la société civile centrafricaine et de 5 membres du Secrétariat permanent du Processus de Kimberley pour la Centrafrique (SPPK-RCA), ont visité 322 sites miniers⁴⁴ dans 7 préfectures de l'ouest de la Centrafrique afin de collecter des informations sur les conditions socio-économiques du secteur minier artisanal.

La population de travailleurs (c'est-à-dire toutes les personnes qui participent activement à la production et à l'exploitation de minerais) sur les sites visités est évaluée à 62 042 individus (hommes, femmes et enfants). En moyenne il y a 193 travailleurs par site (médiane 77) et 42 travailleurs par chantier (médiane 25). La médiane étant plus faible, cela signifie qu'il y a davantage de petits sites que de grands.

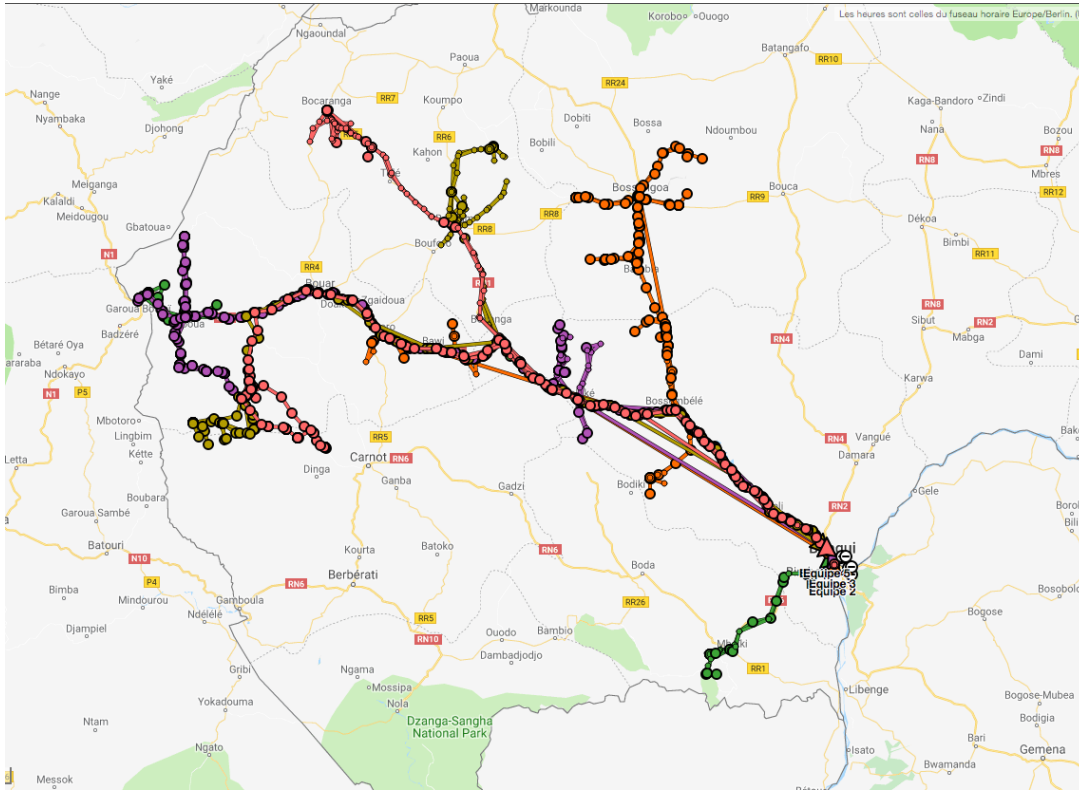
Table 1 : Sites miniers visités par préfecture

Préfecture	Sites miniers	Nombre de travailleurs	Moyenne	Médiane
Lobaye	27	4 685	173	70
Mambéré-Kadéï	34	7 455	219	50
Nana-Mambéré	114	11 540	101	60
Ombella-M'Poko	60	26 351	439	225
Ouham	27	2 211	82	25
Ouham-Pendé	50	9 059	181	100
Sangha-Mbaéré	10	741	74	11
Total des sites	322	62 042	193	77

La répartition géographique des visites de terrain a été influencée par différents facteurs à la fois interne (cahier des charges du projet, organisation logistique du déploiement des équipes) et externe au projet (accessibilité, conditions climatique et sécuritaire). Les équipes ont été déployées en deux phases : entre avril et mai puis entre juin et juillet 2019, principalement le long de la route nationale reliant Bangui au Cameroun en passant par Yaloké et Bouar et ensuite au sud de l'axe Yaloké – Bouar. La préfecture de Nana-Mambéré regroupe près de 35 % des sites visités, avec une forte concentration dans la sous-préfecture d'Abba. Cependant, c'est la préfecture d'Ombella-M'Poko qui offre la plus grande concentration de travailleurs sur les sites visités (42 %), en particulier dans la sous-préfecture de Yaloké.

⁴⁴ Dans le cadre de cette étude, un site minier est défini comme une zone d'exploitation de minerais regroupant des travailleurs qui identifient la zone sur laquelle ils travaillent de manière sociale (par un nom), géographique (une rivière) ou administrative (permis d'exploitation, autorisation informelle). Les sites miniers se trouvent dans des zones minières (zones géographiques plus larges définies généralement par leur principal point de vente). Un site minier peut être composé d'un ou plusieurs chantiers regroupant eux-mêmes un ou plusieurs puits. Dans cette étude, un questionnaire été administré sur chaque site minier.

Carte 4 : Trajets des enquêteurs d'IPIS dans le cadre du projet⁴⁵

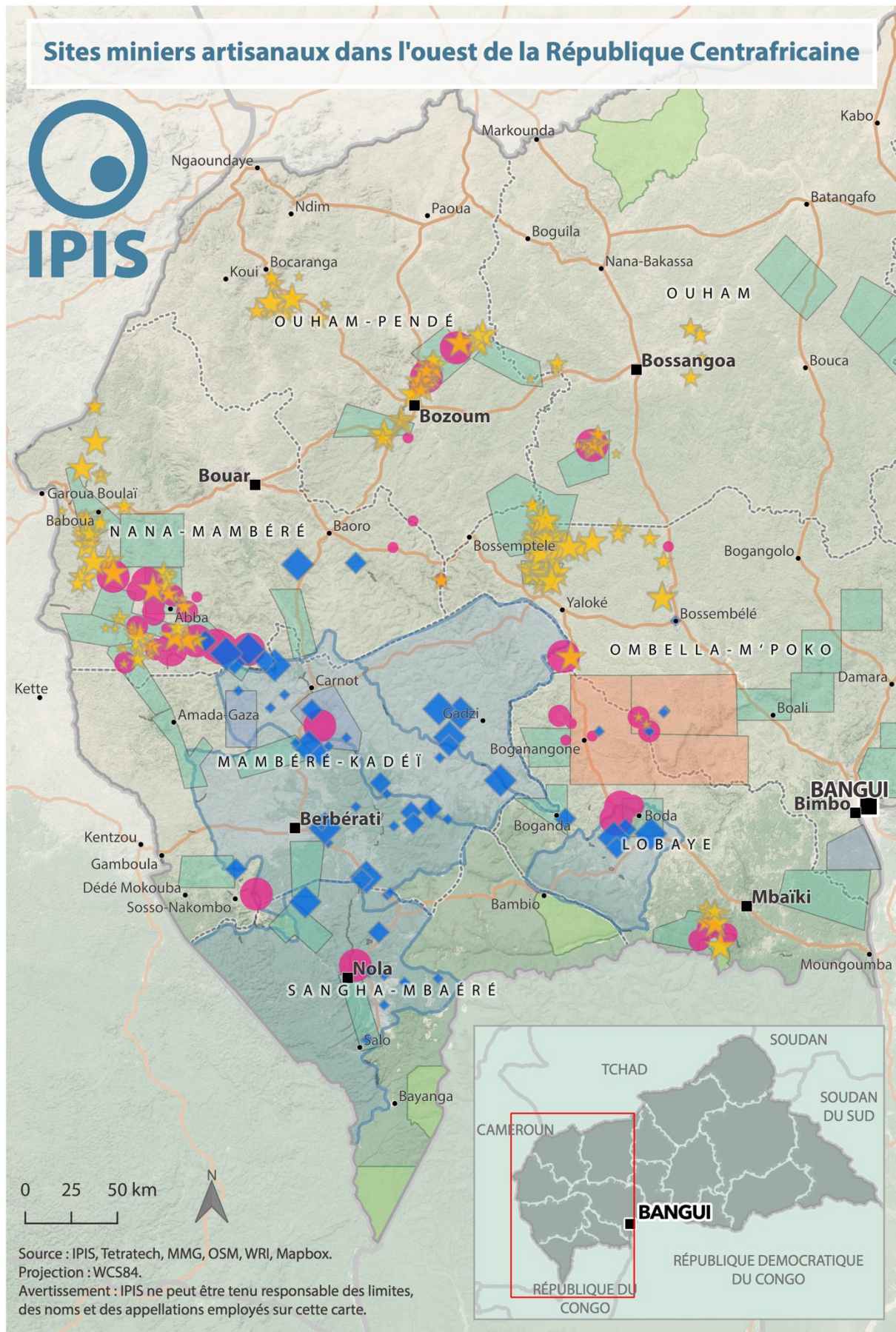


Carte 5 : Sites miniers dans l'ouest de la RCA (voir ci-dessous)



⁴⁵ Source IPIS via InReach Garmin. Ces trajets n'incluent pas les trajets effectués par les équipes du projet *Droit de Propriété de l'Artisanat Minier* (DPAM) qui ont également remplis 60 questionnaires au sud de l'axe Yaloké-Bouar (parmi les 322 questionnaires que comprend cette étude) dans le cadre de leurs déplacements pour un autre projet.

Carte 5 : Sites miniers dans l'ouest de la RCA (voir ci-dessous)



Parmi les sites visités, 201 exploitent exclusivement de l'or, 61 exclusivement des diamants et 60 exploitent à la fois de l'or et des diamants.⁴⁶

Table 2 : Répartition des sites miniers visités par minéral

Minerais	Nombre de sites visités	Nombre de travailleurs
Or	201 (62 %)	45 316 (73 %)
Diamant	61 (19 %)	9 233 (15 %)
Or et diamant	60 (19 %)	7 493 (12 %)
Total des sites	322	62 042

D'après deux études récentes,⁴⁷ le nombre de sites miniers en RCA s'élève à 2 560, dont environ 1 868 sites produisant exclusivement du diamant, 410 sites produisant exclusivement de l'or et 307 sites produisant à la fois de l'or et du diamant. Les 322 sites visités représentent donc 3 % des sites diamantifères, 49 % des sites aurifères et 19 % des sites mixtes du pays.

Les sites miniers artisanaux centrafricains sont intégrés dans le paysage pastoral et dans l'économie du sud-ouest de la Centrafrique depuis des décennies. Près de 75 % des sites sont nommés d'après un cours d'eau ou une rivière. Cependant, la définition d'un site minier n'est pas toujours évidente.⁴⁸ Dans le cadre de cette étude, **un site minier est défini comme une zone d'exploitation de minerais regroupant des travailleurs qui identifient la zone sur laquelle ils travaillent de manière sociale** (par un nom), **géographique** (une rivière) **ou administrative** (permis d'exploitation, autorisation informelle).

Un site minier a donc une certaine unité d'exploitation (les travailleurs proviennent généralement du même village et ce qui se passe à un endroit du site - découverte importante, éboulement, disputes, etc. - peut affecter l'ensemble du site). Dans notre définition, **un site minier peut donc regrouper de nombreux chantiers miniers** qui sont généralement définis par l'identité de leur propriétaire ou exploitant. Les chantiers peuvent être également composés de nombreux puits dans lesquels travaillent plusieurs équipes. Par exemple, le site minier de « Sangtana » (Nana-Mambéré, près d'Abba) est composé de 10 chantiers totalisant 120 travailleurs.

⁴⁶ Ce projet n'a pas mis en place de méthode aléatoire pour l'identification des sites miniers car l'étude faisait l'objet d'un focus particulier sur l'exploitation aurifère dans l'ouest de la RCA. Par conséquent, les 322 sites visités ne présentent pas une répartition réaliste des sites d'or et de diamants sur l'ensemble du territoire de la RCA. En effet, il est important de distinguer une approche statistique partant d'un échantillon aléatoire et une approche cartographique où l'objectif est de géoréférencer le plus de données possibles dans une zone géographique prédéfinie.

⁴⁷ J.D. DeWitt, P.G. Chirico et S.E. Bergstresser, *The Central African Republic Diamond Database – A Geodatabase of Archival Diamond Occurrences and Areas of Recent Artisanal and Small-Scale Diamond Mining*, U.S. Geological Survey Open-File Report 2018-1088, p. 20. Ainsi que S. Pennes *et al.*, *Diagnostic de l'exploitation minière et perspectives de développement socio-économique en RCA à la lumière de la vision du régime minier en Afrique*, Levin Sources, octobre 2018, p. 22. Ces deux études évaluent le nombre de sites total en RCA à 2 560, pour une proportion de 73 % de sites de diamants (soit 1 868 sites), 16 % de sites d'or (soit 410 sites) et 12 % de production mixte or et diamant (soit 307 sites).

⁴⁸ Levin Sources (2018) définit un site minier comme un « ensemble écologique cohérent de chantiers de production minière partageant le même cours d'eau, le même camp ou village minier », p. 7.

A. NOMBRE DE TRAVAILLEURS ET DE TRAVAILLEUSES

Les 322 sites visités par IPIS regroupaient 3 200 chantiers, soit 10 chantiers en moyenne par site. Parmi ces derniers, seulement 326 comprenaient plus de 50 travailleurs (en moyenne, un grand chantier par site), ce qui signifie que les sites sont généralement composés d'un grand chantier et de petits chantiers satellites. En moyenne il y a 193 travailleurs par site (médiane 77) et 42 travailleurs par chantier (médiane 25). La médiane étant plus faible, cela signifie qu'il y a davantage de petits sites que de grands sites dans notre échantillon.

Sur les 322 sites visités, les équipes d'IPIS ont évalué le nombre total de travailleurs (hommes, femmes et enfants de moins de 15 ans cumulés)⁴⁹ participant activement à la production de minerais à 62 042 individus.

Table 3 : Nombre de travailleurs sur les sites visités

	Total	Moyenne	Médiane	Minimum	Maximum	Nombre de sites
Sites aurifères	45 316	225	100	2	3 000	201
Sites diamantifères	9 233	151	50	3	3 000	61
Sites mixtes or et diamant	7 493	125	61.5	7	600	60
Total des sites	62 042	193	77	2	3 000	322

Photo 2 : Le site de Ban est un site important réunissant près de 3 000 travailleurs.

Le nombre de travailleurs sur les sites d'or et de diamants était de minimum de 2 et 3 travailleurs respectivement, mais peut atteindre jusqu'à 3 000 travailleurs sur le site diamantifère de Topia près de Gadzi et le site aurifère de Ban près de Yaloké.

Bien qu'il y ait des différences géologiques importantes entre l'ouest et l'est du pays, l'absence de données statistiques sur le nombre de travailleurs dans l'est rend difficile toute estimation du nombre total de travailleurs. Cependant, en partant du principe que notre échantillon est représentatif pour l'ensemble de la RCA, nous pouvons estimer de manière



⁴⁹ Dans cette étude, les enquêteurs devaient évaluer la présence et le nombre d'enfants de moins de 15 ans qui participaient activement à la production (en creusant, concassant, lavant, transportant les minerais ou traitant les déchets) ainsi que la présence d'enfants sur les sites ne participant pas à la production. Ces chiffres doivent être considérés avec précaution car l'activité des enfants au moment de la visite peut parfois être difficile à établir. De plus, l'enquête n'abordait pas la question du travail des enfants entre 15 et 18 ans, d'une part car il est difficile d'évaluer l'âge d'un enfant de plus de 15 ans visuellement, d'autre part car 15 ans est l'âge légalement admis pour l'admission à l'emploi par l'Organisation Internationale du Travail. Voir : Organisation Internationale du Travail, *Convention 138 sur l'âge minimum de l'admission à l'emploi*, 1973, articles 1 et 3.

conservatrice le nombre total de travailleurs sur les sites miniers entre 150 000 et 200 000 individus.⁵⁰ En comparaison, Levin Source estime pour sa part le nombre total d'ouvriers miniers à 272 000, reconnaissant toutefois « *qu'il est possible que ce résultat soit surestimé* ». ⁵¹ S'il existe une certaine différence entre les deux études, toutes les deux confirment une nette diminution par rapport aux estimations du projet *Droit de Propriété et Développement du Diamant Artisanal* (USAID) réalisée avant la crise, où le chiffre de 400 000 creuseurs était avancé.⁵² Une précédente étude de l'USGS se montrait par contre beaucoup plus prudente en citant « seulement » une fourchette de 60 à 90 000 creuseurs en 2010.⁵³

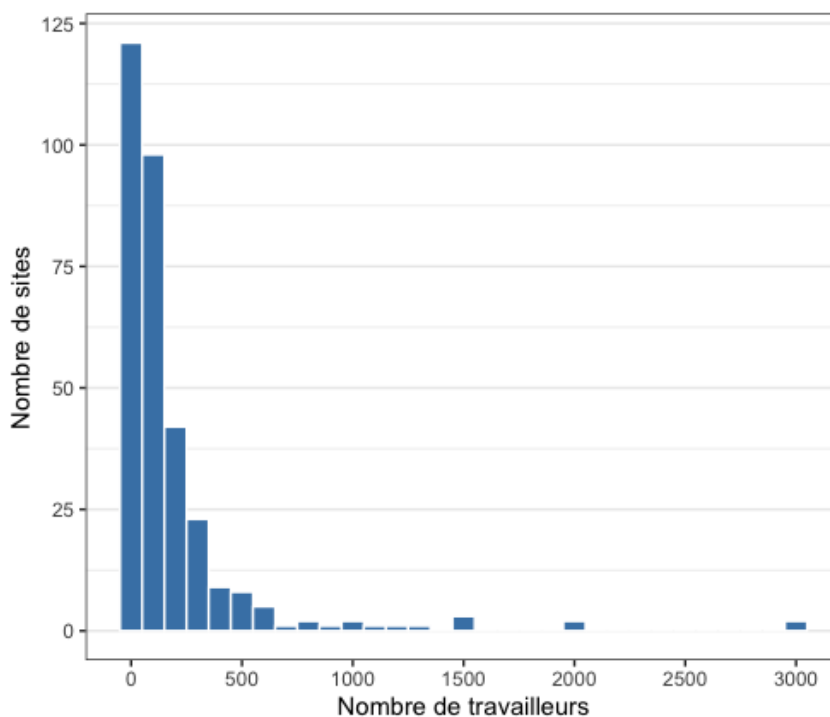


Figure 1 : Répartition du nombre de travailleurs par site

Par ailleurs, si nous utilisons la médiane du nombre de travailleurs par site aurifère, diamantifère et mixte (voir table 3 : *Nombre de travailleurs sur les sites visités*), extrapolée au nombre de sites potentiels sur l'ensemble du pays, nous pouvons estimer entre 31 540 et 41 000 le nombre de travailleurs sur les sites d'or, entre 93 400 et 143 900 le nombre de travailleurs sur les sites de diamants et entre 18 900 et 23 650 le nombre de travailleurs sur les sites mixtes.⁵⁴

⁵⁰ En utilisant le nombre total de sites en RCA fournis par l'étude de Levin Sources (2018) et de l'USGS (2018), nous pouvons calculer le nombre total de travailleurs en utilisant la médiane de 50 travailleurs par site de diamants multipliée par 1 868 sites, la médiane de 100 travailleurs par site d'or multipliée par 410 sites et la médiane de 61,5 par site mixte multipliée par 307 sites ($50 * 1\ 868 + 100 * 410 + 61,5 * 307 = 153\ 280$) ou bien nous pouvons faire l'estimation avec la médiane totale ($77 * 2\ 560 = 197\ 120$). L'utilisation de la moyenne pour le nombre de travailleurs aurait pour conséquence de surévaluer l'importance des grands sites qui restent minoritaires dans notre échantillon.

⁵¹ S. Pennes *et al.*, *Diagnostic de l'exploitation minière et perspectives de développement socio-économique en RCA à la lumière de la vision du régime minier en Afrique*, Levin Sources, octobre 2018, p. 40.

⁵² PRADD, *Feasibility of direct marketing of artisanal diamonds from Liberia and CAR to USA*, juin 2011, p. 6.

⁵³ P. G. Chirico, F. Barthélémy, et F. A. Ngbokoto, *Alluvial diamond resource potential and production capacity assessment of the Central African Republic*, U.S. Geological Survey Scientific Investigations Report, 2010–5043, p. 19. Il convient cependant de noter que cette fourchette correspond à notre estimation du nombre de creuseurs sur les sites de diamants ($50 * 1\ 868 = 93\ 400$ individus).

⁵⁴ Nous pouvons calculer ces estimations de deux manières différentes, soit en utilisant la médiane de 77 individus par site rapportée à la proportion de site d'or, de diamant et mixtes (ce qui donne pour l'or ($77 * 2\ 560$) * 16 / 100 = 31 539,2 individus), soit en utilisant la médiane de 100 individus pour les 410 sites d'or, de 50 individus pour les 1 868 sites de diamant et la médiane de 61,5 individus pour les 307 sites mixtes.

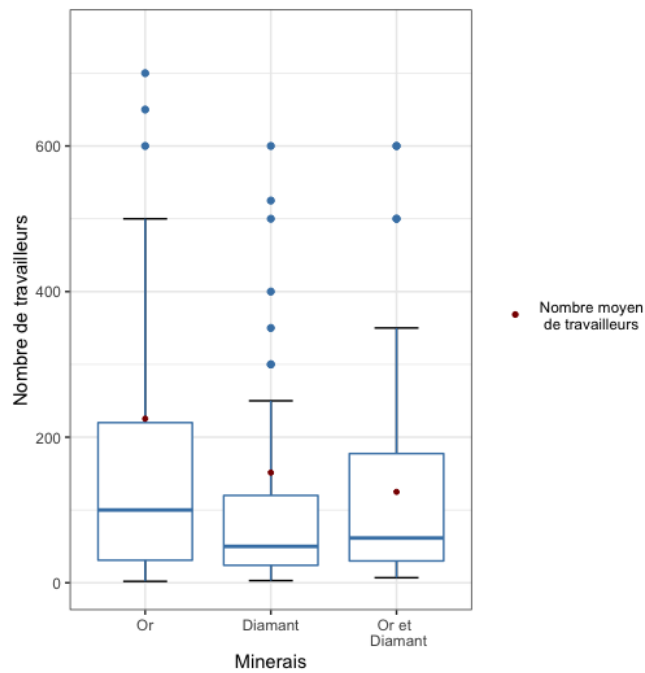
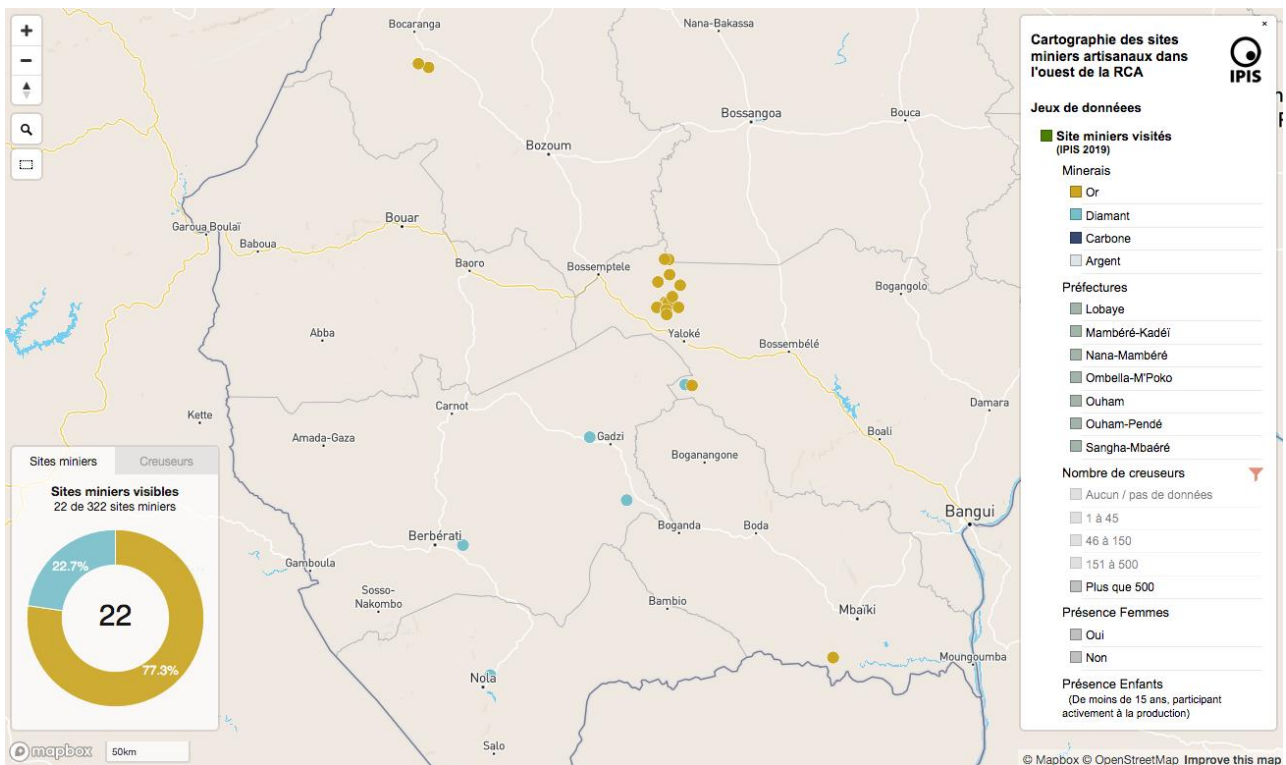


Figure 2 : Répartition de la distribution de travailleurs par minerais

Carte 6 : Capture d'écran des sites miniers avec plus de 500 travailleurs⁵⁵

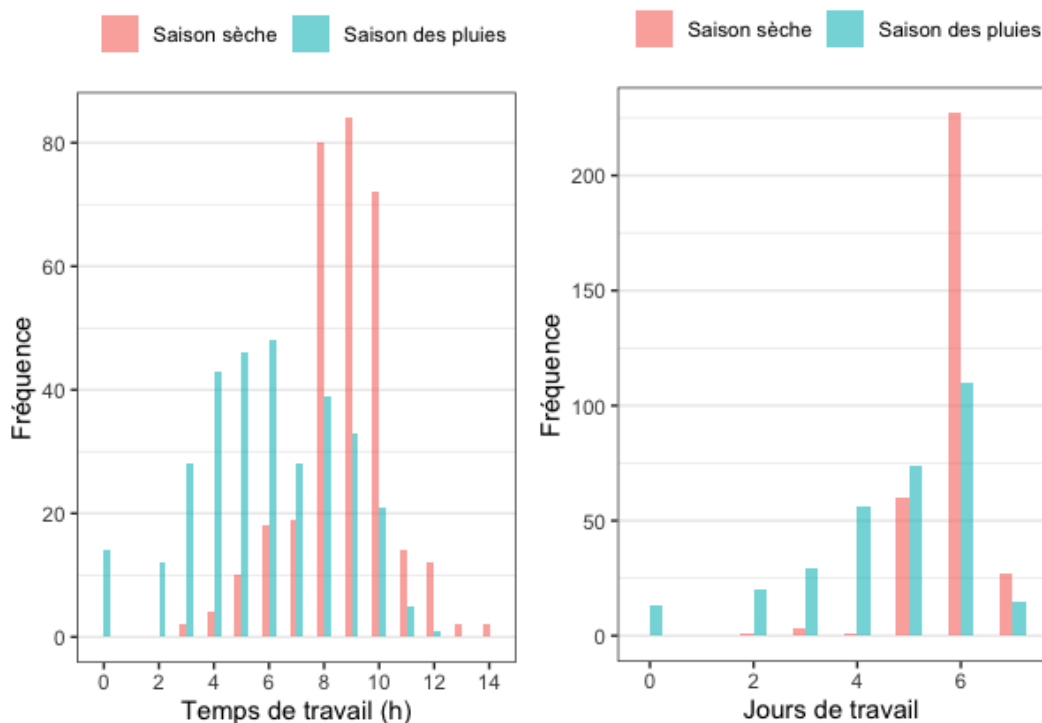


⁵⁵ Disponible à l'adresse suivante : <https://www.ipisresearch.be/mapping/webmapping/carmine/v1/#5.2/18/6/4/1/>
CARTOGRAPHIE DES SITES MINIERES ARTISANAUX DANS L'OUEST DE LA CENTRAFRIQUE

Un autre élément renforçant l'idée que les artisans miniers puissent être plus nombreux que les 200 000 travailleurs estimés est que, sur 81 % des sites visités par IPIS, les personnes interrogées déclarent que le nombre de travailleurs est « moins élevé que d'habitude ». Cela s'explique par le fait que les visites ont eu lieu au début de la saison des pluies, ce qui correspond à la reprise des activités agricoles pour de nombreux artisans saisonniers. En effet, dans une étude précédente, en Ituri (République démocratique du Congo), IPIS avait visité les mêmes sites aurifères en saison sèche et en saison des pluies, et avait remarqué une importante diminution du nombre de travailleurs dans les sites aurifères d'environ 30 % pendant la saison des pluies.⁵⁶

Toutefois, l'impact de la saison des pluies varie en fonction du type d'exploitation, de la disposition du site, du minerai recherché ou des moyens utilisés (présence de motopompes ou non). Sur certains sites où le cours d'eau est éloigné, la pluie peut même être bénéfique car les flaques d'eau permettent de laver les minerais. Par contre, la pluie peut être particulièrement négative car elle alourdit la terre, ce qui augmente le risque d'éboulement des galeries, et provoque aussi leur inondation, ce qui *de facto* empêche les creuseurs de travailler.

Plus simplement, la pluie peut aussi empêcher la production d'avancer. En effet, l'activité est plus intense pendant la saison sèche sur la plupart des sites. Le temps de travail passe en moyenne de 5,9 à 8,7 heures par jour et le nombre de jours travaillés passe de 4,7 à 5,9 jours par semaine pendant la saison sèche.



Figures 3 et 4 : Nombre de jours et d'heures travaillées par semaine en saison sèche et en saison des pluies

Sur les 322 sites visités, les femmes représentent environ 28 % (N = 62 042) des travailleurs participants activement à la production. Elles sont présentes sur la majorité des sites miniers artisanaux en RCA (83 % des sites, N = 322).

⁵⁶ G. De Brier et H. Merket, *Projet pilote de monitoring de l'or artisanal à Mambasa, Ituri*, IPIS, septembre 2017, p. 27. Disponible sur : <https://ipisresearch.be/publication/projet-pilote-de-monitoring-de-lor-artisanal/>
 CARTOGRAPHIE DES SITES MINIERES ARTISANAUX DANS L'OUEST DE LA CENTRAFRIQUE 20

Table 4 : Répartition du nombre de travailleurs entre hommes, femmes et enfants

	Total	Proportion	Nombre de sites	Moyenne par site	Médiane par site
Nombre de travailleurs	62 042	100 %	322	193	77
... dont hommes	37 175	61 %	322	115	36
... dont femmes	17 579	28 %	268	55	20
... dont enfants de moins de 15 ans	7 288	11 %	249	23	10

Ici, la médiane étant inférieure à la moyenne, cela nous indique qu'il y a une majorité de petits sites dans notre échantillon. La plupart des sites visités ont environ 77 travailleurs, même si la moyenne de tous les sites est de 193 travailleurs par site.



Photos 3 et 4 : Présence de nombreuses femmes participant activement à la production sur le site de Béké ou bien sur le site de Nakeko.

Le travail des femmes est principalement cantonné à des tâches d'appui, souvent payées de manière forfaitaire – tandis que les hommes sont le plus souvent payés en fonction de la production – telles que laver les minerais (89 % des sites, N = 268), transporter les minerais (80 % des sites, N = 268) ou traiter les minerais, c'est-à-dire trier le gravier (66 % des sites, N = 268). Enfin, sur 126 sites (47 %, N = 268) les femmes creusent au même titre que les hommes mais elles ne creusent sous terre que sur 24 sites (soit 9 %, N = 268).

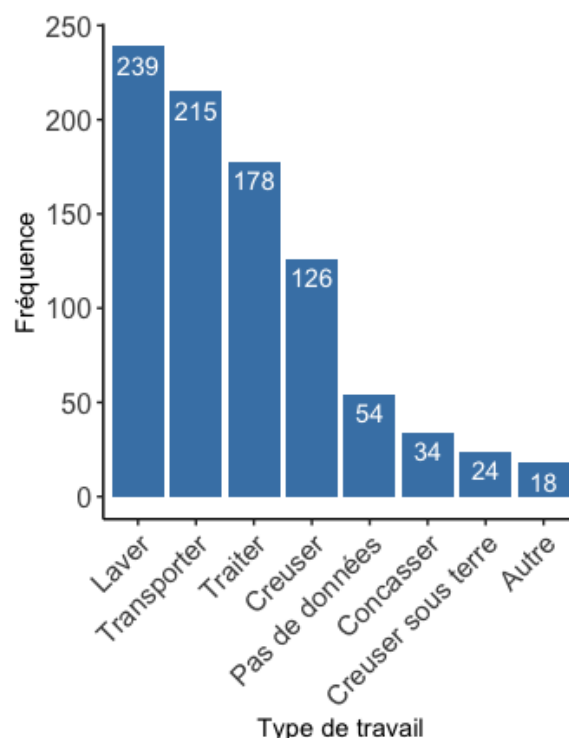


Figure 5 : Type de travail effectués par les femmes sur les sites

Avant la crise de 2013, l'extraction de l'or était une activité principalement dévolue aux femmes et aux enfants, les hommes se concentrant à l'exploitation de diamants. Mais suite à la suspension des exportations de diamants centrafricains mis en place par le Processus de Kimberley et la dislocation des liens entre financeurs et artisans miniers, de nombreux creuseurs se sont tournés vers l'exploitation de l'or.⁵⁷ Aujourd'hui, les hommes surpassent les femmes en nombre (presque 24 100 creuseurs hommes pour environ 15 200 creuseurs femmes) sur les sites d'or. Ainsi, les femmes ne représentent plus qu'un tiers (N = 45 316) des travailleurs sur les sites aurifères centrafricains.

Table 5 : Répartition du nombre de travailleurs entre hommes, femmes et enfants sur les sites aurifères

Sites d'or	Total	Proportion	Nombre de sites	Moyenne par site	Médiane par site
Nombre de travailleurs	45 316	100 %	201	225	100
... dont hommes	24 093	53 %	200	120	40
... dont femmes	15 159	33,6 %	190	75	30
... dont enfants de moins de 15 ans	6 064	13,4 %	172	30	15

Si les sites d'or se sont largement ouverts à la main d'œuvre masculine, l'accès des sites de diamants ne s'est pas pour autant ouvert aux femmes. Le tableau 6 montre qu'elles représentent à peine 6,4 % (N = 9 233) du nombre total des travailleurs sur les sites diamantifères de notre échantillon. En ce qui concerne la main d'œuvre des enfants

⁵⁷ IPIS - DIIS, République Centrafricaine : Cartographie du conflit, Anvers, septembre 2018, p. 79.
CARTOGRAPHIE DES SITES MINIERES ARTISANAUX DANS L'OUEST DE LA CENTRAFRIQUE

de moins de 15 ans, elle est plus importante sur les sites d'or que sur les sites de diamants, tant en nombre (plus de 6 000 contre moins de 400), qu'en proportion (13,4 % contre 4,3 %).

Table 6 : Répartition du nombre de travailleurs entre hommes, femmes et enfants sur les sites diamantifères

Sites de diamant	Total	Proportion	Nombre de sites	Moyenne par site	Médiane par site
Nombre de travailleurs	9 233	100 %	61	151	50
... dont hommes	8 249	89,3 %	59	135	34
... dont femmes	587	6,4 %	29	9,62	0
... dont enfants de moins de 15 ans	397	4,3 %	27	6,51	0

Sur les sites mixtes produisant de l'or et des diamants, les femmes représentent presque un quart des travailleurs (24,5 %, N = 7 493). Étant donné la présence traditionnelle des femmes dans le secteur aurifère et leur faible présence sur les sites exploitant uniquement des diamants, il est probable que la plupart de ces femmes vivent principalement de l'exploitation de l'or sur les sites mixtes.

Table 7 : Répartition du nombre de travailleurs entre hommes, femmes et enfants sur les sites artisanaux mixtes

Sites mixtes	Total	Proportion	Nombre de sites	Moyenne par site	Médiane par site
Nombre de travailleurs	7 493	100 %	60	125	61,5
... dont hommes	4 833	64,5 %	60	80,6	37,5
... dont femmes	1 833	24,5 %	49	3,6	17,5
... dont enfants de moins de 15 ans	827	11 %	50	13,8	9,5

Par ailleurs, les sites miniers artisanaux génèrent de l'activité économique également pour les femmes des communautés vivant à proximité mais ne participant pas directement à la production. Ce phénomène a été noté sur 77 % des sites visités (248 sites, N = 322). Les activités principales de ces femmes consistent à préparer et apporter de la nourriture sur 88 % des sites (N = 248) ou de l'eau sur 77 % des sites (N = 248). Sur 42 % des sites (N = 248), les femmes participent également au commerce de minerais. Enfin, des travailleuses du sexe ont été reportées sur 20 % des sites (N = 248).



Photos 5 et 6 : Lavage et traitement de l'or par les femmes sur le site de Miskine. Concassage du gravier près du site de Gbonkolo.

B. HIERARCHIE DES ACTEURS SUR LES SITES MINIERS

Sur un site minier, il existe une organisation informelle (non-écrite mais connue de tous), de la production et de la commercialisation. En haut de la pyramide de la chaîne de production se trouve le *chef de site*. Ce statut est souvent incarné par le chef coutumier si l'extraction des minerais se déroule sur son territoire, ou simplement par le propriétaire du site. Le site est divisé en plusieurs chantiers, gérés par un *chef de chantier*, également appelé *artisan minier*. Son rôle principal est d'assurer le financement de ses équipes pendant les phases de prospection et d'exploitation tout en gérant les éventuelles difficultés (conflits, inondations, ingérences extérieures).

Si le chef de chantier possède plusieurs chantiers, ou si les chantiers sont fragmentés en de nombreux puits, il peut déléguer la gestion à un *chef de puit*, aussi appelé *chef d'équipe*. Ce chef d'équipe sera généralement en charge de 6 à 10 travailleurs. Enfin, au-bas de la pyramide, il y a les travailleurs et travailleuses qui participent directement à la production de minerais. Cela inclut les creuseurs, transporteurs, concasseurs, laveurs et tous les autres ouvriers miniers.

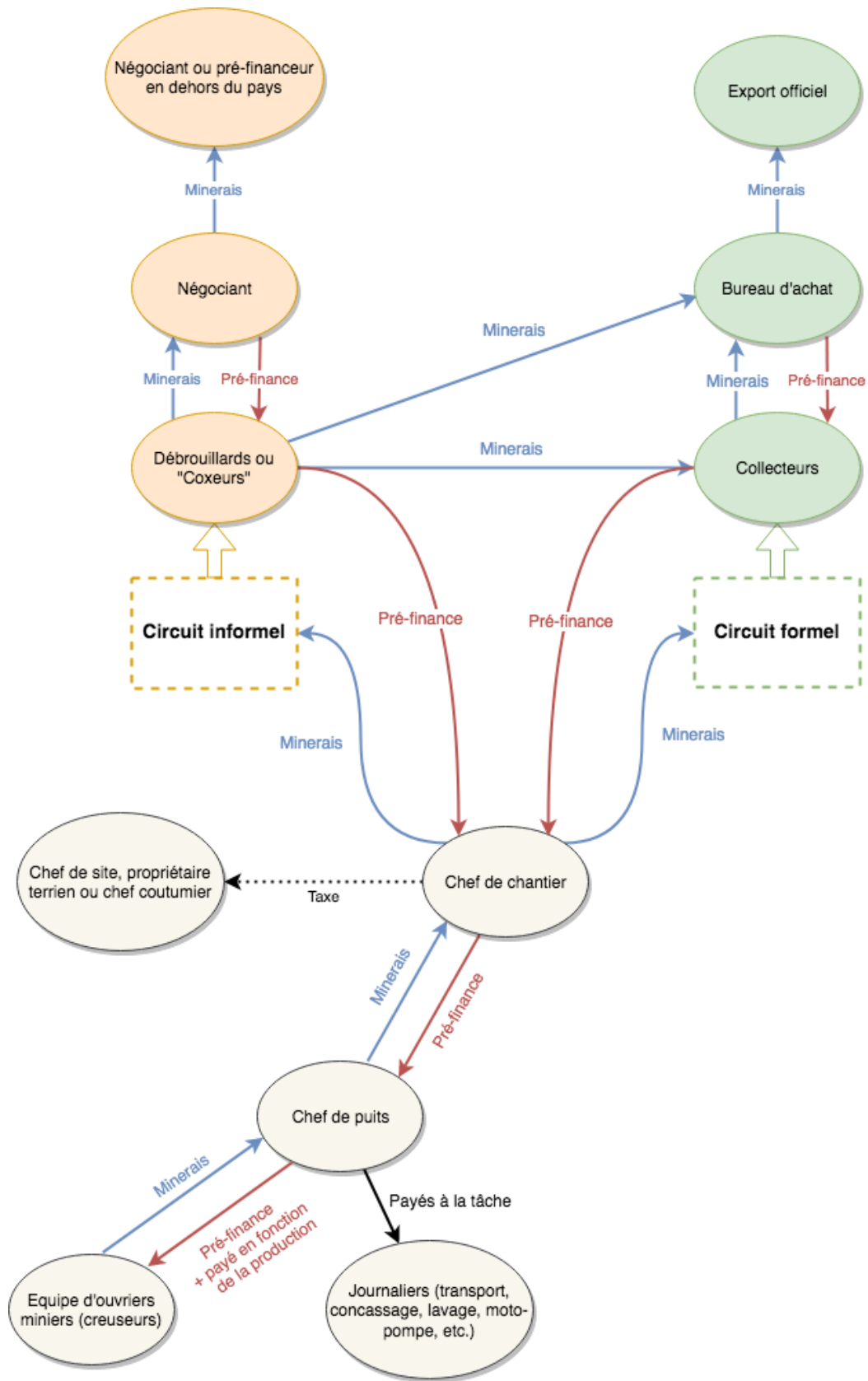


Figure 6 : Diagramme de la chaîne de commercialisation des minerais en RCA



Photo 7 : Sur le site de Nago, près de Bozoum, les femmes constituent les deux tiers de la main d'œuvre.

Dans la chaîne de commercialisation, il faut distinguer les acteurs formels et informels. En amont de la chaîne informelle, se trouvent les *débrouillards*, et les *coxeurs*. Ils concurrencent le *collecteur*, qui lui travaille légalement car il possède une patente. Dans les trois cas, ces acheteurs sont à la recherche de petites quantités de minerais pour les revendre avec une marge de bénéfice à un deuxième acheteur. Ces différents acteurs, qu'ils soient formels ou informels, peuvent jouer le rôle de *financeur* ou bien d'intermédiaire entre les sites miniers et des financeurs plus éloignés.

Ces primo-acheteurs revendent généralement le minerai à un *négociant*, dans le système informel, ou à un *bureau d'achats*, dans le système légal. Dans les deux cas, les *négociants* ou les *représentants des bureaux d'achats* se situent soit à Bangui, soit dans une ville de taille moyenne telle que la capitale préfectorale ou sous-préfectorale, soit de l'autre côté de la frontière (le plus souvent au Cameroun). Ils étendent leurs réseaux via les *collecteurs*, *coxeurs* et *débrouillards*. Le *négociant* et le *bureau d'achats* sont de *facto* les exportateurs des minerais centrafricains.

C. TYPE D'EXPLOITATION

Les principaux types d'exploitations sur les sites visités sont les puits (62 %) ou terrasses ouvertes (61 %), l'exploitation en berge d'une rivière (53 %) ou bien directement dans le lit de la rivière (barrage ou plongeurs, 35 %). Un même site peut accueillir différents types d'exploitation.



Photos 8, 9 et 10 : Exploitation d'un puit sur le site de Yakouma, exploitation en terrasses ouvertes sur le site de Ban Camp-Bangui et dans le lit de la rivière sur le site de Ban Zoué.

Par exemple, un premier chantier peut s'ouvrir en berge d'une rivière, tandis qu'une seconde équipe travaille dans le lit de la rivière. De ce fait, le pourcentage des types d'exploitations est supérieur à 100%. De plus, la variété de types d'exploitation sur un même site nous empêche de calculer la production en fonction du type d'exploitation, étant donné que nous ne pouvons pas différencier précisément les productions des différents chantiers.

La profondeur maximale des puits est en moyenne de 4,86 mètres, mais cela cache quelques disparités (neuf sites ont des puits d'une profondeur égale ou supérieur à 15 mètres qui est la limite légale pour la profondeur d'un puit minier en production artisanale en RCA). On trouve aussi une technique très répandue mais très dangereuse de galeries horizontales qui, partant du fond des puits, suivent la veine de gravier parfois sur plus de dix ou vingt mètres. La présence de telles galeries a été constatée sur 38 sites, soit environ 12% de l'échantillon (N = 322).



Photos 11, 12 et 13 : Sur le site de Gbonkolo, les puits peuvent atteindre plus de 15 mètres de profondeur. Du fond des puits partent des galeries non étayées qui suivent la veine de gravier sur plusieurs mètres.

Certains types d'exploitation permettent d'assurer une production tout au long de l'année. Ainsi, sur le site diamantifère de Zingawele-Lobaye, près de Mbaïki, les activités se concentrent sur les berges du fleuve Lobaye pendant la saison sèche et remontent sur des terrasses situées à proximité pendant la saison des pluies. C'est également le cas sur le site de Tedoa, près de Bossemptele.

L'immensité du territoire, la faible densité de population (7,49 personnes par km²)⁵⁸ ainsi que le manque d'infrastructures routières favorisent un plus grand isolement de certaines communautés rurales et minières. Afin de mesurer l'accessibilité des sites, nous les avons classés en trois catégories : ceux accessibles en moto, ceux pour lesquels il faut marcher moins d'une heure depuis une route circulaire en moto et ceux pour lesquels il faut marcher plus d'une heure depuis une route circulaire en moto. La majorité des sites miniers artisanaux sont accessibles en moto ou bien à moins d'une heure de marche d'une route circulaire en moto. Cependant 35 % (N = 322) des sites visités nécessitent au moins une heure de marche. Mais ce qui isole davantage les creuseurs, c'est l'absence de réseau téléphonique constatée sur 78 % (N = 322) des sites visités.

D. AUTORISATIONS D'EXPLOITATION

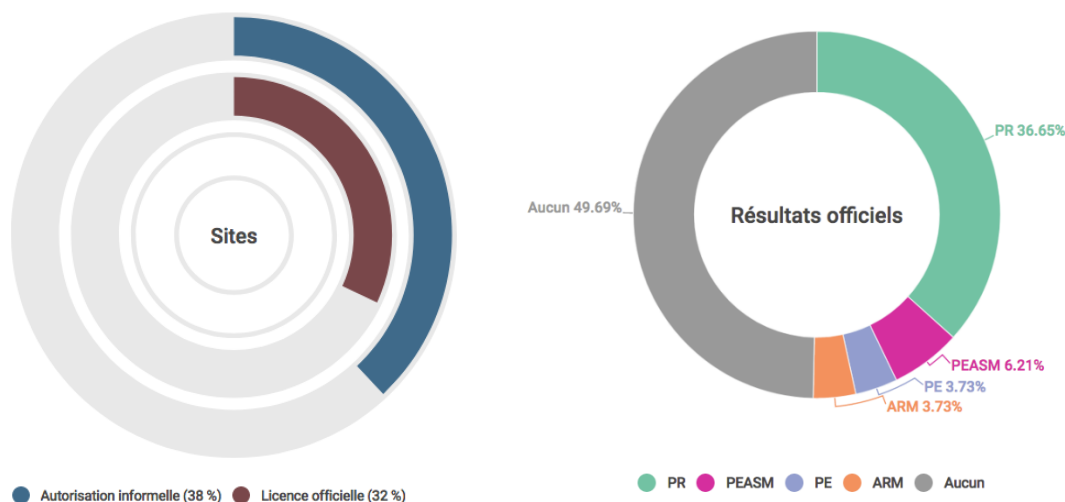
D'après les personnes interrogées sur place, environ 32 % des sites (soit 103 sites sur 322 représentant 48 % des travailleurs, N = 62 042) seraient couverts par une autorisation officielle. De plus, 123 sites – parfois les mêmes – (soit 38 %, N = 322) seraient couverts par une « autorisation informelle » négociée auprès des autorités coutumières mais sans valeur légale.

En réalité, lorsque nous projetons les sites miniers visités sur la carte des concessions minières⁵⁹, nous constatons que 118 sites artisanaux se trouvent sur un permis de recherche (PR), 20 sites artisanaux se trouvent sur un permis d'exploitation artisanale semi-mécanisée (PEASM), 12 sites se trouvent sur des permis d'exploitation (PE) et 12 sites

⁵⁸ Perspective monde, <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/tend/CAF/fr/EN.POP.DNST.html> consulté le 26 novembre 2019.

⁵⁹ Ministère des Mines et de la Géologie, septembre 2019.

se trouvent en zone d'autorisation de reconnaissance minière (ARM). Les 160 sites miniers artisanaux restants (49,7 %, N = 322) se trouvent en dehors de toute concession enregistrée.



Figures 7 et 8 : Comparaison du statut du site d'après les personnes interrogées et des résultats officiels quant à la situation des sites miniers artisanaux visités par rapport aux autorisations et permis d'exploitation

Ces différences entre les perceptions des responsables de sites interrogés sur place et les données officielles du MMG peuvent s'expliquer par un écart entre les pratiques et la législation dans un secteur particulièrement marqué par l'informel. En effet, les responsables de chantiers artisanaux considèrent généralement que le fait de payer une patente leur permet d'exercer où ils le souhaitent à condition d'obtenir l'autorisation informelle (parfois contre rétribution) des autorités locales ou des propriétaires de sites.

Par ailleurs, bien que l'État centrafricain reconnaisse la notion de zone d'exploitation artisanale (ZEA) dans le code minier, celles-ci ne sont pas encore mises en application en dehors de certains projets pilotes en cours de développement. De plus, les artisans miniers ne savent pas toujours s'ils se trouvent sur un permis (de recherche, d'exploitation ou de reconnaissance) détenu par une société minière ce qui peut entraîner des conflits entre les pratiques minières traditionnelles et les compagnies dûment enregistrées auprès des autorités nationales.⁶⁰

Les chefs de chantiers, souvent considérés comme les véritables propriétaires des puits, semblent être réellement impliqués sur le terrain. En effet, la présence d'un total de 2 217 chefs de chantiers (pour un total de 3 200 chantiers estimés sur les 322 sites visités), dont seulement 4,3 % sont des femmes, a été rapportée sur 97 % sites visités (N= 322), ce qui représente une moyenne de 7 chefs de chantier par site.

Sur 71 % des sites où les chefs de chantiers sont présents (N = 312), aucun d'entre eux n'était à jour dans le paiement de sa patente.

Cependant, sur 39 % des sites où ils sont présents (N = 312) ces chefs de chantiers payent une contribution aux chefs coutumiers du village près duquel se trouve le site, généralement proportionnelle à la production⁶¹, ce qui peut dans certains cas être considérée comme un moyen d'officialiser l'activité minière au sein de la communauté locale (voir la notion « d'autorisation informelle » ci-dessus). D'après notre échantillon, les chefs de chantier payent

⁶⁰ Voir le chapitre II.1.E. *Conflits sur les sites*.

⁶¹ Bien que nous ne puissions estimer de manière systématique le montant de telles contributions informelles, d'après les enquêteurs il s'agirait de paiements forfaitaires. Sur certains sites, il peut s'agir de payer 5 000 FCFA par an par chantier, sur d'autres sites, un montant de 20 000 FCFA par transaction en cas de production importante, sur d'autres sites encore d'une partie de la production en nature avant lavage du gravier.

une contribution sur 73 % des sites de diamant (N = 61), 47 % des sites mixtes or et diamant (N = 60) et 26 % des sites aurifères (N = 201).

E. CONFLITS SUR LES SITES

L'acceptation de l'activité minière au sein des communautés peut aussi se jauger à l'aune de la prévalence des conflits rapportés sur les sites. Un tiers des sites (33 %, N = 322) ont été le théâtre d'un conflit dans les douze derniers mois précédant la visite des équipes d'IPIS. Dans 80 % des cas (N = 105), il s'agit d'un conflit directement lié à l'exploitation minière (conflit de limite de chantiers, vol de minerais, conflits entre creuseurs, propriétaires ou assureurs...). Les 20 % des cas de conflit restants concernent des conflits avec des acteurs extérieurs au site, notamment des groupes armés⁶² (6 % des conflits, N = 105), des autorités locales (5 %, N = 105) ou des éleveurs (3 %, N = 105).

En ce qui concerne les conflits avec des sociétés minières⁶³ semi-artisanales, sur les 46 sites visités ayant une de ces sociétés à proximité, 8 étaient en conflit avec les artisans d'après les personnes interrogées sur place. L'implantation d'une société minière peut avoir un impact positif ou négatif pour les exploitants artisans. Côté positif, il est parfois mentionné une hausse des activités lorsque des creuseurs artisans exploitent les rejets des sociétés qui ont retourné la terre avec des bulldozers ou des machines (voir le chapitre III.3. *Focus sur la zone de Bozoum*). Aussi, les exploitants remarquent une amélioration du niveau de sécurité grâce à la présence renforcée d'éléments de gendarmerie ou des FACA pour sécuriser les sociétés. C'est notamment le cas sur le site de Willy près de Bossango (voir la boîte 3 : *Willy, tensions entre artisans miniers et sociétés chinoises*⁶⁴).

Côté négatif, et c'est plus fréquent, les creuseurs se plaignent d'avoir dû abandonner leurs chantiers suite à l'arrivée d'une société minière semi-artisanale, soit par la force, soit par le rachat de droits aux chefs de chantiers. Ils dénoncent également la destruction de l'environnement de ces compagnies minières qui rejettent du mercure (voir le chapitre III.3. *Focus sur la zone de Bozoum*) et détournent les rivières, ce qui engendre la disparition de toute faune aquatique.

Des actes de violence dans les douze derniers mois n'ont été rapportés que sur 8 % des sites (27 sites, N = 322). Sur 22 sites, il s'agissait de bagarres ou de conflits entre individus, sur 4 sites d'actes perpétrés par des groupes armés et sur un site d'un acte de violence attribué au FACA. Ces actes de violence ne reflètent pas les actes d'intimidations (menaces, tirs d'armes à feu, etc.) non quantifiés dans le cadre de cette étude.

F. PRESENCE ET TRAVAIL DES ENFANTS

Sur les 322 sites visités, la proportion d'enfants de moins de 15 ans⁶⁵ participant activement à la production est estimée à 11 % (soit 7 288 enfants, N = 62 042). Ils sont présents sur la majorité des sites miniers artisans (77 % des sites, soit 249 sites, N = 322). Cependant, d'après notre échantillon, la présence d'enfants de moins de 15 ans participant activement à la production est plus fréquente sur les sites produisant exclusivement de l'or (85 %, N = 201) ou bien de l'or et du diamant (83 %, N = 60) que sur les sites produisant exclusivement du diamant (44 %, N = 61).

⁶² Voir le chapitre II.6. *Sécurité et insécurité sur les sites*.

⁶³ Par société minière, nous entendons les sociétés semi-artisanales opérant dans le cadre d'un permis d'exploitation artisanal semi-mécanisé (PEASM) ou d'un permis de recherche (PR). Aucune société minière industrielle n'est actuellement active en RCA.

⁶⁴ Dans le chapitre II.6.B. *La présence d'individus armés*.

⁶⁵ Voir la note 49.



Photo 14 : Présence d'une vendeuse avec son enfant sur le site de Gbabé.

Les enfants de moins de 15 ans qui participent à la production de minerais s'adonnent principalement à des tâches de soutien à la production, c'est-à-dire laver les minerais (85 % des sites, N = 249), les transporter (72 % des sites, N = 249) ou les traiter, c'est-à-dire trier le gravier, (61 % des sites, N = 249). Les enfants creusent également sur 51 % des sites où ils sont présents (N = 249). Dans 9 sites, les enfants travaillaient sous terre, ce qui est considéré comme l'une des pires formes du travail des enfants.⁶⁶

⁶⁶ L'Organisation Internationale du Travail définit les pires formes du travail des enfants comme « les travaux qui, par leur nature ou les conditions dans lesquelles ils s'exercent, sont susceptibles de nuire à la santé, à la sécurité ou à la moralité de l'enfant ». Organisation International du Travail, *Convention 182 sur les pires formes de travail des enfants*, 1999, article 3 (d).
CARTOGRAPHIE DES SITES MINIERES ARTISANAUX DANS L'OUEST DE LA CENTRAFRIQUE



Photos 15 et 16 : De nombreux enfants sont présents sur les sites miniers, par exemple sur les sites voisins de Gbamboé et Lèlè.

Par ailleurs, la présence d'enfants de moins de 15 ans ne participant pas à la production a été rapportée sur 253 sites (78 %, N = 322). Bien que le plus souvent inactifs (87 % des sites, N = 253), ils appuient parfois les travailleurs pour le transport de l'eau (31 % des sites, N = 253) ou de la nourriture (26 % des sites, N = 253).



Photo 17 : Dès leur plus jeune âge les enfants apprennent à imiter les gestes de leurs parents, ici sur le site de Gore.

L'activité minière artisanale est profondément ancrée dans le paysage social centrafricain et souvent pratiquée en complément du travail des champs. La plupart des enfants de moins de 15 ans sur les sites (dont une grande partie sont tout simplement inactifs car il s'agit d'enfants en bas âge) accompagnent leurs parents dans une activité quotidienne à proximité du village. En effet, seulement 3 % des travailleurs (sur 18 sites) dorment sur un camp minier sans leurs familles.

2/ ANALYSE DES DONNEES DE PRODUCTION

A. OUTILS ET EQUIPEMENTS

L'artisanat minier se caractérise par une haute intensité de main d'œuvre et un faible niveau de mécanisation. Les outils les plus souvent utilisés sont les pelles ou pioches (99 % des sites, N = 322), les barres à mine (91 % des sites), les machettes (91 % des sites), les batées (78 % des sites) et les cannes à sonder (62 % des sites). Les motopompes sont également présentes sur 230 sites (72 %, N = 322) où elles sont généralement proposées à la location en échange d'un forfait journalier. En revanche, les outils plus élaborés tels que les détecteurs de métaux (6,5 % des sites), générateurs (2 % des sites), concasseurs ou broyeurs mécanique (1,5 % des sites), marteaux piqueur (1,5 % des sites) et autres engins mécanisés (0,5 % des sites) sont quasiment inexistants.

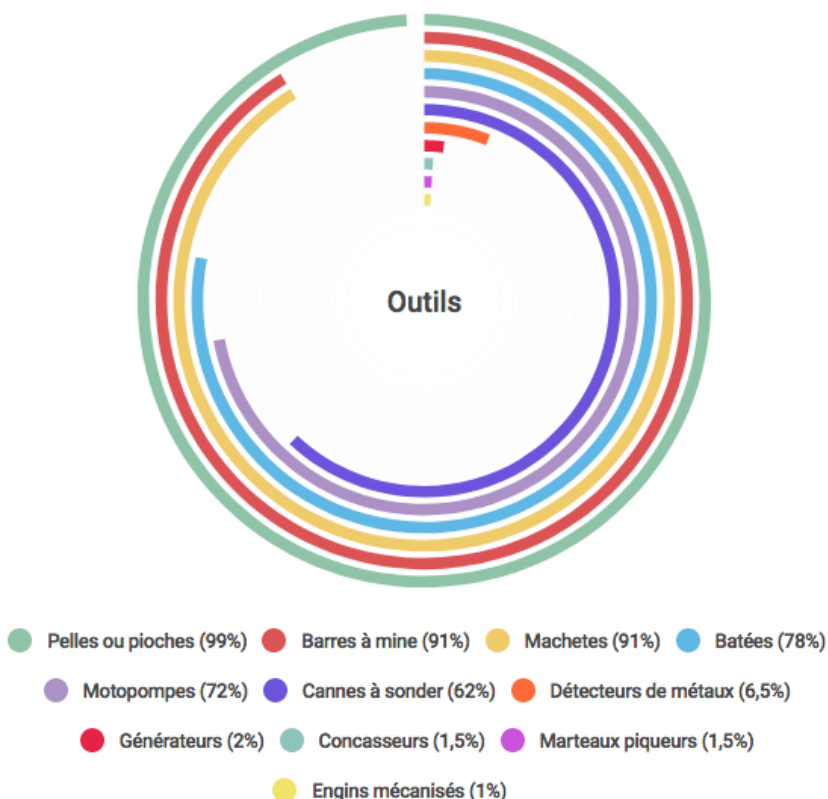


Figure 9 : Outils et équipements observés sur les sites visités



Photos 18 et 19 : Une équipe de creuseurs présente son matériel sur le site de Lima. Utilisation d'un détecteur de métaux sur le site de Pouadougbe.

B. SANTE ET SECURITE

Les équipements personnels de protection sont complètement absents. Des chaussures ou des bottes n'ont été rapportées que sur 11 sites, des casques ou des gants sur un seul site. D'un point de vue sanitaire, de véritables latrines ne sont présentes que sur 37 sites (soit 11 % des sites couvrant environ 8 % des travailleurs).

L'exploitation artisanale est une activité particulièrement dangereuse. Afin d'atteindre le gravier minéralisé, les ouvriers creusent parfois des puits pouvant atteindre 10 à 15 mètres de profondeur. Une fois la couche de gravier atteinte, les creuseurs taillent des galeries horizontales, partant du fond du puits et qui suivent l'orientation de la veine de gravier. Ce sont les jeunes adolescents qui sont généralement les plus à même d'y travailler. Ces galeries ne sont pas étayées, ce qui oblige les ouvriers à suspendre les activités pendant plusieurs jours en cas de fortes pluies afin d'attendre que la terre se solidifie à nouveau. Dans quelques cas seulement, deux entrées/sorties sont aménagées pour préserver une issue de secours en cas d'éboulement.

D'ailleurs, dans les 12 mois précédents la visite des équipes d'IPIS, il a été rapporté que 87 personnes avaient perdu la vie sur 42 sites, principalement à cause d'éboulements dans les galeries. De plus, 1 154 personnes auraient été blessées sur 116 sites pendant la même période.



Photos 20 et 21: Les creuseurs doivent parfois creuser profondément pour atteindre le gravier (sites de Gouroum et de Gaga).

Par ailleurs, des cas de violences sexuelles ou basées sur le genre ont également été rapportés sur 10 sites sans que plus d'informations n'ait pu être collecté dans le cadre de ce projet. Cependant, le signalement des violences sexuelles est très certainement en deçà de la réalité. Les stigmates et les discriminations qui peuvent découler de ce type de violences découragent les femmes survivantes de les rapporter. De plus, étant donné la délicatesse du sujet, des informations plus précises demanderaient une étude complète focalisée sur les violences basées sur le genre utilisant des entretiens individualisés, qui sort du cadre de cette recherche où les questionnaires ont été remplis à l'échelle de chaque site minier visité.

C. ESTIMATION DE LA PRODUCTION AURIFERE

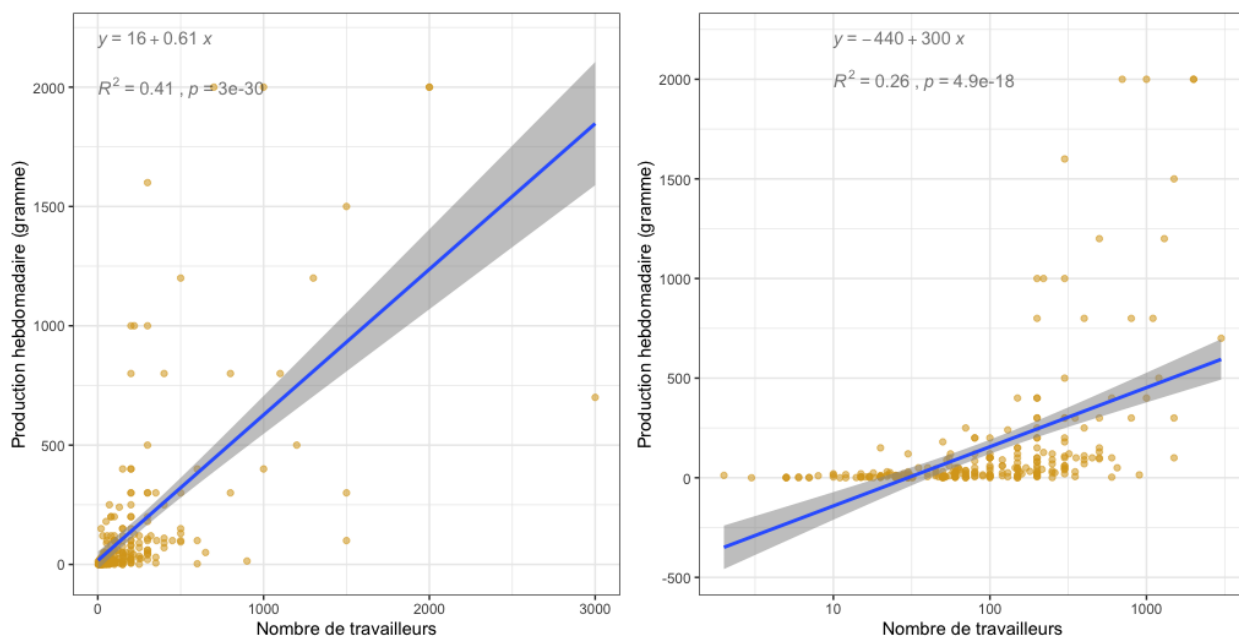
Sur les 261 sites aurifères (y compris les sites mixtes) visités par les équipes d'IPIIS, 235 sites (soit 90 %, N = 261) ont enregistré une production supérieure à 0 gramme la semaine précédant la visite. Au total, 52 809 travailleurs étaient actifs sur ces sites. D'après nos estimations basées sur la visite de ces 235 sites aurifères, la production hebdomadaire totale de ces sites était de plus de 35 700 grammes pour la semaine précédant la visite⁶⁷, soit une moyenne de presque 142 grammes par site. Toutefois, la disparité de la production est très importante. Alors que certains sites produisaient seulement 1 gramme, d'autres ont déclaré une production de 2 kg par semaine (il s'agit de sites comprenant entre 1 000 et 2 000 travailleurs, voir figures 10 et 11). La médiane de la production s'élève à 28 grammes par semaine, ce qui représente la production la plus courante des sites miniers aurifères de notre échantillon.

⁶⁷ Bien qu'à première vue, la production de la semaine précédant la visite des enquêteurs ne reflète pas nécessairement une moyenne de la production hebdomadaire d'un site, l'expérience montre qu'il s'agit de la méthode la plus fiable pour estimer la production sur un grand nombre de sites. En effet, la production de la semaine précédant la visite est facile à obtenir sur place (à condition d'éviter certains écueils dans la présentation des objectifs de la mission qui pourraient entraîner une surestimation ou une sous-évaluation de la production) et l'accumulation des sites ayant eu une bonne semaine et ceux ayant eu une mauvaise semaine permet d'obtenir une moyenne raisonnablement fiable.

Table 8 : Production hebdomadaire estimée d'or pour la semaine précédant la visite

Production hebdomadaire en gramme...	Total	Moyenne	Médiane	Minimum	Maximum	Nombre de sites
Pour la semaine précédant la visite	35 724,4	141,76	28	0	2000	235

La régression linéaire (voir figure 10) effectuée sur la relation entre la production hebdomadaire et le nombre de travailleurs sur les sites aurifères nous permet d'estimer que pour chaque travailleur supplémentaire, la production augmente de 0,61 gramme et que cette relation est statistiquement significative.



Figures 10 et 11 : Production aurifère hebdomadaire estimée en fonction du nombre de travailleurs sur chaque site (échelles linéaire et logarithmique)

D. ESTIMATION DE LA VALEUR GÉNÉRÉE SUR LES SITES D'OR

Les prix moyen et médians relevés sur les sites pour un gramme d'or diffèrent de moins d'un dollar américain (respectivement 26,76 et 25,64 USD),⁶⁸ ce qui laisse supposer que le calcul du prix du gramme d'or est déterminé par des facteurs globalement partagés, comme par exemple, le prix de l'once d'or sur le marché international.⁶⁹ Dans des études précédentes en RDC, IPIS a remarqué que les négociants vérifiaient quotidiennement le prix de l'once d'or pour calculer le prix d'achat local.



Photo 22 : Petite exploitation aurifère sur le site de Koro près de Bozoum.

La valeur générée sur chaque site se calcule en multipliant la production estimée avec le prix estimé du gramme d'or pratiqué sur le site. Chaque semaine, les sites aurifères produisent en moyenne un peu plus de 4 000 USD. Toutefois, cette moyenne est tirée vers le haut par les sites ayant une production particulièrement importante. La médiane indique que la plupart des sites produisent l'équivalent d'environ 641 USD par semaine.

Table 9 : Valeur hebdomadaire (USD) générée sur chaque site aurifère

	Total	Moyenne	Médiane	Minimum	Maximum	Nombre de sites
Pour la semaine précédant la visite	1 025 675	4 086.35	641.03	0	68 376.07	234

⁶⁸ Soit entre 15 654,6 FCFA pour la moyenne et 15 000 FCFA pour la médiane, calculés sur base de 259 sites de notre échantillon. Pour ce calcul et les suivants tout au long du rapport, un taux de 1 USD = 585 FCFA, valable au moment de l'enquête (juin 2019) est appliqué par défaut.

⁶⁹ Une once d'or équivaut à 31,10347 grammes. Pendant la période de l'enquête, la moyenne mobile à 50 jours du prix de l'once d'or était évaluée à 1 292,13 USD (valeur au 14 mai 2019), soit 41,54 USD par gramme. Source : <https://or.fr/cours/or/usd> consulté le 11 novembre 2019. Bien qu'il soit normal que le prix du gramme pratiqué sur les sites soit inférieur au prix du gramme d'or sur le marché international, cette différence peut aussi s'expliquer par des différences de pureté, l'or artisanal étant purifié plus en aval de la chaîne de commercialisation.

La valeur générée par site permet de calculer la productivité moyenne des creuseurs, en la divisant par le nombre de travailleurs. Ainsi, nous constatons que chaque travailleur sur un site aurifère produit en moyenne 18,6 USD par semaine. Cependant, la majorité des travailleurs (médiane) ne produisent que 8,7 USD par semaine. Il est important de noter que les travailleurs ne conservent qu'une fraction de la valeur générée par leur production (voir le chapitre II. 3. Estimation des revenus et mécanismes de préfinancement).

Table 10 : Estimation de la valeur hebdomadaire (USD) générée par un travailleur sur les sites d'or

	Moyenne	Médiane	Minimum	Maximum	Nombre de sites
Valeur hebdomadaire générée par un travailleur	18,64	8,67	0	192,31	234

E. ESTIMATION DE LA PRODUCTION TOTALE D'OR EN RCA

D'après les données citées précédemment, le nombre de sites aurifères en RCA est évalué à environ 717 sites.⁷⁰ Les 235 sites aurifères et mixtes visités par IPIS représentent donc 33% des sites produisant de l'or du pays. Comme nous l'avons plus haut, tous ces sites ont produit un total de 35 724,4 grammes la semaine précédant la visite des équipes, certains sites produisant peu et d'autre beaucoup plus.

Pour estimer la production totale d'or en RCA, d'avantage de données statistiques sont nécessaires afin de pouvoir affiner le calcul en fonction des différences géographiques (notamment entre l'est et l'ouest du pays), des fluctuations saisonnières, du type d'exploitation, de la profondeur des puits, etc. A l'heure actuelle, nous sommes obligés de considérer notre échantillon comme représentatif de la distribution des grands et des petits sites en RCA. En tenant compte de ce biais, nous pouvons en déduire que les 717 sites répartis sur l'ensemble du territoire ont produit la semaine précédant la visite environ 110 kilos d'or.⁷¹ **Rapporté sur une année, cela représente environ 5 668 kilos d'or.**⁷² Une étude précédente avait estimé à 1,98 tonnes par an la production d'or artisanal en RCA.⁷³ Cette augmentation pourrait s'expliquer soit par une hausse de la production d'or artisanal ces dernières années, soit par une analyse plus fine des sites miniers aurifères dont 33% ont été visité durant cette étude.

⁷⁰ Plus exactement à 16% de sites aurifères et 12% de sites mixtes (or et diamants) sur un total de 2 560 sites estimés. S. Pennes *et al.*, *Diagnostic de l'exploitation minière et perspectives de développement socio-économique en RCA à la lumière de la vision du régime minier en Afrique*, Levin Sources, octobre 2018, p. 5.

⁷¹ Total de la production estimée la semaine précédant sur les sites visités, projeté sur le nombre total de sites (35 724,4 / 235 * 717 = 108 997,42 grammes).

⁷² Soit 108 997,42 grammes * 52 semaines = 5 667 865,84 grammes. Il ne faut pas confondre la production potentielle d'or artisanale et le volume d'exportation. En effet, la production peut diminuer en volume entre le site minier et le point d'exportation si l'or est traité au sein de fonderies artisanale afin d'augmenter sa pureté et donc son prix ou bien si l'or est revendu sur le marché local.

⁷³ S. Pennes *et al.*, *Diagnostic de l'exploitation minière et perspectives de développement socio-économique en RCA à la lumière de la vision du régime minier en Afrique*, Levin Sources, octobre 2018, p. 34. L'étude avait multiplié le nombre total estimé d'orpailleurs en RCA (60 000 individus) par la moyenne mondiale de production par orpailleur (33 grammes par an).



Photo 23 : Deux femmes travaillent sur le site aurifère de Yabossio près de Bozoum.

En 2018, le BECDOR avait officiellement enregistré une exportation d'un peu moins de 142 kg. Bien que représentant une forte hausse par rapport aux années précédentes, d'après nos estimations, cela ne représenterait que 2,5% de la production estimée du pays.

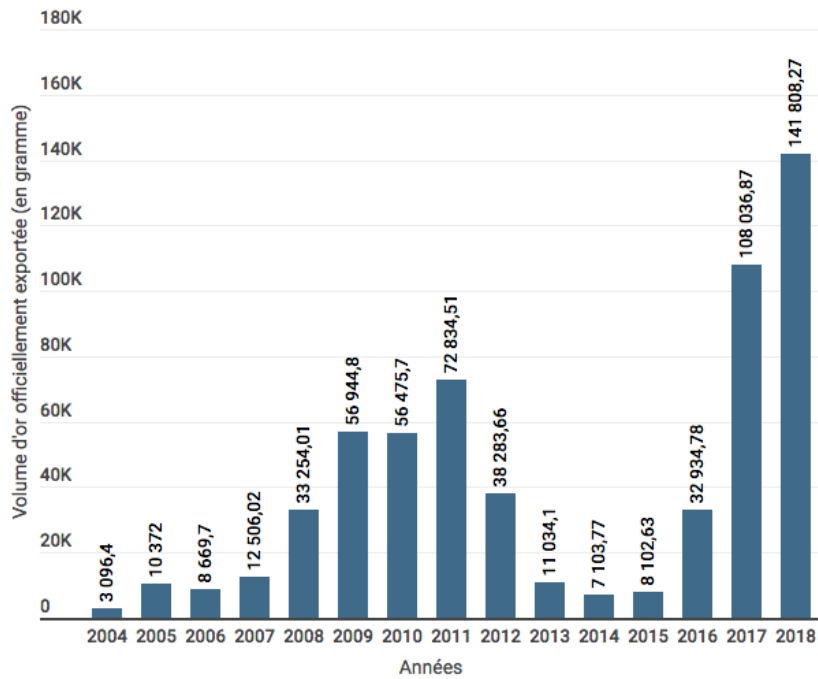


Figure 12 : Production officielle d'or en RCA⁷⁴

⁷⁴ Source : Beccor, Ministère des Mines et de la Géologie, juillet 2019.

F. ESTIMATION DE LA PRODUCTION DE DIAMANTS

Les données présentées dans ce chapitre ont été récoltées sur 121 sites diamantifères : 61 sites exploitants exclusivement les diamants et 60 sites où diamants et or étaient exploités. Les enquêteurs ont collecté des données sur le poids des pierres produites sur chacun des sites visités, et estimé la production hebdomadaire, basée sur la production de la semaine précédant la visite⁷⁵.

Table 11 : Estimation de la production hebdomadaire⁷⁶ (carats) sur les sites visités

Production hebdomadaire	Total	Moyenne	Médiane	Minimum	Maximum
Total des sites (108 sites)	195,8	1,81	0,75	0,1	14

D'après la figure 13 ci-dessous, il ne semble pas y avoir de relation statistique entre le nombre de travailleurs et la production en carat sur les sites diamantifères.

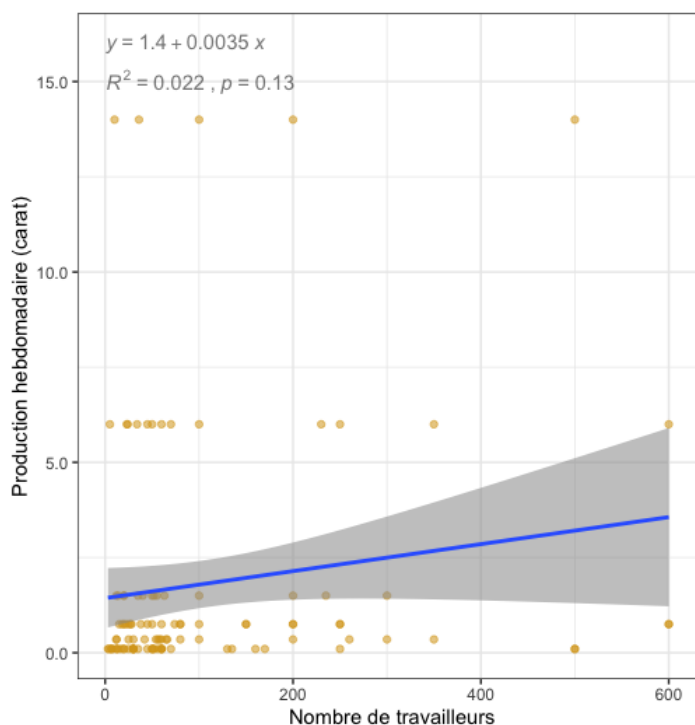


Figure 13 : Relation entre le nombre de travailleurs et la production hebdomadaire sur les sites diamantifères (échelle linéaire)

⁷⁵ Voir la note n°67.

⁷⁶ Pour la semaine précédant la visite du site. Les enquêteurs ont évalué sur place la production hebdomadaire de la semaine précédant la visite sur chaque site minier. Basé sur leurs évaluations, nous pouvons calculer la production totale, moyenne et médiane pour l'ensemble des sites ou bien pour chaque catégorie de sites (en fonction de la taille moyenne des pierres qu'ils produisent) comme vu dans le tableau 13.

Par ailleurs, les enquêteurs ont demandé sur chaque site qu'elle était la production totale pour les 12 derniers mois. Bien que moins fiable et plus difficile à obtenir, cette évaluation (croisée sur place auprès de différentes sources), permet de prendre en compte les trouvailles plus exceptionnelles (pierres supérieures à 5 carats) qui ne sont pas suffisamment fréquente et auront peu de chance d'être inclus dans la production estimée de la semaine précédant la visite.

Table 12 : Estimation de production annuelle⁷⁷ (carats) sur les sites visités

Production annuelle	Total	Moyenne	Médiane	Minimum	Maximum
Total des sites (114 sites)	10 400	91,23	25	25	1 250

En prenant compte tous les biais potentiels liés à l'absence d'enregistrement systématique de la production sur les sites, nous pouvons estimer la production annuelle totale sur l'ensemble des 121 sites visités entre 10 200⁷⁸ et 10 400 carats. En moyenne, un site produit environ 91 carats par an, toutefois, il faut prendre en compte que la majorité des sites (médiane) produisent environ 25 carats par an bien que certains sites produisent beaucoup plus.



Photo 24 : Exploitation de diamants le long de la rivière Ouham, sur le site de Mbisso.

⁷⁷ Pour les 12 derniers mois précédant la visite du site.

⁷⁸ En utilisant la production totale de la semaine précédant la visite multipliée par 52 semaines : $195,8 * 52 = 10 181,6$ carats.

G. ESTIMATION DU PRIX PAR CARAT PRATIQUE SUR LES SITES

Pour évaluer la valeur d'une pierre, le premier indicateur est son poids, qui est calculé en carat. Étant donné que le prix par carat augmente de façon non linéaire avec le poids, et qu'il s'agit de diamants bruts négociés directement sur ou à proximité des sites, nous avons établi des catégories de poids afin de mieux cerner la production et le prix par carat pratiqué sur chaque site minier.

Table 13 : Estimation de la taille moyenne des pierres produites sur les sites et du prix par carat

Sites produisant le plus souvent des pierres de...	Nombre de sites	Prix moyen (USD par carat)	Prix médian (USD par carat)
Moins de 0,2 carat	8 (6,62 %)	252	162
Entre 0,2 et 0,5 carat	21 (17,35 %)	222	154
Entre 0,5 et 1 carat	22 (18,18 %)	308	308
Entre 1 et 2 carats	25 (20,66 %)	367	385
Entre 2 et 10 carats	39 (32,23 %)	415	342
Plus de 10 carats	6 (4,96 %)	323	342
Total des sites	121 (100%)	338	308

Ainsi, d'après les personnes interrogées sur les sites, le prix par carat moyen et médian serait respectivement de 338 et 308 USD. Ces chiffres sont à mettre en perspectives avec les chiffres officiels publiés par le Processus de Kimberley concernant le prix moyen d'un carat à l'export en RCA de 149,12 USD (moyenne des prix déclarés entre 2004 et 2018)⁷⁹. Cette différence suggère que les plus grosses pierres, de plus grande valeur par carat, échappent régulièrement au circuit officiel d'enregistrement et d'exportation des diamants.

H. POIDS ET PRIX DES PLUS GROSSES PIERRES TROUVEES SUR LES SITES

Sur les 121 sites de diamants visités, 58 ont produit des pierres de plus de 5 carats sur les 12 derniers mois. Ces 58 sites ont produit au total 542 pierres de plus de 5 carats⁸⁰ soit en moyenne 4,55 pierres par site.

En ce qui concerne la plus grosse pierre trouvée sur les sites dans les 12 derniers mois précédant la visite, elle pesait en moyenne 7,79 carats (médiane 5 carats, N = 116). Le prix moyen de la plus grande pierre était d'environ 5 140 USD (médiane 1 196 USD, N = 94).

⁷⁹ Processus de Kimberley : https://kimberleyprocessstatistics.org/public_statistics consulté le 11 novembre 2019.

⁸⁰ En RCA, les « grosseurs » sont définis comme les diamants qui dépassent 4,80 carats. Le suivi est plus important pour ces pierres compte tenu de leur plus grande valeur. La pratique est de déclarer ces pierres à l'USAF et à la Direction Régionale du MMG. Généralement, des ponctions sont prélevées par les autorités sur ces pierres et payées le plus souvent par les collecteurs en échange de la sécurisation des colis, même si cela n'est pas prévu par la loi. Voir T. De Jong *et al.*, *Rapport diagnostic sur la contrebande des diamants en République Centrafricaine*, USAID DPAM, mai 2019, p. 24.

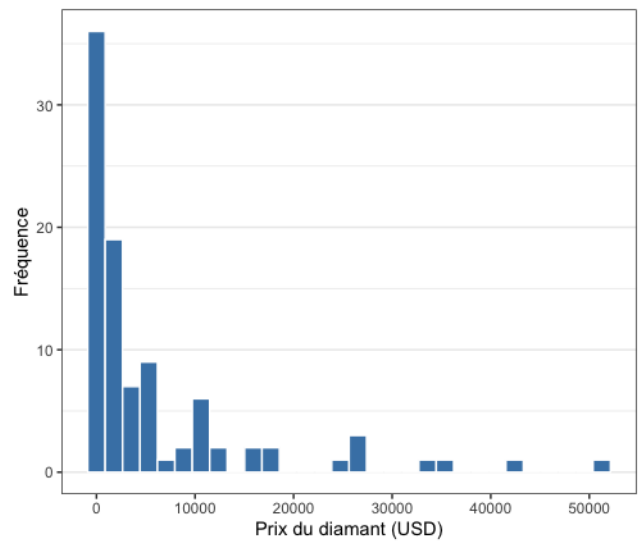
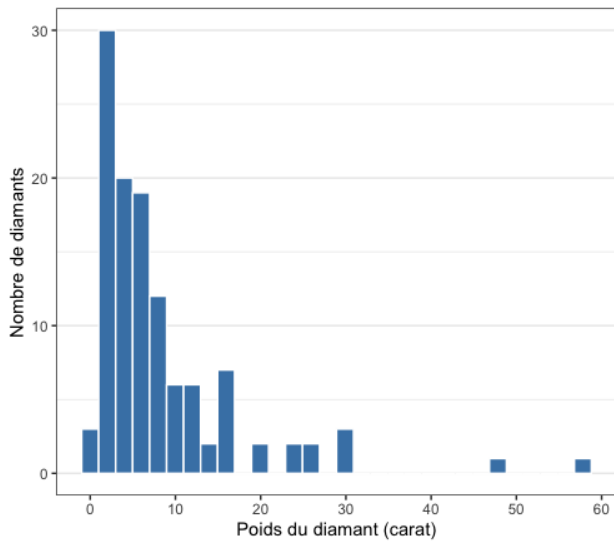
Table 14 : Poids et prix les plus élevés pour un diamant brut sur les 12 derniers mois

Sur les 12 derniers mois...	Total	Moyenne	Médiane	Minimum	Maximum	Nombre de sites
Poids (carats) de la plus grosse pierre du site	903,11	7,79	5	0,2	58	116
Meilleur prix (USD) de vente d'une pierre sur le site	483 099,2	5 139,35	1 196,58	17,09	51 282,05	94
Prix (USD par carat) moyen ⁸¹ de la plus grosse pierre du site	-	650,31	410,26	8,55	4 273,5	93

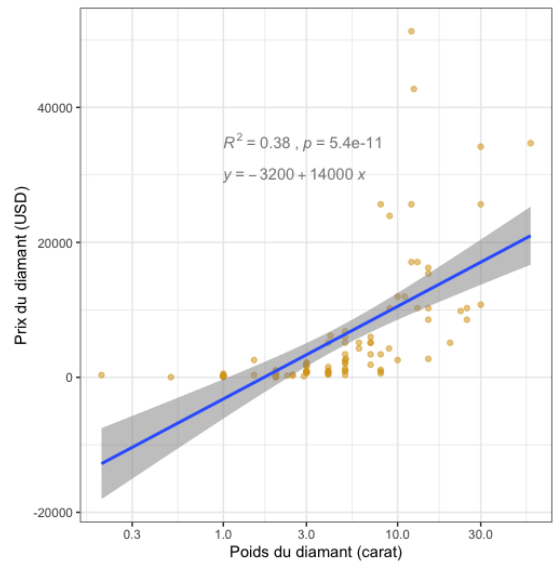
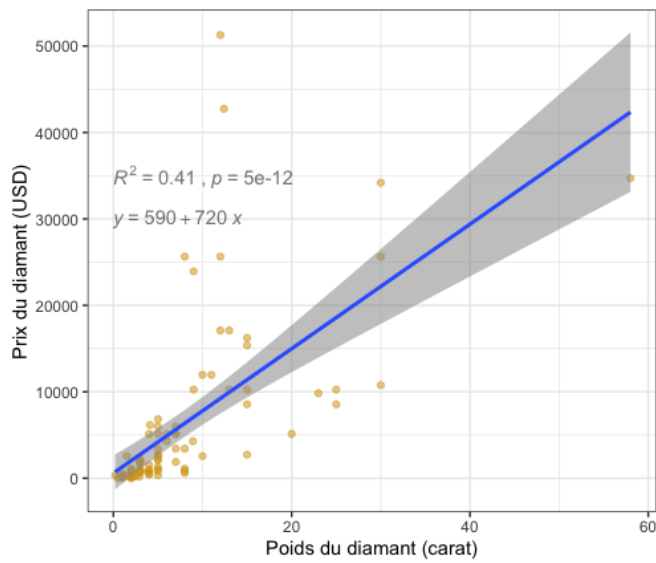


Photo 25 : Exploitation de diamants sur le site de Gbato.

⁸¹ Dans ce tableau, le prix (USD) moyen par carat est d'abord calculé site par site, puis la moyenne et la médiane sont calculées sur les valeurs obtenues.



Figures 14 et 15 : Poids et prix de la plus grosse pierre trouvée sur les sites pendant les 12 mois précédant la visite



Figures 16 et 17 : Relation entre le prix et le poids de la plus grosse pierre trouvée sur les sites pendant les 12 mois précédant la visite (échelles linéaire et logarithmique)

I. FORMES ET COULEURS MOYENNES DES DIAMANTS

Le paragraphe plus haut détaillait les données collectées sur le poids des pierres extraites. Toutefois, leur valeur dépend de trois autres facteurs : la forme (qui permettra de tailler la pierre de différentes manières), la clarté et la couleur.

La forme de la pierre brute est classée en différentes catégories sur le terrain (bille, bloc, cassé, riz ou sucre).

Table 15 : Estimation de la forme moyenne des pierres produites sur les sites

Nom usuel	Nom officiel	Nombre de sites produisant en moyenne des pierres de forme...
Bille	Ballast	6
Bloc	Bloc	29
Cassé	Bloc cassé	15
Riz	Façonnable	8
Sucre	Cube	56
Total des sites		114

Le dernier facteur⁸² de valeur est la couleur de la pierre. On peut regrouper quatre principales couleurs pour les pierres brutes : blanc, bougie, brun et teintée.

Table 16 : Estimation de la couleur moyenne des pierres produites sur les sites

Nombre de sites produisant en moyenne des pierres de forme...	
Blanc	56
Bougie	23
Brun	6
Teintée	31
Total des sites	116

⁸² La clarté moyenne des pierres n'a pas pu être évaluée sur chaque site de manière satisfaisante dans le cadre de cette étude.

J. ESTIMATION DE LA VALEUR GÉNÉRÉE SUR LES SITES DE DIAMANTS

La valeur générée par site correspond à la production du site multipliée par le prix du minerai pratiqué sur le site.⁸³ Elle ne doit pas être confondue avec le revenu potentiel de chaque travailleur (voir le chapitre II. 3. *Estimation des revenus et mécanismes de préfinancement*).

Table 17 : Estimation de la valeur générée sur les sites de diamants (USD)

	Total	Moyenne	Médiane	Minimum	Maximum	Nombre de sites
La semaine précédant la visite	59 222,14	616,9	128,21	7,18	7 179,49	96
Les 12 derniers mois précédant la visite	3 078 590	30 481,09	8 547,01	512,82	384 615,4	101

D'après nos estimations, la valeur générée sur les sites diamantifères visités était d'approximativement 3 079 000 dollars américains.⁸⁴ **La plupart de ces sites produisent un peu plus de 8 547 dollars annuellement (médiane)**, mais un site seul aurait produit pour plus de 384 000 dollars en un an (maximum).

De même, la semaine précédant la visite des enquêteurs d'IPIS, les creuseurs de diamant ont généré une production de plus de 59 200 USD sur les sites visités, soit en moyenne 617 USD. Toutefois, la médiane semble donner une idée plus proche de la réalité, car sur la plupart des sites (médiane), les travailleurs n'ont généré que 128 USD pour une semaine de travail.

Maintenant que nous connaissons la valeur totale hebdomadaire et annuelle générée par site, nous pouvons calculer la valeur générée par chaque travailleur. En effet, la valeur générée par travailleur correspond à la production multipliée par le prix de vente, divisée par le nombre de travailleurs sur chaque site. Cependant, il ne faut pas confondre la valeur générée par travailleur avec leur revenu potentiel (voir le chapitre II. 3. *Estimation des revenus et mécanismes de préfinancement*).

Le tableau suivant présente la valeur générée par semaine par chaque travailleur, sur l'ensemble des sites et pour chaque catégorie de sites (en fonction de la taille moyenne des pierres qu'ils produisent). Il est intéressant de constater, qu'en moyenne, un travailleur génère environ 19,11 USD par semaine, bien que la majorité des travailleurs ne génèrent que 2,29 USD par semaine (médiane).

⁸³ Le prix de vente moyen des diamants (en USD par carat) varie selon les sites miniers. Pour cette raison, nous avons multiplié la production par le prix moyen sur chaque site, puis nous avons calculé le total, la moyenne et la médiane pour l'ensemble des sites.

⁸⁴ Nous obtenons le même résultat en multipliant la production annuelle par le prix moyen sur chaque site (3 078 590 USD) ou en utilisant la production estimée de la semaine précédente multipliée par le prix moyen pratiqué sur chaque site, rapportée sur une année (59 222,14 * 52 = 3 079 551,28 USD).

Table 18 : Estimation de la valeur hebdomadaire (USD) générée par creuseur

Catégorie des sites par poids moyen des pierres	Moyenne	Médiane	Minimum	Maximum
Moins de 0,2 carat (7 sites)	7,69	0,60	0,15	32,05
Entre 0,2 et 0,5 carat (15 sites)	4,38	1,28	0,05	34,19
Entre 0,5 et 1 carat (18 sites)	2,45	1,30	0,11	17,48
Entre 1 et 2 carats (18 sites)	6,69	2,10	0,13	28,72
Entre 2 et 10 carats (33 sites)	33,42	7,18	0,06	512,82
Plus de 10 carats (5 sites)	89,58	4,88	1,67	239,32
Total des sites (96 sites)	19,11	2,29	0,05	512,82

Afin d'inclure les diamants de taille exceptionnel qui auraient pu être découverts dans les 12 derniers mois sur les sites, nous pouvons refaire les calculs en prenant cette fois en compte la production cumulée annuelle estimée sur les sites.

Table 19 : Estimation de la valeur annuelle (USD) générée par creuseur

Catégorie des sites par poids moyen des pierres	Moyenne	Médiane	Minimum	Maximum
Moins de 0,2 carat (7 sites)	853,96	149,57	37,99	3 205,13
Entre 0,2 et 0,5 carat (15 sites)	583,87	142,45	1,78	5 318,14
Entre 0,5 et 1 carat (19 sites)	629,61	128,21	16,37	8 158,51
Entre 1 et 2 carats (20 sites)	443,05	162,39	17,09	2 991,45
Entre 2 et 10 carats (35 sites)	756,33	284,90	9,77	4 578,75
Plus de 10 carats (5 sites)	469,87	356,13	83,33	1 221,00
Total (101 sites)	637,43	170,94	1,78	8 158,51

En moyenne, les travailleurs génèrent environ 640 USD par an sur les sites diamantifères, même si une majorité d'entre eux (médiane) ne génère que 171 USD par an. Cependant, les travailleurs ne conservent qu'une partie de la valeur générée par leur travail (voir le chapitre II. 3. Estimation des revenus et mécanismes de préfinancement).

K. ESTIMATION DE LA PRODUCTION TOTALE DE DIAMANTS EN RCA

Avec toute la prudence de mise liée aux extrapolations basées sur notre échantillon, IPIS estime la production annuelle sur les 121 sites visités à 10 400 carats⁸⁵ pour une valeur totale estimée à plus de 3 millions de dollars américains.

Deux études antérieures estimaient le nombre de sites total en RCA à 2 560, pour une proportion de 73 % de sites de diamants, 16 % de sites d'or et 12 % de production mixte or et diamant.⁸⁶ Cela signifie que 2 176 sites (85 %, N = 2 560) produisent des diamants. Donc, les 121 sites diamantifères visités par IPIS représentent 5,5% des sites de diamants en RCA.

Bien que l'ouest de la RCA produise historiquement plus de diamants que l'est du pays (ce qui peut probablement s'expliquer par une plus forte densité de population), l'est de la RCA est réputé pour produire des pierres de meilleure qualité dont le poids peut atteindre facilement les 3 ou 4 carats, les pierres de plus de 10 carats ne faisant pas exception.⁸⁷ Conscients de ces deux facteurs qui différencient l'est et l'ouest, et ajouté à cela le biais que nous ne connaissons pas la répartition des 2560 sites entre l'est et l'ouest, nous avons malgré tout tenté une extrapolation des résultats obtenus dans cette étude à l'ensemble du territoire national.

Il en résulte une **production annuelle total de diamants en RCA estimée à environ 187 000 carats**.⁸⁸ Cette estimation est inférieure à la production officielle moyenne de la RCA avant la crise (voir la figure 18). La production annuelle nationale était estimée entre 300 et 450 000 carats entre les années 1960 et 2013.⁸⁹ Cette diminution peut s'expliquer par la déstructuration des circuits de préfinancement, la dislocation du tissu socio-économique et un transfert de la main d'œuvre vers l'exploitation de l'or, notamment après la suspension des exportations imposée par le processus de Kimberley en 2013. De plus, des études plus récentes estiment que la production de diamant aurait diminuée d'au moins un tiers depuis la crise de 2013 tandis que les prix de premier achat auraient perdu jusqu'à 40%,⁹⁰ ce qui correspond approximativement à notre estimation.

Ces 187 000 carats de production couvrent les 12 derniers mois précédant les visites (soit entre juin 2018 et juin 2019). En 2018, la Centrafrique a officiellement enregistré un volume d'exportation représentant 13 671,7 carats. Suivant nos estimations, nous pouvons donc évaluer que la production officiellement exportée couvrait environ 7,3 % de la production potentielle du pays à la même période.

⁸⁵ Entre 10 200 et 10 400 carats, voir la note n°78.

⁸⁶ J.D. DeWitt, P.G. Chirico et S.E. Bergstresser, *The Central African Republic Diamond Database – A Geodatabase of Archival Diamond Occurrences and Areas of Recent Artisanal and Small-Scale Diamond Mining*, U.S. Geological Survey Open-File Report 2018-1088, p. 20. Ainsi que S. Pennes et al., *Diagnostic de l'exploitation minière et perspectives de développement socio-économique en RCA à la lumière de la vision du régime minier en Afrique*, Levin Sources, octobre 2018, p. 22. Les autres minerais potentiels du sous-sol de la RCA ne sont que marginalement exploités ou bien leur exploitation est peu documentée.

⁸⁷ K. Malpeli et P. Chirico, "A Sub-national scale geospatial analysis of diamond deposit lootability: The case of the Central African Republic", in *The Extractive Industries and Society 1*, 249-259, 2014, p. 250 in IPIS - DIIS, *République Centrafricaine : Cartographie du conflit*, Anvers, septembre 2018, p. 77.

⁸⁸ 10 400 carats / 121 sites visités * 2 176 sites diamantifères = 187 028 carats.

⁸⁹ J.D. DeWitt, P.G. Chirico et S.E. Bergstresser, *The Central African Republic Diamond Database – A Geodatabase of Archival Diamond Occurrences and Areas of Recent Artisanal and Small-Scale Diamond Mining*, U.S. Geological Survey Open-File Report 2018-1088, p. 5.

⁹⁰ S. Pennes et al., *Diagnostic de l'exploitation minière et perspectives de développement socio-économique en RCA à la lumière de la vision du régime minier en Afrique*, Levin Sources, octobre 2018, p. 9.



Figure 18 : Volume en carats de la production et de l'export de diamants par la République Centrafricaine⁹¹

3/ ESTIMATION DES REVENUS ET MECANISMES DE PREFINANCEMENT

A. ESTIMATION DU REVENU DES CREUSEURS SUR LES SITES D'OR ET DE DIAMANT

Qu'il s'agisse de sites d'or ou de diamants, la répartition de la valeur générée n'est pas égale pour tous les travailleurs. Plusieurs systèmes de répartition peuvent être utilisés, en fonction du type de minerai, de la taille du site, de la contraction ou non d'un préfinancement, de la phase d'exploitation du site (la rémunération n'est pas calculée de la même façon si le site est en phase de prospection ou de rendement), etc.

Sur certains sites d'or, la valeur générée par la production en fin de semaine est utilisée pour rembourser les frais avancés (nourriture, motopompe, journaliers payés à la tâche...) et payer les éventuelles taxes et commissions. La somme restante est alors divisée en deux (pas toujours à parts égales), une partie revenant au chef de chantier et l'autre partie est divisée (équitablement ou bien selon la nature de l'effort) entre les creuseurs de l'équipe.

D'après nos calculs précédant, une équipe de 10 travailleurs sur un site d'or peut produire 186,4 USD par semaine, (en prenant en compte une moyenne par travailleur de 18,64 USD, voir le tableau 10). Si on estime les frais de motopompes et préfinancement à 50 USD par semaine⁹², il reste la somme de 136,4 USD à diviser en deux, une partie pour le chef de site et l'autre partie pour l'équipe. En cas de division égalitaire, **chaque membre de l'équipe recevra 6,82 USD pour sa semaine de travail**, soit environ 36,6% de la valeur qu'il a généré.

Sur le site de Pouadougbe dans la sous-préfecture de Mbaïki, le revenu des 250 ouvriers est estimé à 45% du poids de l'or extrait, plus une ration de préfinancement de 10 000 FCFA par travailleur chaque semaine⁹³. Le revenu du

⁹¹ Processus de Kimberley : https://kimberleyprocessstatistics.org/public_statistics consulté le 11 novembre 2019.

⁹² IPIS, entretiens sur le site de Yabossio, juin 2019.

⁹³ Sur d'autres sites, la ration mentionnée s'élève uniquement à 2 000 FCFA ou 5 000 FCFA.

chef de chantier est de 25%, celui du propriétaire du marteau-piqueur et du générateur est de 10%. Enfin, 20% est réservé au propriétaire du détecteur de métaux. La production sur ce site a été évaluée à 70 grammes par semaine. Les travailleurs reçoivent donc environ 28 grammes (45% du poids de l'or trouvé) pour une valeur estimée à 717,92 USD. Cela représente donc un gain de 2,87 USD par semaine par travailleur qui vient en supplément de la ration de 10 000 FCFA (16,75 USD), soit un **revenu de 19,62 USD par semaine**⁹⁴.

Sur le site de Nago, près de Bozoum, environ 30 travailleurs sont actifs⁹⁵. Bien que la semaine précédant la visite la production était de 3 grammes d'or, la production pour une bonne semaine est évaluée par le responsable du site à 10 grammes vendus 20 000 FCFA (34,19 USD) le gramme. Cela représente une valeur générée par travailleurs d'environ 6 700 FCFA (11,45 USD) par semaine⁹⁶ soit un **revenu de 2 680 FCFA (4,58 USD) par semaine par personne**⁹⁷.



Photos 26 et 27 : Sur le site de Nago, une jeune fille s'apprête à rentrer dans cette galerie non étayée tandis qu'un jeune homme s'active déjà à l'intérieur.

Sur d'autres sites, les ouvriers sont payés par un certain pourcentage de minerai divisé en batées⁹⁸ de graviers sans connaître à l'avance le taux de minéralisation. C'est également le cas pour les femmes qui lavent ou concassent le minerai et sont le plus souvent rétribuées par une ou deux batées par jour⁹⁹.

⁹⁴ Part sur la production (2,87 USD) + préfinancement hebdomadaire (16,75 USD) = 19,62 USD.

⁹⁵ IPIS, entretiens sur le site de Nago, juin 2019. Lors des entretiens, le responsable du site a déclaré que « lorsque la production est bonne, cela permet de gagner entre 4 000 et 8 000 FCFA par personne chaque semaine » (soit entre 6,8 et 13,67 USD). Cette déclaration semble correspondre à la valeur générée par travailleur pour la production de 10 grammes d'or (6 700 FCFA) plutôt qu'au revenu conservé par chaque travailleur, difficile à calculer sur une exploitation familiale.

⁹⁶ Production de 10 grammes * 20 000 FCFA / 30 personnes = 6 667 FCFA.

⁹⁷ En partant du principe que les revenus sont partagés équitablement et en prenant en compte l'estimation que le revenu représente 40% de la valeur générée, soit $6\,700 * 40 / 100 = 2\,680$ FCFA.

⁹⁸ D'après les données récoltées par IPIS sur le site de Gbonkolo près de Bozoum en juin 2019, un sac de 80 kg de pierre minéralisée peut être traité en environ 6 batées. Nous pouvons donc évaluer la batée à environ 13 kg de minerai. Cependant, la valeur d'une batée dépend de la minéralisation du gravier. Dans un chantier à production moyenne, on peut espérer obtenir une ou 2 buchettes d'or par batée (soit entre 0,1 et 0,2 grammes), vendue localement à 1 500 FCFA (2,56 USD) la buchette.

⁹⁹ IPIS, entretiens sur le site de Gbonkolo, juin 2019.

Si l'on reprend la valeur générée par les travailleurs, calculée précédemment pour les sites exploitant de l'or ou des diamants, nous pouvons estimer le revenu moyen et médian des travailleurs par semaine. **En moyenne, les creuseurs d'or et de diamant peuvent toucher environ 7,5 USD par semaine sur la production, mais de nombreux creuseurs ne touchent que 3,5 USD sur les sites d'or et moins de 1 USD sur les sites de diamant.** Ces chiffres ne prennent pas en compte d'éventuels mécanismes de préfinancement.

Table 20 : Revenus hebdomadaire estimés sur la base de la valeur générée (en USD)

Revenu hebdomadaire estimés pour la semaine précédant la visite	Or (Moyenne)	Or (Médiane)	Diamant (Moyenne)	Diamant (Médiane)
Valeur générée par travailleur chaque semaine	18,64	8,67	19,11	2,29
Revenu hebdomadaire estimé (40 % de la valeur générée) ¹⁰⁰	7,456	3,468	7,644	0,916
Revenu hebdomadaire estimé + Préfinancement de 5 000 FCFA ¹⁰¹	16	12	16,2	9,5

Par ailleurs, les enquêteurs ont posé la question suivante : « à combien estimez-vous le salaire moyen d'un ouvrier journalier par jour sur le site ». La réponse la plus fréquente (mode) est de 1,71 USD par jour (1 000 FCFA) pour les hommes comme pour les femmes et la moyenne est de 2,14 USD (soit environ 1 250 FCFA). Rapporté à une semaine de 5,5 jours (moyenne entre la saison des pluies et la saison sèche), cela représente **entre 9,45 (médiane) et 11,77 USD (moyenne) par semaine.**

Une étude récente évaluait le revenu annuel moyen d'un ouvrier minier à 1 590 USD, soit environ 30,5 USD par semaine, tout en reconnaissant que 44% des ouvriers miniers de leur échantillon avaient gagné moins de 200 000 FCFA sur la dernière année, soit moins d'un dollar par jour.¹⁰²

Nous voyons donc l'importance cruciale que revêtent les mécanismes de préfinancement, en particulier sur les sites produisant des diamants, pour compenser l'écart entre le revenu hebdomadaire estimé calculé à partir de la production et le revenu déclaré sur les sites. Sans mécanismes de préfinancement, de nombreux creuseurs travailleraient à perte gagnant moins d'un dollar par semaine. **Cependant, les mécanismes de préfinancement varient grandement d'un site à l'autre.** Seule une étude plus détaillée fondée sur des entretiens individuels permettrait de mieux cerner l'estimation du revenu hebdomadaire des creuseurs dans sa globalité et en fonction de potentiels différences entre individus en fonction des tâches réalisées au sein d'une même équipe.

¹⁰⁰ Le chiffre de 40 % est arbitraire bien qu'en adéquation avec de nombreuses études de cas sur la proportion du revenu des creuseurs par rapport à la valeur générée par chaque creuseur, que ce soit en RCA lors de cette étude ou bien en République Démocratique du Congo ou dans d'autres pays où IPIS a travaillé.

¹⁰¹ Un préfinancement de 5 000 FCFA par semaine par creuseur est une hypothèse de travail qui semble cohérente avec les entretiens informels réalisés sur différents sites dans le cadre de cette étude. L'étude d'IPIS a relevé des cas de préfinancement allant de 2 000 à 10 000 FCFA par semaine, tandis que l'étude de T. De Jong *et al.*, *Rapport diagnostic sur la contrebande des diamants en République Centrafricaine*, USAID DPAM, mai 2019, p. 44, mentionne un cas de préfinancement à 8 000 FCFA par semaine.

¹⁰² S. Pennes *et al.*, *Diagnostic de l'exploitation minière et perspectives de développement socio-économique en RCA à la lumière de la vision du régime minier en Afrique*, Levin Sources, octobre 2018, p. 81 et 82.

B. ENREGISTREMENT DE LA PRODUCTION

En théorie la production devrait être enregistrée par le chef de chantier, mais ce n'est pas systématique sur tous les sites. Par conséquent, les chiffres de production obtenus par nos équipes ne représentent qu'une estimation de la production réelle. La production est enregistrée sur 33,5 % des sites (N = 322), dans des cahiers officiels (17 sites), des cahiers informels (51 sites) ou bien les deux (40 sites).

C. MECANISMES DE PREFINANCEMENT

L'absence de mécanismes de préfinancement et la dislocation des réseaux de commerce de diamants entraîna une baisse de la productivité des sites et une chute des prix du diamant de près de 40 %.¹⁰³ Une grande partie des travailleurs s'est tournée vers la production d'or, jusque-là considérée comme un travail complémentaire laissé aux femmes et aux enfants en marge des sites de diamants. Bien que nécessitant le même degré d'investissement en termes de main d'œuvre et de matériel que les sites de diamants, les sites d'or permettent de gagner de plus petites sommes plus régulièrement. De ce fait, ils sont moins dépendants de mécanismes de préfinancement sur le long terme et offrent une meilleure visibilité sur leur potentiel de production. En effet, dans la production de l'or, chaque gramme compte et est vendu à un prix fixe (quoique négociable).

Cette transition de l'exploitation des diamants vers l'exploitation de l'or est mentionnée notamment sur le site de Dérébononou, au sud de Yaloké, où de nombreuses parcelles restent vierges par manque de financement suite au départ des anciens collecteurs (souvent de confession musulmane), ou encore sur le site de Sipi, dans la sous-préfecture d'Abba, où de nombreux creuseurs se sont reconvertis dans l'agriculture d'après les responsables de sites rencontrés par nos enquêteurs.

Suite à l'effondrement de la chaîne de valeur légale et au retrait des grandes maisons d'achat de diamant, une partie des acteurs du secteur minier artisanal s'est redéployée sur d'autres réseaux de commercialisation plus informels. Les anciens circuits de fraude se sont renforcés, jouant sur la proximité des différents marchés régionaux, soit vers le Congo Brazzaville, soit vers le Cameroun ou le Tchad. Le Cameroun est souvent cité comme la plaque tournante pour la contrebande de diamants et d'or centrafricain produits dans l'ouest du pays.¹⁰⁴ En parallèle, une partie des financeurs ayant fui la crise, ils se sont installés dans les pays limitrophes et ont redéployé des réseaux d'intermédiaires afin de canaliser la production vers les zones frontalières.

Actuellement, selon les données d'IPIS, entre 20 (médiane) et 40 % (moyenne) des chefs de chantiers se déclarent financés par un financeur. Ces financeurs sont présents sur la plupart des sites visités (204 sites, soit 63 %, N = 322) bien qu'ils ne soutiennent pas forcément tous les chefs de chantiers¹⁰⁵. La plupart du temps il s'agit d'un soutien financier ou en nature (outils et nourriture) qui permet au chef de chantier de développer le site pendant les phases de prospection, qui sont peu rentables. Les financeurs sont plus présents sur les sites exploitant du diamant exclusivement (92 % des sites, N = 61) ou sur les sites mixtes (82 %, N = 60) que sur les sites exploitant uniquement de l'or (49 %, N = 201).

¹⁰³ *Ibid*, p. 9.

¹⁰⁴ T. De Jong *et al.*, *Rapport diagnostic sur la contrebande des diamants en République Centrafricaine*, USAID DPAM, mai 2019, p. 13.

¹⁰⁵ Sur environ la moitié des sites où ils sont présents (100 sites sur 204), les financeurs soutiennent 75 % ou plus des chefs de chantiers du site. Sur 85 sites, ils ne soutiennent que 50 % ou moins des chefs de chantiers.



Photo 28 : Tamisage du gravier sur le site diamantifère de Kolongo.

La plupart de ces financeurs (sur 90 % des sites où ils sont présents, N = 204) sont des artisans miniers locaux qui prennent en charge les frais de production en espérant un retour sur investissement. Sur 59 % des sites où ils sont présents (N = 204), ce rôle de financeur est également joué par des commerçants ou boutiquiers. Les acheteurs informels et les collecteurs agréés préfinancent également des chefs du chantier sur respectivement 45 % et 42 % des sites (N = 204). En moyenne, il y a entre 2 et 3 financeurs par site.

En toute logique, ces financeurs jouent un rôle lors de la vente de la production, soit en touchant une commission, soit en obtenant la primauté de la vente à un prix plus avantageux. La production est achetée par des acheteurs informels (204 sites), des artisans miniers locaux (197 sites), des commerçants ou boutiquiers (192 sites) ou bien des collecteurs agréés (114 sites). En moyenne, entre 4 et 5 acheteurs fréquentent chaque site, et ces différents acteurs sont souvent présents sur les mêmes sites.

On note également une différence entre l'or et le diamant. Le préfinancement du diamant est souvent considéré comme « non remboursable », cela signifie qu'en cas de lavage infructueux, l'ouvrier n'a rien à rembourser au financeur qui devra récupérer sa mise perdue via des gains plus importants sur un autre chantier. Tandis que dans l'or, le financeur récupère son investissement en achetant le minerai à un taux inférieur (généralement autour de 12 500 FCFA le gramme, soit 21,37 USD) au prix en ville, qui tourne autour de 15 à 16 000 FCFA le gramme (soit entre 25,64 et 27,35 USD). Ainsi par exemple, sur un site près de Bossembele, les chefs de chantiers achètent le gramme d'or à 13 000 FCFA (22,22 USD) pour le revendre à 16 500 FCFA (28,20 USD) en ville. Le prix au gramme continue d'augmenter à chaque étape de la chaîne de commercialisation jusqu'à ce que le minerai franchisse la frontière et soit intégré au marché mondial.¹⁰⁶

Sur le site, le prix ne varie pas à chaque transaction mais s'inscrit dans les rapports de confiance entre creuseurs (souvent le chef de chantier ou l'artisan minier) et l'acheteur, qu'il s'inscrive dans la chaîne formelle ou informelle. Dans le secteur formel, l'acheter est appelé un collecteur et travaille pour un bureau d'achat. Dans le secteur

¹⁰⁶ Le prix du gramme d'or peut varier en fonction de la pureté, différente d'un site à l'autre. La production artisanale peut également être purifiée au sein de fonderies artisanales avant exportation.

informel, l'acheter est appelé *coxeur* ou *débrouillard*. Il peut être indépendant ou bien travailler pour un financeur, souvent un négociant situé soit en Centrafrique, soit de l'autre côté de la frontière.

Par exemple, si le financeur avance un million de francs CFA au collecteur ou au *coxeur*, celui-ci doit lui apporter l'équivalent en or de la somme obtenue à un taux fixé à l'avance (le prix de 18 000 FCFA par gramme d'or a été mentionné dans la zone de Yaloké). A charge du collecteur d'obtenir la bonne quantité de produit au meilleur prix. Pour cela, les collecteurs qui soutiennent les creuseurs en fournissant matériel, nourriture, cigarette, etc., leur imposent généralement un prix inférieur (autour de 14 000 FCFA le gramme dans la zone de Yaloké) tout en s'engageant à acheter toute la production.



Photos 29 et 30 : La production lavée après une semaine de travail correspond à quelques grammes d'or, malgré des outils très rudimentaires, près du site de Gbankolo.

Cependant, il arrive que des ouvriers cachent une partie de leur production afin de la vendre à un meilleur prix, soit directement en ville, soit auprès de « débrouillards » ou acheteurs informels. Ces acheteurs informels, de même que les collecteurs, achètent également la production d'ouvriers « autofinancés » qui ne s'inscrivent pas dans une relation de dépendance vis-à-vis d'un financeur. La plupart du temps, la transaction ne fait pas l'objet d'un reçu, mais des bordereaux d'achats ont néanmoins été rapportés sur 71 sites ainsi que de simple reçus informels sur 14 sites.

4/ DESTINATION DES MINERAIS ET CIRCUIT D'EXPORTATION

En RCA et tout particulièrement depuis la crise de 2013, la grande majorité des minerais exploités (en particulier l'or et les diamants) sont exportés de manière illégale. D'après nos estimations, près de 92,7 %¹⁰⁷ de la production de diamants et 97,5 %¹⁰⁸ de la production d'or ne serait pas enregistré officiellement. Bien que ces chiffres puissent être sujets à débats, leur ordre de grandeur donne une idée de l'importance des circuits frauduleux d'exportation de minerais dans ce pays enclavé et aux moyens étatiques de contrôle des frontières limités.¹⁰⁹

Le Cameroun pour l'ouest du pays¹¹⁰, le Tchad, la RDC et le Soudan pour l'est du pays¹¹¹ constituent les principales routes de sortie pour l'or centrafricain. Cependant, beaucoup d'or produit dans l'ouest de la RCA est vendu à des

¹⁰⁷ Voir le chapitre II.2.K. Estimation de la production totale de diamants en RCA.

¹⁰⁸ Voir le chapitre II.2.E. Estimation de la production totale d'or en RCA.

¹⁰⁹ World Customs Organization, *Fragile borders and customs activities in a post-conflict situation: the case of the Central African Republic*, WCO News, octobre 2017, p. 52.

¹¹⁰ Rapport du Groupe d'Experts des Nations unies pour la Centrafrique, S/2018/729, p. 25.

¹¹¹ Rapport du Groupe d'Experts des Nations unies pour la Centrafrique, S/2017/1023, p. 32.

maisons d'achat basées à Bangui. Celles-ci bénéficient de réseaux de représentants dans les grands centres (comme Yaloké) ou bien reçoivent directement des propositions de minerais de la part de collecteurs informels.

Les minerais quittent le pays principalement par la route et les nombreux points de passages avec les pays voisins. Cependant, l'aéroport de Bangui est aussi un lieu de passage fréquemment utilisé, notamment via des vols vers les pays de la sous-région.¹¹² Outre le faible contrôle réglementaire des chaînes d'approvisionnement et la haute valeur de l'or, l'informalité omniprésente et l'opacité du secteur incitent fortement certains acteurs à privilégier les circuits informels à des fins politiques ou économiques.¹¹³

Le prix de vente ainsi que les conditions d'accès (distance, insécurité, condition des routes, etc.) conditionnent la destination du minerai. Ainsi en 2018, les collecteurs se plaignaient d'un prix de l'or à Bangui oscillant entre 20 000 FCFA et 23 000 FCFA par gramme tandis qu'il s'achetait à 25 000 FCFA à Garoua-Boulay au Cameroun.¹¹⁴ Même au cœur du territoire centrafricain, les réseaux d'acheteurs soutenus par des financeurs installés au Cameroun peuvent offrir un meilleur prix au gramme. Les collecteurs de Yaloké se plaignent que même lorsqu'ils offrent un prix de 20 000 FCFA aux artisans, ils sont parfois dépassés par des collecteurs camerounais illicites offrant 21 500 FCFA par gramme.¹¹⁵

Le taux de la taxe sur les exportations d'or est un autre facteur qui peut inciter au commerce illicite. Il s'élevait en 2018 à 5,25 % en RCA contre 2,5 % au Cameroun.¹¹⁶ Afin d'encourager la formalisation du secteur aurifère, un décret présidentiel du 23 juillet 2019 sur la loi de finance rectificative 2019 fixe le taux cumulé des droits et taxes à 2,25 % de la valeur BECDOR pour l'or brut.¹¹⁷

Sur les 322 sites visités par IPIS dans l'ouest de la RCA en 2019, 564 destinations ont été mentionnées dont 60 destinations uniques (en moyenne, 1,75 destination par site). La question ayant été posée sur les sites lors de la visite des enquêteurs, seule la première destination ou le principal point de vente ont été enregistrés.

Les principales destinations en RCA sont Bangui (mentionné sur 67 sites), Yaloké, Abba, Bozoum, Berberati, Carnot et Bossangoa. En dehors de la RCA, le Cameroun est la principale destination des minerais avec un total de 116 sites. Au Cameroun, les principales destinations sont Garoua-Boulay (mentionné sur 65 sites), Mbaiboum (mentionné sur 13 sites) ou bien Cameroun sans plus de précision (mentionné sur 38 sites). Le Tchad est également une destination mentionnée sur 12 sites.

¹¹² Rapport du Groupe d'Experts des Nations unies pour la Centrafrique, S/2018/729, p. 26. Ou encore T. De Jong *et al.*, *Rapport diagnostic sur la contrebande des diamants en République Centrafricaine*, USAID DPAM, mai 2019, p. 35.

¹¹³ M. Hunter, A. Smith, E. Levin-Nally, *Follow the Money: Financial Flows Linked to Artisanal and Small-Scale Gold Mining*, mars 2017, p. 4.

¹¹⁴ IPIS - DIIS, *République Centrafricaine : Cartographie du conflit*, Anvers, septembre 2018, p. 98. Entretien avec des opérateurs miniers, décembre 2017 et février 2018.

¹¹⁵ *Ibid.*, p. 99. Entretien avec des opérateurs miniers de Yaloké, juin 2016 et février 2018.

¹¹⁶ *Ibid.*, p. 99. Les autorités centrafricaines, conscientes de l'impact potentiel d'un tel taux, ont tenté de compenser en taxant le volume des exportations sur une valeur fixe de 15 000 FCFA le gramme contre 25 000 FCFA au Cameroun.

¹¹⁷ Voir *Annexe 1. Décret du 23 juillet 2019 portant sur les droits d'exportation.*

Table 21 : Principales destinations mentionnées sur plus de 5 sites

Destination	Nombre de site
Bangui	67
Garoua-Boulay	65
Yaloké	48
Abba	44
Bozoum	36
Cameroun (ni Garoua-Boulay, ni Mbaiboum)	38
Berberati	28
Carnot	25
Bossangoa	20
Gaga	16
Lamy	14
Boda	13
Mbaiboum	13
Baboua	12
Tchad	12
Gallo	11
Bagandou	7
Bouar	7
Ndjo	7
Nola	6
Sagani	6

La production sur les sites aurifères ou mixtes (qui constituent la plus grande partie de notre échantillon) est principalement évacuée vers Garoua-Boulay (au Cameroun) ou vers Bangui.

Table 22 : Principales destinations mentionnées sur plus de 5 sites aurifères ou mixtes

Destination (Sites aurifères ou mixtes)	Nombre de sites
Garoua-Boulay	65
Bangui	62
Yaloké	44
Abba	41
Bozoum	36
Cameroun (ni Garoua-Boulay, ni Mbaiboum)	37
Bossangoa	20
Gaga	16
Lamy	14
Mbaiboum	13
Baboua	12
Tchad	12
Gallo	11
Bagandou	7
Ndjo	7
Boda	6
Sagani	6

Ainsi, par exemple, sur le site de Koungueda au nord de Baboua, près de la frontière camerounaise, les creuseurs vendent leur or en majorité aux Peuls camerounais qui fréquentent la région et le revendent au Cameroun. Cela permet aux creuseurs d'éviter de circuler avec leur production au risque de se faire braquer par les 3R également présents dans la région.

Boxe 2 : Liens entre exploitation minière et pastoralisme

L'exploitation minière est une activité rurale qui s'inscrit dans le paysage socio-économique de la Centrafrique au même titre que l'agriculture et l'activité pastorale locale. Les différents acteurs pouvant passer d'un milieu à l'autre au gré des saisons. La transhumance pastorale (transfrontalière ou non) est également fortement ancrée dans les pratiques locales et interagit avec les autres activités, soit dans le rapport de force (conflits liés à la destruction de récoltes ou au vol de bétail), soit dans des rapports d'échange et de coopération entre populations sédentaires et populations nomades ou semi-nomades¹¹⁸.



Photo 31 : Bœufs sur la route de Bozoum.

De même que les agriculteurs trouvent un débouché pour leurs produits auprès des populations itinérantes leur permettant de sortir d'une agriculture purement vivrière et achète parfois de la viande, les creuseurs artisanaux dépendent également des éleveurs transhumants pour répondre à leurs besoins en protéines. Par conséquent, les zones minières ont souvent conservé une présence de bétail, même en période de conflit notable¹¹⁹. L'utilisation fréquente de minerais (en particulier de l'or) comme monnaie d'échange dans des zones isolées présentant des flux d'argent liquide restreints¹²⁰, peut transformer les éleveurs transhumants en un canal pour le flux de minerais illicites.

Sur les sites diamantifères visités par nos équipes, les destinations principales sont constituées des foyers miniers connus pour leur marché du diamant (Berberati, Carnot, Boda et Nola). Les villes d'Abba, Yaloké et Garoua-Boulay (au Cameroun) montre une relative proximité avec les circuits de commercialisation de l'or¹²¹.

¹¹⁸ Voir IPIS – Concordis, *Mapping pastoralism and establishing peace at the Central African – Chadian border*, (titre provisoire), publication prévue pour février 2020.

¹¹⁹ IPIS - DIIS, *République Centrafricaine : Cartographie du conflit*, Anvers, septembre 2018, p.90.

¹²⁰ Le prix d'un bœuf pouvant atteindre entre 150 et 300 000 FCFA.

¹²¹ Les villes de Kentzou, Batouri, Kette et Bertoua ont pu être cités par le passé comme des points de passage pour les diamants centrafricains exportés frauduleusement. Voir notamment O. Obale, *From conflict to illicit: mapping the diamond trade from Central African Republic to Cameroon*, Partnership Africa Canada, décembre 2016, p. 15. Ou encore T. De Jong et al., *Rapport diagnostic sur la contrebande des diamants en République Centrafricaine*, USAID DPAM, mai 2019, p. 13.

Table 23 : Principales destinations mentionnées sur plus de 5 sites diamantifères ou mixtes

Destination (Site diamantifères ou mixte)	Nombre de sites
Berberati	28
Abba	26
Carnot	23
Bangui	16
Boda	12
Yaloké	10
Garoua-Boulay	8
Nola	6

5/ PRESENCE DES SERVICES DE L'ETAT

A. SUR LES SITES

Près de la moitié des sites (156 sites soit 48,5 %, N = 322) sont fréquentés par au moins un service de l'état. L'USAF est mentionné sur 92 sites, les autorités locales et l'administration des mines respectivement sur 56 et 54 sites. Les services de santé ainsi que la gendarmerie ont été respectivement mentionnés sur 40 et 15 sites. La fréquence de leur passage est le plus souvent aléatoire, une fois par an ou bien une fois tous les trois mois. Elle peut être déclenchée en cas d'information de forte production ou bien si certains ouvriers les appellent pour régler un conflit. En revanche, sur 29 sites, certains services sont présents de manière permanente ou bien au moins une fois par semaine. Il s'agit principalement de l'USAF (13 sites), des autorités locales (13 sites) ou des services de santé (3 sites).

Ainsi, sur le site de Moboma, près de Mbaïki, l'administration des mines, les autorités locales et l'USAF sont présentes de manière permanente. Il s'agit d'un grand site regroupant près de 2 000 travailleurs, exploité dès les années 1930 sur lequel on peut encore remarquer les anciennes galeries et les concasseurs abandonnés par l'ancienne compagnie minière. Sur ce site, un bureau administratif composé des agents du maire et de représentants des artisans gèrent le prélèvement et la répartition des taxes de production qui incluent entre autres 2% pour la mairie, 2% pour le chef et les anciens du village et 1% pour les agents de sécurité (autodéfense des creuseurs).

Sur ce site, environ 35 acheteurs opérant à travers une coopérative minière sont les principaux financeurs de plusieurs équipes. Ils fournissent des détecteurs de métaux, un marteau-piqueur et un groupe électrogène pour une production estimée à 2 kg par semaine exportée vers Bangui puis vraisemblablement vers Dubaï. L'USAF est également présente et sécurise le transport de la production.¹²²

De nombreux acteurs rencontrés se plaignent de l'absence des services de l'État pour l'encadrement de l'activité minière artisanale, et ce malgré l'amélioration de la sécurité dans leur région. Ainsi, sur le site de Mengui 2, près de

¹²² T. De Jong et al., *Rapport diagnostic sur la contrebande des diamants en République Centrafricaine*, USAID DPAM, mai 2019, p. 44.
CARTOGRAPHIE DES SITES MINIERS ARTISANAUX DANS L'OUEST DE LA CENTRAFRIQUE

Mbaïki, le chef de chantier affirme que « c'est la première fois qu'une personne arrive sur notre site au nom du Ministère des mines ». L'absence des services de l'État sur les sites rend également difficile le contrôle et la taxation de la production. Ainsi l'absence de représentants du Service des mines et de bureau d'achat dans la localité est citée comme la principale raison de l'exportation des minerais vers le Cameroun – sans bénéfice pour la communauté – sur le site d'Adouzekede dans la sous-préfecture de Bossembélé.

B. BARRIERES ROUTIERES

Environ 15 % des sites (N = 322) sont contrôlés par la présence d'une barrière à l'entrée du site. Ces barrières sont généralement tenues par la Gendarmerie et parfois par les services de la Mairie, des douanes ou bien des FACA.¹²³ Ce chiffre monte à 34 % (N = 322) si l'on prend en compte la présence d'une barrière entre le site et le principal point de vente. Le prix généralement payé pour le passage de la barrière varie s'il s'agit d'un piéton ou d'une moto, entre 500 et 2 000 FCFA. Ces barrières sont le plus souvent bien acceptées par les creuseurs qui y voient le symbole du rétablissement de la sécurité dans leur région.

6/ SECURITE ET INSECURITE SUR LES SITES

A. LA PRESENCE DES FORCES ETATIQUES

Les représentants des forces étatiques (gendarmerie, FACA, MINUSCA, USAF, etc.) sont présents sur 22 sites (soit 6,83 % de l'échantillon, N = 322).

B. LA PRESENCE D'INDIVIDUS ARMES

Les groupes d'auto-défense¹²⁴ sont présents sur 35 sites (soit 10,87 % de l'échantillon, N = 322). Cela comprend trois sites situés dans les zones conformes au processus de Kimberley : Ndjikiri, Gbato (près de Berberati) et Yanguénda (près de Nola). Pour plus d'information, voir la carte web de l'IPIS. Ainsi, bien que de nombreuses armes soient présentes sur les sites ou à proximité, il s'agit la plupart du temps de fusils artisanaux ou de fusils de chasse. On peut noter également que dans de nombreux cas, d'anciens éléments des groupes d'auto-défense se sont reconvertis (ou ont repris leurs fonctions) dans la mine artisanale et restent rapidement mobilisables en cas de conflits.

Quant aux groupes armés non étatiques, leur présence a été relevée sur 35 sites (soit 10,87 % de l'échantillon, N = 322), et aucun d'entre eux n'est situé dans les zones conformes au processus de Kimberley¹²⁵.

¹²³ Pour plus d'informations sur les barrières routières en Centrafrique, voir IPIS - DIIS, « *Laissez-piller* » *L'économie politique des barrières routières en République centrafricaine*, Anvers, novembre 2017.

¹²⁴ Dans la plupart des cas, les individus armés se présentant comme appartenant à des groupes d'auto-défense sur les sites miniers dans l'ouest de la RCA appartiennent au mouvement des Anti-balaka. Ce mouvement de milices d'auto-défense fut mobilisé lors de la crise de 2013 à travers des réseaux politiques et communautaires recrutant de nombreux villageois et creuseurs. Après la crise, de nombreux Anti-balaka sont revenus à leurs activités première (y compris l'artisanat minier).

¹²⁵ Il convient de noter que l'insécurité, notamment à cause de la présence de groupes armés, a parfois empêché les enquêteurs de visiter certains sites miniers. De ce fait, ce chiffre ne peut être interprété comme le pourcentage de sites miniers contrôlés par des groupes armés dans l'ouest de la RCA. Il convient également de rappeler que le nombre de sites visités dans le cadre de cette étude ne représente que 12,5% des 2 560 sites estimés de la RCA d'après J.D. DeWitt, P.G. Chirico et S.E. Bergstresser, *The Central African Republic Diamond Database – A Geodatabase of Archival Diamond Occurrences and Areas of Recent Artisanal and Small-Scale Diamond Mining*, U.S. Geological Survey

Boxe 3 : Willy, tensions entre artisans miniers et sociétés chinoises

Dans l'Ouham, la zone de Koro-Mpoko, à 50 km de Bossangoa, abrite la plus grande mine d'or de l'ouest de la Centrafrique connue sous le nom de Willy. Depuis la découverte d'or vers juin 2016,¹²⁶ des milliers de creuseurs venant de tout le pays se sont dirigés vers la mine au point que la production journalière sur l'ensemble du site de Willy et de ses sites périphériques atteigne jusqu' à 2 500 grammes.¹²⁷

Dès le début de la ruée vers l'or à Willy, des groupes d'autodéfenses liées aux Anti-balaka se sont auto-proclamés « protecteurs » des travailleurs. En mai 2018, malgré la forte présence sur les sites aurifères de la région des Anti-balaka,¹²⁸ le gouvernement centrafricain accorde des permis d'exploitations à deux sociétés chinoises, Zighou mining¹²⁹ et Thien Pao,¹³⁰ pour opérer à Willy et ses alentours.¹³¹



Photo 32 : Le site de Willy comprend plusieurs chantiers et attire des milliers de travailleurs.

En mai 2019, IPIS a visité 10 sites dans la région de Willy. D'après les observations, il semble que la production artisanale ait diminué. Sur ces 10 sites, la production de la semaine précédant la visite est évaluée à 542,3 grammes, soit 54,23 grammes en moyenne (médiane 60 grammes). Sur 6 de ces 10 sites, cette tendance peut s'expliquer par le fait que les puits sont de plus en plus profonds et les creuseurs manquent d'outils performants pour extraire l'or. De plus, certains chantiers étaient encore en phase de découverte, et donc non-productifs. Cette dernière information montre en revanche que la zone de Willy continue d'attirer de nouveaux investissements dans l'artisanat aurifère.

Open-File Report 2018-1088, p. 20.

¹²⁶ Rapport du Groupe d'Experts des Nations unies pour la Centrafrique, S/2017/639, § 95.

¹²⁷ *Ibid.*, § 95.

¹²⁸ Rapport du Groupe d'Experts pour les Nations unies pour la Centrafrique, S/2017/1023, § 230.

¹²⁹ Entre temps, Zighou mining aurait perdu son permis de recherche. Source : Ministère des Mines et de la Géologie de la RCA, septembre 2019.

¹³⁰ Permis de Recherche n° RC4-348 délivré en mars 2016 pour l'or et le diamant.

¹³¹ Rapport du Groupe d'Experts des Nations unies pour la Centrafrique, S/2018/729, p. 120.



Photo 33 : Machines mécaniques et pelleuses de l'entreprise Thien Pao.

Du point de vue de la sécurité, on observe une importante circulation d'armes et la présence d'hommes armés sur 4 sites localisés sur la concession de Thien Pao. D'après les témoignages récoltés sur place, après avoir soutenu les ouvriers miniers et participé au blocage des activités des entreprises minières, les Anti-balaka aurait changé de camp vers le mois de mai 2019 et sont, depuis, en charge « de la protection du personnel de la compagnie de Thien Pao »¹³². Ces derniers n'hésitent pas à utiliser la force contre les ouvriers miniers qui manifestent contre la compagnie chinoise. Sur les 6 autres sites, la situation semble stable, même si elle reste fragile. Sur l'ensemble des sites, l'État centrafricain maintient une présence permanente grâce à l'USAF, tandis que l'administration des mines couvre 8 des 10 sites de manière mensuelle ou aléatoire.

C. LE CAS DU GROUPE ARME 3R

Le groupe armé 3R¹³³ contrôle quasiment tous les sites (33 sur 35) sur lesquels un groupe armé était présent dans notre échantillon. Cela est principalement dû aux régions visitées par nos équipes. Nous nous contenterons donc d'évoquer l'impact de ce groupe armé, sans présumer de l'influence ou non d'autres groupes armés sur le secteur minier artisanal en RCA, notamment dans le nord et l'est du pays.

Les 3R sont présents de manière permanente sur 23 des 33 sites qu'ils fréquentent et de manière aléatoire sur les 10 autres. Les 3R taxent une partie de la production ou bien contrôlent directement sa commercialisation en « sécurisant » les colis pour les acheminer vers leurs propres réseaux commerciaux. Leur présence est souvent marquée par des actes de violences ou des démonstrations de force (tirs d'armes à feu). Sur certains sites, cependant, ils ne sont pas considérés comme une menace par les creuseurs car « ils se contentent d'acheter de l'or et de poursuivre les Peuls pour leurs bœufs ».

¹³² IPIS, entretiens réalisés dans la région en mai 2019.

¹³³ Pour « Retour, Réclamation, Réhabilitation ».



Photos 34 et 35 : Les 3R sont présents sur le site de Ndarssa ainsi que sur le site de Gbirinji où des détecteurs de métaux ont été apportés.

Sur le site de Moundji centre, près de Bocaranga, les creuseurs se plaignent cependant d'un climat d'insécurité lié à la présence de « rebelles tchadiens », soutenus par le groupe 3R. Ce groupe aurait même installé un concasseur sur le site et utiliserait du mercure pour l'amalgame de l'or. Sur ce site, le mercure est brûlé en plein air sans aucune précaution particulière.

Lorsque la production est taxée (sur 13 des 33 sites qu'ils fréquentent), les 3R prélèvent chaque semaine, d'après nos enquêteurs, un total de 1 850 USD, soit environ 142 USD par site. Ces 142 USD prélevés sur chacun de ces 13 sites par les 3R représentent en moyenne 7,5 % de la production hebdomadaire de chaque site.¹³⁴

¹³⁴ Ces 13 sites produisent en moyenne 73,75 grammes par semaine par site (production annoncée pour la semaine précédant la visite). Soit, avec un prix médian constaté sur les sites de 25,64 USD par gramme, un total de 1 890,95 USD par site. Une taxe de 142 USD représente donc : $142 / 1\,890,95 * 100 = 7,5 \%$.

7/ IMPACT ENVIRONNEMENTAL DE L'EXPLOITATION MINIÈRE ARTISANALE

A. UTILISATION DU MERCURE

Une étude antérieure d'IPIS notait que l'utilisation du mercure sur les sites miniers artisanaux aurifères de la RCA n'était pas encore répandue, mais qu'elle pourrait rapidement s'accroître avec l'afflux de mineurs étrangers.¹³⁵ La présente enquête confirme cette tendance. La présence du mercure n'a été mentionnée que sur 3 sites artisanaux et semble être le fait d'acteurs étrangers (collecteurs tchadiens, sociétés chinoises¹³⁶) apportant ces méthodes pour améliorer le rendement pendant la phase de traitement des minerais. Le mercure observé sur ces 3 sites proviendrait de Chine, du Cameroun, du Nigeria ou du Tchad. Le Soudan étant le plus gros importateur de mercure de la région, il est probable qu'il approvisionne l'est de la Centrafrique.¹³⁷

Une étude de 2009 précisait que les populations locales ne connaissaient pas les dangers du mercure.¹³⁸ Dix ans plus tard, nous n'avons pas de données statistiques sur la connaissance des effets néfastes du mercure par les populations de creuseurs artisanaux, mais nous avons pu remarquer, lors de notre visite à Bozoum, en juin 2019, que certains membres de la société civile s'inquiétaient de l'utilisation du mercure par les compagnies chinoises et plus particulièrement, sur l'écosystème de la rivière Ouham.¹³⁹

B. RIVIERES ET FORETS

Pour les populations locales, l'impact environnemental de l'exploitation minière artisanale est clairement visible. En effet, sur 78 % des sites, « la couleur ou l'odeur de l'eau ont changé à cause de l'exploitation du site », et sur 98 % la déforestation est massivement pratiquée à des fins d'extension du site (sur 308 sites), de chauffage (167 sites) ou d'étayement des galeries (153 sites).

¹³⁵ K. Matthysen et I. Clarkson, *Gold and Diamonds in the Central African Republic*, IPIS/ActionAid/Cordaid, février 2013, p. 30.

¹³⁶ Voir le chapitre III.3. *Focus sur la zone de Bozoum*.

¹³⁷ COWI, *Mercury trade and use for artisanal and small-scale gold mining in Sub-Saharan Africa*, Final Report, Banque Mondiale, décembre 2016, p. 70.

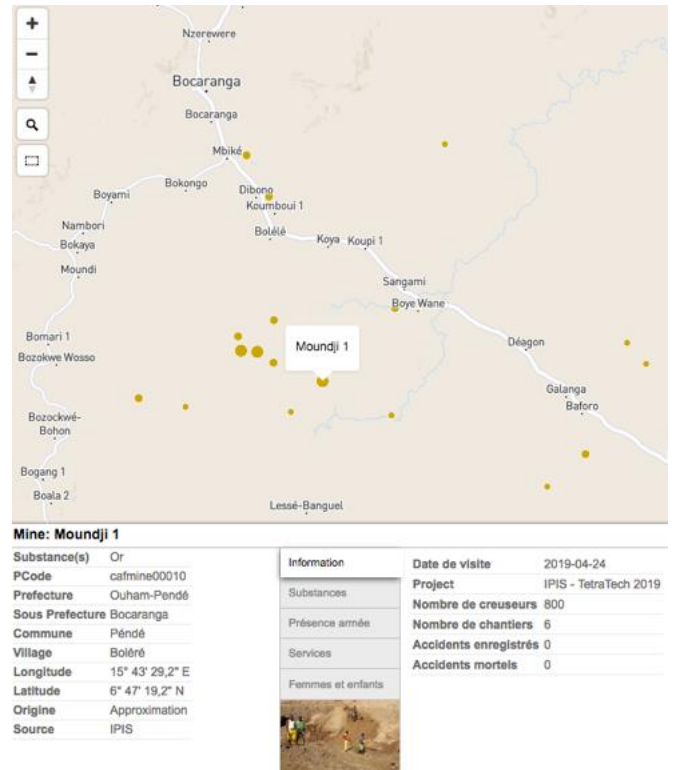
¹³⁸ T. J. Chupezi, V. Ingram et J. Schure, *Impacts of artisanal gold and diamond mining on livelihoods and the environment of the Sanga Tri-National Park landscape*, IUCN-CIFOR, 2009, p. 21.

¹³⁹ IPIS, Entretien avec des membres de la société civile de Bozoum, juin 2019.



Photos 36 et 37 : Utilisation de motopompes pour assécher la berge de la rivière sur le site diamantifère de Zingawe-Lobaye. L'artisanat minier demande parfois une longue phase de découverte causant un important déboisement, ici sur le site de Yewere.

L'intensité des activités sur le site de Moundji 1 près de Bocaranga, regroupant environ 800 creuseurs, a entraîné la déviation du cours d'eau au profit de trois grands barrages. Cela est également visible sur le site voisin de Kangabé (500 creuseurs) sur lequel un canal de 700 mètres et un barrage ont été construits afin de permettre l'exploitation du lit de la rivière. Sur le site de Papou, près de Bossembele, ou encore le site de Pays 2 près de Bossangoa, les cours d'eau sont déviés pour l'exploitation de l'or, ce qui expose la population à des maladies de peau et à des pénuries d'eau potable pendant la saison sèche.



Carte 7 : Zoom sur le site de Moundji 1

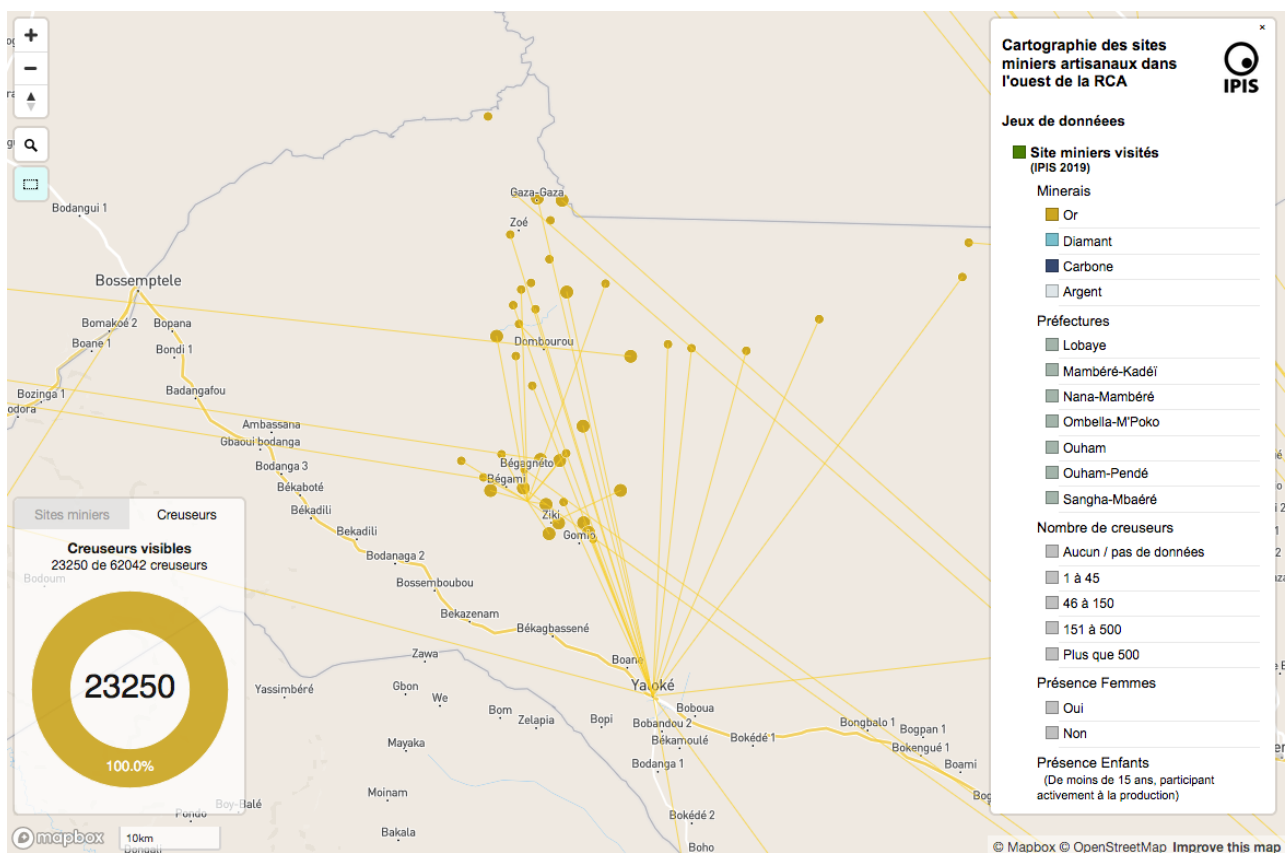
III. ANALYSE QUALITATIVE

I/ FOCUS SUR LA ZONE DE YALOKÉ

A. DYNAMIQUES SOCIALES ET SECURITE

L'éthnie majoritaire à Yaloké est les Gbanou mais il y a de nombreux autres groupes ethniques. Le brassage ethnique est important à l'exception des Peuls.¹⁴⁰ En janvier 2014, les musulmans ont fui la région car ils devenaient la cible d'exactions par les Anti-balaka.¹⁴¹ Actuellement, la population reste encore très hostile vis-à-vis des Peuls et des musulmans. Très peu de musulmans ont osé revenir à Yaloké depuis la fin de la crise, et quasiment aucun dans les villages périphériques.

Carte 8 : Plus de 23 000 creuseurs sont actifs dans la zone au nord de Yaloké



¹⁴⁰ Yaloké étant une commune d'élevage, la plupart des Peuls sont des Mbororo (« Peuls de la brousse »), mais il s'y trouve également des Peuls Fulbe (« Peuls du village »), qui sont sédentarisés. Il semble que les deux sous-groupes aient été ostracisés. Voir IPIS – Concordis, *Mapping pastoralism and establishing peace at the Central African – Chadian border*, (titre provisoire), publication prévue pour février 2020.

¹⁴¹ Groupe d'Experts des Nations unies pour la Centrafrique, Rapport final, S/2014/762, p. 3.

B. SITUATION SECURITAIRE

Durant la période de la mission, la situation sécuritaire de Yaloké était calme. Le dynamisme de l'activité nocturne indique que cette tranquillité semble être devenue la norme. Toutefois, cette accalmie doit être relativisée car il existe encore des cellules dormantes d'Anti-balaka. Ces derniers n'ont pas été désarmés et leur capacité de mobilisation est intacte. Un leader Anti-balaka rencontré sur un site minier confirmait « *qu'il suffit qu'il y ait une alerte pour nous reconstituer en un rien de temps. (...) Il n'y a pas eu de désarmement, nous détenons encore nos armes chez nous* ». Ces anciens Anti-balaka se sont d'ailleurs mobilisés l'année dernière après avoir entendu qu'un groupe de transhumants Peuls arrivait à proximité du village. Toutefois, ces Peuls s'étant montré inoffensifs il n'y eu aucune altercation.

C. LA CHAINE DE PRODUCTION ET DE COMMERCIALISATION DES MINERAIS

En théorie, lorsqu'une coopérative est présente, celle-ci est responsable du préfinancement des creuseurs. La coopérative fournit le matériel (pelles, pioches, etc.) nécessaire aux creuseurs, mais également les médicaments, la nourriture et d'autres services. Sur les sites de lavage, sont présents des « coordinateurs d'exploitations » qui vérifient et contrôlent la production pour éviter les vols. Ils enregistrent aussi la production dans les cahiers de production.

A Yaloké, une coopérative achète le gramme d'or à 17 500 FCFA aux creuseurs préfinancés, et à 20 000 FCFA aux creuseurs indépendant.¹⁴² En théorie, les creuseurs ne peuvent vendre l'or qu'au collecteur agréé par la coopérative s'ils exploitent des sites se trouvant sur son permis d'exploitation, mais sur le terrain, des acheteurs camerounais ou en lien avec des négociants installés au Cameroun proposent un prix d'achat plus élevé à environ 21 500 FCFA. La coopérative vend sa production d'or à Bangui et Garoua-Boulay. Ces dernières années, la production de diamant est vendue au Cameroun faute d'acheteur à Bangui.

La chaîne de commercialisation de l'or commence généralement au financeur. Dans la zone de Yaloké, celui-ci est parfois un grand commerçant ou un homme d'affaire faisant partie de l'élite camerounaise de Garoua-Boulay. Les riches commerçants et anciens collecteurs d'or musulmans de Yaloké réfugiés à Garoua-Boulay font également partie des financeurs. Ces derniers ont pu conserver, malgré la crise, des liens étroits avec leur bases et fournisseurs.

Afin de couvrir plusieurs localités, le financeur engage des points-focaux. Dans le cas où sa couverture des régions minières est très étendue, il peut recruter un coordinateur en charge de tous les points focaux d'une région. Ces points focaux sont généralement des petits commerçants vivants à proximité des mines. Ces points focaux recevront des fonds, soit du financeur, soit du coordinateur, qui leur permettront de préfinancer des chantiers et d'acheter la production. Dans certains cas, ces points focaux peuvent recevoir l'autorisation d'un propriétaire terrien pour agir directement en tant que chef de chantier.

En règle générale le financeur et le point focal se mettent d'accord sur le prix du gramme à l'avance, à charge du point focal de rembourser le financeur avec une certaine quantité d'or. Par exemple, pour un gramme d'or estimé à 18 000 FCFA (30,77 USD) lors de la négociation, si le financeur prête 1 millions de FCFA, le point focal sera tenu de rembourser cette somme en rapportant 55,56 grammes d'or. Le prix négocié reste fixe jusqu'à remboursement du capital, le point focal pouvant jouer sur les fluctuations du prix local et sur ses réseaux pour dégager sa propre marge.

Avec cet emprunt le point-focal peut financer des équipes de creuseurs et couvrir leurs frais afférents à la production et à la vie sur le chantier minier (nourriture, matériels, cigarettes, alcools, etc.). En cas de préfinancement, le point focal peut imposer un prix d'achat plus bas aux creuseurs, par exemple 14 000 FCFA (23,93 USD) par gramme d'or.

¹⁴² Entretien d'IPIS avec un chef de coopérative actif à Yaloké, Bangui, 7 février 2018. Les chiffres cités datent de février 2018.

S'il peut réunir 60 grammes d'or, le point focal aura dégagé une marge de 160 000 FCFA (de laquelle il devra déduire les frais avancés aux ouvriers). S'il est également chef de chantier, il peut obtenir une marge plus importante en se réservant une partie de la production.

En théorie, les creuseurs préfinancés doivent vendre toute leur production au point focal, lui-même étant tenu de vendre tout l'or récupéré à son financeur y compris un éventuel surplus, au prix convenu.

Dans la pratique, il y a de nombreuses fraudes, tant de la part des creuseurs que des points-focaux, qui peuvent être tenté de cacher une partie de la production pour la vendre à un meilleur prix à un autre commerçant. Pour éviter ces fraudes, un point focal qui tient une échoppe en ville peut engager des représentants afin de sillonner les sites et de vérifier que les creuseurs ne cachent pas une partie de la production ou bien il peut compter sur des *coxeurs*, sorte d'acheteurs informels ambulants.

Dans la zone de Yaloké, la majorité des financeurs vivent à Garoua-Boulay ou s'y sont installés depuis la crise. De ce fait, il est très probable que la majorité de l'or de la région transite par la Cameroun.

D. LES COMPAGNIES CHINOISES

Toujours dans la zone de Yaloké, une entreprise d'exploitation minière chinoise, installée dans la commune de Gaga, aurait ouvert au moins deux chantiers d'exploitation à Zoué et Dambourou. D'après les populations locales, les conséquences environnementales et écologiques seraient irréparables. La rivière Gbargbar, utilisée auparavant pour la pêche, aurait été détournée.¹⁴³ La visite des entreprises minière sortant du cadre de cette étude centrée sur l'exploitation artisanale, ces allégations n'ont pas pu être vérifiées par nos équipes.

2/ FOCUS SUR LA ZONE DE BABOUA

A. DYNAMIQUES SOCIALES ET SECURITE

Les ethnies majoritaires dans la région de Baboua sont les Gbaya et les Peuls. Malgré la guerre, une certaine cohésion s'est maintenue dans cette région proche de la frontière avec le Cameroun, notamment grâce au brassage des populations si profond que chaque communauté est capable de parler la langue de l'autre. Il apparaît même qu'un dialecte local mélangeant Gbaya et Ffulbe s'est développé. Du fait de la présence de réfugiés centrafricains au Cameroun, la frontière est très poreuse, au point qu'il est possible de discuter en Sango du côté de Garoua-Boulay au Cameroun. Par contre, la connaissance du Sango, langue nationale de la RCA, semble limitée dans la région.

Cette forte cohésion sociale ayant surmontée la crise, les Peuls et les musulmans sont généralement restés dans leurs villages. A Abba (au sud de Baboua), les musulmans et les Peuls ayant fui les violences en mars 2014¹⁴⁴ ont effectué un retour progressif plutôt bien accepté par les autres communautés.

¹⁴³ CNC, « *Gaga, une exploitation minière à grande échelle par des chinois crée la tension* », 16 mars 2019.

<https://corbeaunews-centrafrique.com/rca-gaga-une-exploitation-miniere-a-grande-echelle-par-des-chinois-cree-la-tension/> consulté le 11 novembre 2019.

¹⁴⁴ Association pour l'intégration et le développement social des Peuls de Centrafrique, *Les Peuls Mbororo, Une communauté qui souffre*, juin 2015, p. 40.

B. SITUATION SECURITAIRE

Sur l'axe Baboua – Abba, les attaques de 2016 ont été particulièrement violentes. Des villages attaqués à cette époque ont aujourd'hui disparus. C'est le cas par exemple de Bilamon, sur le tronçon Ndongori – Bondiba qui a été brûlé par les éléments des 3R. Sur l'axe Nguia – Bouar, l'insécurité est d'autant plus grande que la principale base sud des 3R et de Siriri se trouverait à proximité.

La présence des groupes armés pose encore des problèmes de sécurité. Néanmoins, en avril 2019, la MINUSCA¹⁴⁵ a réussi à déloger le FDPC¹⁴⁶ de plusieurs axes stratégiques de la sous-préfecture de Baboua (ce qui a eu pour effet de déplacer l'insécurité vers Abba au sud et Besson au nord).¹⁴⁷ Les groupes armés se font plus discrets qu'auparavant, mais leur capacité de nuisance reste importante. D'après la population locale, ceux-ci ont des agents, ou des espions, dans chaque ville ou site minier, qui les informent des mouvements des personnes à attaquer.

A Abba, les groupes d'autodéfense autoproclamés sont constitués d'Anti-balaka. D'après les renseignements obtenus sur place, les deux leaders des Anti-balaka locaux sont cousins et l'un d'eux est le fils d'une importante autorité locale. Ce lien de parenté expliquerait qu'ils n'aient encore jamais été arrêtés malgré les accusations de pillages, vols à main armée et braquages contre la population locale et une compagnie minière chinoise. Malgré ces accusations, l'un de ces leaders, le « ComZone » d'Abba, a su gagner la confiance de la population, en décembre 2017, en fournissant des hommes et 40 fusils AK-47 à la gendarmerie pour combattre les 3R venus racketter les commerçants et collecteurs d'or et diamants de la région.

A Besson, la situation sécuritaire est particulièrement préoccupante depuis que les 3R contrôlent la ville. Les abus des éléments 3R sont tellement récurrents que la population les appelle « les donneurs de mort ». Besson est le chef-lieu de la commune de Goudrot, la deuxième commune d'élevage de la Nana-Mambéré, avec celle de Niém-Yelowa. Besson est peuplée en très grande partie par les Peuls qui y pratiquent essentiellement l'élevage et le commerce. Pour les 3R, Besson est une localisation stratégique à seulement 9 km de la frontière camerounaise. Au niveau économique, la présence des transhumants à Besson et ses alentours permet aux 3R de se financer via des taxes ou la réquisition de bœufs.

C. LA CHAINE DE PRODUCTION ET DE COMMERCIALISATION DES MINERAIS

Dans cette zone, la situation sécuritaire a un impact important sur la chaîne de production et seule une faible partie de la production suit la voie légale. A Baboua, le marché de l'or est tenu par quelques commerçants qui ont particulièrement prospéré ces dernières années. Nos recherches démontrent que la plupart d'entre eux sont étroitement liés avec des hommes politiques centrafricains et avec certains groupes armés. Nous avons identifié deux négociants en particulier.

Le premier est le président d'une coopérative minière dont le conseil d'administration est constitué d'un député national, ce qui est pourtant interdit par la loi. Cette coopérative négocie aussi bien avec les réseaux de Garoua-Boulay, qu'avec ceux de Bangui.

Le deuxième commerçant identifié agit en tant que point focal pour des financeurs basés à Garoua-Boulay. Il agit en tant qu'intermédiaire entre les financeurs et les mineurs et aurait pu s'acheter trois jeeps Prado, un camion et un

¹⁴⁵ Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique.

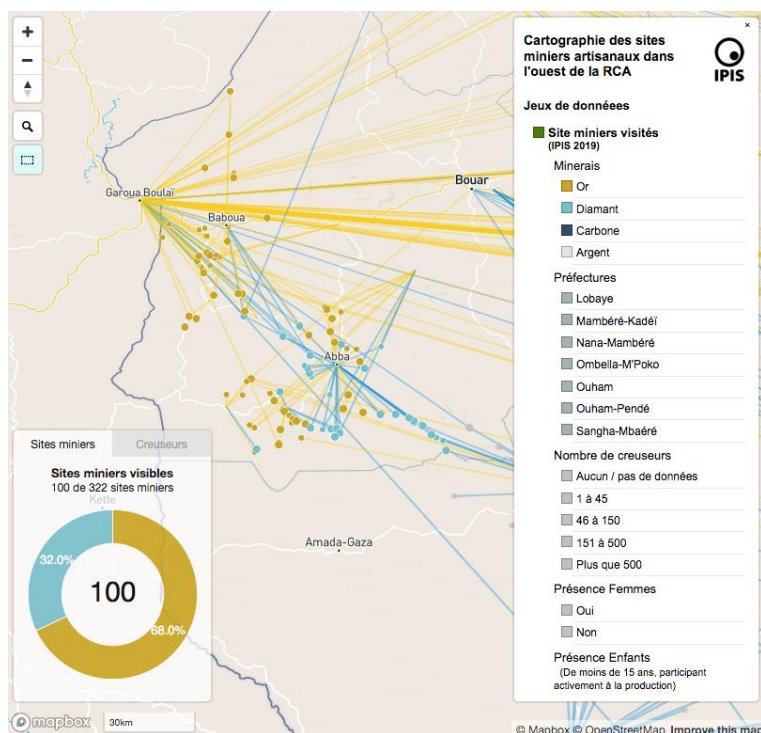
¹⁴⁶ Front Démocratique du Peuple Centrafricain.

¹⁴⁷ RFI, « Opération de la MINUSCA contre les positions du FDPC », 6 avril 2019. Disponible sur <http://www.rfi.fr/afrique/20190406-rca-centrafrique-operation-minusca-zoukombo-fdpc-abdoulaye-miskine> consulté le 27 novembre 2019.

pick-up, lors de ces dernières années. Ce commerçant traverse régulièrement la frontière et aurait créé des liens de confiance avec les 3R grâce à sa connaissance du Foufoulbé.

La région d'Abba (au sud de Baboua) est l'une des plus importantes pour la production d'or et de diamants et on y retrouve de nombreux chantiers mixtes (or et diamant). Les musulmans qui étaient fortement impliqués dans le secteur des minerais sont revenus depuis la fin de la crise dans cette région proche de la frontière camerounaise. Toutefois, leur absence avait rapidement été comblée par de nouveaux intermédiaires qui sont encore actifs aujourd'hui.

Carte 9 : Une centaine de sites artisanaux sont actifs dans la zone de Baboua



Sur place, il semblerait qu'il y ait un partage des zones d'influences respectives le long de certains grands axes. Parmi ces nouveaux financeurs, certains sont intimement liés au « Général Sidiki », leader des 3R, qui contrôlerait particulièrement les sites aux alentours de Sagani, et sur l'axe Nguia – Bouar. Le « ComZone » d'Abba aurait également des intérêts dans les chantiers des secteurs de Médi, Nakèkô et Abo-Gâa.

Aux alentours de Baboua, la chaîne de commercialisation est assez semblable. Les financeurs utilisent les chefs de groupe ou de village ou encore certains grands artisans miniers comme points focaux. Ces points focaux financent les activités et rachètent la production tout en se dégageant une petite marge.

Enfin à Besson, au nord de Baboua, bien que l'activité principale soit l'élevage, l'orpillage artisanal emploie également une partie de la population. On distingue deux catégories d'exploitants : les artisans miniers indépendants, œuvrant sur des sites peu productifs et les mineurs travaillant sur des sites contrôlés par les 3R. Ces derniers exploitent l'immense site de Bim, situé au sud de Besson. Tous les creuseurs payent une taxe de 500 FCFA par semaine à ce groupe armé, et tout l'argent collecté reviendrait au « Général Sidiki », le leader des 3R. De plus, le Général Sidiki se serait imposé à certains grands collecteurs comme leur unique acheteur au prix fixe de 15 000 FCFA le gramme.¹⁴⁸

¹⁴⁸ Entretiens divers d'IPIS à Besson, juin 2019.



Photo 38 : Des enfants creusent le long des berges, sous le regard de leurs parents, sur le site de Ngbabere près de Baboua.

Enfin, dans la zone de Baboua se trouvent également de nombreux acheteurs informels ambulants d'or et de diamants appelés « collecteurs banco » (du nom du sac plastique qu'ils transportent) ou *coxeurs*. Ils sillonnent les chantiers et petits villages à la recherche de produits miniers, souvent en petite quantité et traversent clandestinement la frontière pour éviter les dénonciations.

D. LES COMPAGNIES CHINOISES

Du côté d'Abba, la société chinoise Tien Pao aurait démarré deux chantiers d'exploitation artisanale semi-mécanisée, l'un vers Lamy (30 km au sud-ouest d'Abba) et l'autre à Ndiba (25 km au nord de la ville sur l'axe Abba – Gallo). La perception de la population vis-à-vis de cette compagnie est négative. En plus de ne bénéficier d'aucune retombée économique positive, la population locale accuse cette compagnie minière de graves dégradations environnementales, incluant « de vastes trous géants abandonnés » et une véritable « déforestation criminelle du territoire ».¹⁴⁹ Un artisan minier s'est officiellement plaint que la compagnie Tien Pao aurait dévié la rivière Gbemba, ce qui a inondé son propre chantier qui était en cours d'exploitation et a englouti deux motopompes. Un procès-verbal a été établi par la brigade minière et transmis au tribunal de grande instance de Bouar.

Le Ministre des mines et de la Géologie qui revenait d'une visite de contrôle dans la région d'Abba en septembre 2018 a mentionné à *Jeune Afrique* « avoir constaté beaucoup de manquements »¹⁵⁰ et saisi son département du cas de trois sociétés chinoises qui auraient enfreint plusieurs règles du Code minier et du Code du travail : à savoir les sociétés Zhigou Mining, Industrie Minière de Centrafrique (IMC) et Thien Pao.

Une autorité locale d'Abba se serait également plainte que « le cahier de charge des Chinois soit vide. Le gouvernement n'a[ayant] obtenu aucune mesure d'accompagnement social ». Sous la pression des autorités locales, la compagnie

¹⁴⁹ CNC, « L'exploitation minière chinoise dans la Nana-Mambéré, les habitants de la ville d'Abba plongés dans la consternation », 26 avril 2018, <https://corbeaunews-centrafrique.com/20382-2/> consulté le 11 novembre 2019.

¹⁵⁰ Jeune Afrique, « Centrafrique : des mines chinoises dans le collimateur des autorités », 21 septembre 2018, <https://www.jeuneafrique.com/632990/economie/centrafrique-des-mines-chinoises-dans-le-collimateur-des-autorites/> consulté le 11 novembre 2019.

chinoise a accepté de construire un bâtiment pour l'hôpital, une maison de résidence pour le sous-préfet et de réhabiliter le tronçon routier Abba – Baboua. Toutefois, deux ans après ces promesses, seule la construction du bâtiment pour l'hôpital a commencé, mais la compagnie est déjà partie pour s'installer du côté de Bozoum (voir le chapitre III.3. Focus sur la zone de Bozoum).

3/ FOCUS SUR LA ZONE DE BOZOUM

A. SITUATION SECURITAIRE

La zone de Bozoum est plutôt calme et la sécurité est assurée par un déploiement de la MINUSCA qui sécurise les principaux axes ainsi que l'aéroport. L'axe Bozoum – Bossangoa était encore incertain au moment de la visite des équipes du fait de la présence d'éléments du groupe armé 3R. Cependant, à Bozoum et sur les sites miniers environnant, cette présence ne se fait pas trop sentir car les 3R semblent être principalement à la poursuite des éleveurs transhumants dans la région. Si peu d'actes de violences ont été rapportés ces derniers mois, les 3R taxent les éleveurs transhumants en prétextant prélever la « zaka »¹⁵¹. Cela impact également l'économie de la ville puisque l'abattoir tourne au ralenti du fait que les transhumants qui essayent d'éviter les 3R se réfugient loin des axes fréquentés.

B. EXPLOITATION AURIFERE TRADITIONNELLE

La région de Bozoum est marquée par une exploitation artisanale (principalement aurifère) traditionnellement ancrée dans le paysage social et communautaire le long de la rivière Ouham. Les activités minières s'accomplissent en parallèle des activités agricoles et de nombreux villages ont ouvert des chantiers de berge le long de leur accès au fleuve. Certains villages exploitent également des puits, à distance du fleuve, pendant la saison des pluies, comme par exemple le site de Gbonkolo, actif depuis 2015.

En théorie, le chef de chantier doit payer une quittance de 20 000 FCFA auprès du service des impôts afin d'être reconnu comme artisan minier et obtenir un cahier de production. La Brigade minière de Bozoum (qui dépend de la Gendarmerie) est chargée de faire le suivi de la production, de signer les cahiers de production et d'encourager la vente de l'or auprès des bureau d'achats. Cependant, aucun bureau d'achat n'est présent à Bozoum, et les collecteurs musulmans sont partis. Actuellement, l'or est donc vendu à des commerçants de Bozoum autour de 20 000 FCFA le gramme. Ces commerçants utilisent régulièrement la route de Bocaranga, en direction de Mbaiboum (Cameroun), afin de revendre l'or et de ramener des biens de consommation.

¹⁵¹ La « zaka » est une obligation de la foi musulmane d'Afrique centrale qui stipule que chaque fidèle doit payer 10 % de ses revenus.



Photo 39 : Entrée d'une galerie sur le site de Gbonkolo.

En ce qui concerne le salaire des creuseurs, différents arrangements peuvent être négociés entre les équipes de creuseurs pour leur rémunération. Par exemple, lorsque la production hebdomadaire est vendue 100 000 FCFA, le chef de chantier prendra 55 000 FCFA pour payer les frais avancés tels que la location¹⁵² de la motopompe (10 000 FCFA), l'essence (20 000 FCFA), la nourriture pour les creuseurs (15 000 FCFA) ainsi que sa rémunération (10 000 FCFA)¹⁵³. Les 45 000 FCFA restant sont divisés à parts égales entre les creuseurs, soit 9 000 FCFA (15,38 USD) par semaine par creuseur pour une équipe de 5 personnes, soit 45% de la valeur générée par chaque travailleur.¹⁵⁴

Le salaire des femmes effectuant des tâches de soutien à la production (telle que transporter, concasser ou laver les minerais) est particulièrement difficile à calculer car elles sont rémunérées en nature, c'est-à-dire par un don d'une partie de la production avant lavage. Ce don varie en fonction de la production à laver, mais peut être évalué entre 1/2 batée et 3 ou 4 batées en fonction de la charge de travail. Le gain réel qu'elles peuvent en retirer varie en fonction de la minéralité du gravier.¹⁵⁵ Les femmes qui lavent les déchets sont considérées comme autonomes et offrent leur service à différentes équipes de creuseurs en fonction des jours. L'exploitation aurifère représente une rentrée de liquidité faible mais régulière pour ces communautés rurales.

¹⁵² L'achat d'une motopompe représente un investissement conséquent, évalué à environ 130 000 FCFA à Bozoum, sans compter l'essence pour la faire fonctionner. C'est pourquoi les propriétaires de motopompes louent généralement leurs services sur plusieurs sites en fonction des besoins et à un tarif fixe.

¹⁵³ D'autres frais peuvent s'ajouter si le chef de chantier n'est pas propriétaire du puits ou bien en cas de forte production (par exemple 10% pour le chef de groupe, équivalent du chef de la commune regroupant plusieurs villages en cas de forte production). Ces frais supplémentaires viennent diminuer d'autant la part réservée aux creuseurs.

¹⁵⁴ Une équipe de 5 personnes produisant 100 000 FCFA par semaine, les 9 000 FCFA de revenus représentent 45 % de la valeur générée par chaque travailleur (20 000 FCFA).

¹⁵⁵ D'après les données récoltées par IPIS sur le site de Gbonkolo près de Bozoum en juin 2019, un sac de 80 kg peut être traité en 6 batées environ. Nous pouvons donc estimer qu'une batée représente un peu plus de 13 kg. Le gain potentiel par batée est très aléatoire car il varie en fonction de la minéralisation du gravier. En cas de bonne production, il est possible d'obtenir une ou deux buchettes d'or (une buchette équivaut à 0,1 gramme) vendue localement à 1 500 FCFA.

C. INSTALLATION DES COMPAGNIES CHINOISES

L'activité des compagnies chinoises à Bozoum a commencé en janvier 2019. Ces compagnies sont arrivées escortées par une trentaine de soldats des Forces Armées de la Centrafrique (FACA) en provenance de Bouar qui protègent leurs installations nuit et jour contre un salaire de 10 000 FCFA par jour par soldat¹⁵⁶. Quatre sociétés minières¹⁵⁷ auraient acheté une vingtaine de « permis d'exploitation artisanal semi-mécanisée » en lit-vif, le long de la rivière Ouham. Une société peut en effet obtenir jusqu'à cinq permis d'un kilomètre carré chacun. En réalité, ces quatre compagnies semblent appartenir à la même personne¹⁵⁸.

Les compagnies chinoises dans la région de Bozoum semblent utiliser principalement deux techniques d'exploitation. D'une part, elles ont mis en place des canaux de détournement de la rivière afin de pouvoir explorer le lit de la rivière à l'aide de bulldozers et de pelles mécaniques. D'autre part elles ont construit des bassins d'environ 10 mètres de large et 6 mètres de profondeurs, perpendiculaires au fleuve, sur les berges, dont la fonction n'a pas pu être établie avec certitude.


Les conséquences environnementales et sociales sont catastrophiques, tant sur le lieu d'exploitation qu'en aval de la rivière. Le fleuve Ouham, qui faisait vivre une partie de la population de la sous-préfecture est devenu un véritable borbier marron dans lequel l'eau est trouble jusqu'au Tchad. L'abatage des arbres le long des berges ainsi que la déviation du lit de la rivière par endroit font courir d'importants risques d'inondation pour les champs et les villages en aval de l'exploitation.

Lors de l'installation de ces entreprises, la compagnie chinoise aurait promis le développement d'une cinquantaine d'emplois locaux et la construction d'écoles et de dispensaires. En réalité, seules 6 personnes auraient été recrutées comme gardiens, le reste de la main d'œuvre étant fournie par des ouvriers provenant du Cameroun ou de la République Démocratique du Congo sous management d'employés chinois. Une trentaine de machines fonctionneraient nuits et jours d'après les témoignages recueillis sur place.

Photo 40 : Appel à candidature pour la construction d'un poste de santé et d'une salle de classe, financée par la société minière « Chine Tchang Run ».

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
Unité - Dignité - Travail
PREFECTURE DE L'OUHAM-PENDE

Pour diffusion


AVIS D'OFFRE N°001/PUP/SG DU 21 MAI 2019
APPEL A CANDIDATURE

Dans le cadre de la construction de certaines infrastructures à réaliser par la Société Minière « CHINE TCHANG RUN », Il, est lancé un avis d'offre aux Entrepreneurs s'y connaissant dans le domaine ci-dessous énuméré à soumissionner.

Il s'agit de :


- Construction d'un Centre de Santé + Maternité à **BOELE** (voir plan)
- Construction d'un Poste de Santé au Village **GBAGO** (voir plan).
- Construction d'une Tribune, Place de Fête ;
- Construction d'un bâtiment comportant trois (03) Salles de Classe à **BOELE** (voir plan) ;


Cet avis d'offre est à adresser au Comité de Gestion sous couvert de Monsieur le Préfet de l'Ouham-pendé.

Un délai de deux (02) semaines est imparti pour le dépouillement des différentes soumissions au plus offrant.

NB : les renseignements sont à recueillir auprès du Comité de Gestion, présidé par le Préfet pour avoir une idée de l'enveloppe octroyée pour la réalisation des travaux.

Le Préfet





¹⁵⁶ Entretien avec la société civile de Bozoum, 10 juin 2019.

¹⁵⁷ « Tian Xiang », « Tian Run », « Meng » et « Mao ». Voir notamment la liste des permis miniers publiée sur le site du Ministère des finances et du budget et en particulier les arrêtés n°048, 104, 114, 139 et 140 de 2018. <http://finances-budget.cf/documents/permis-d-exploitation/permis-miniers> consulté le 11 novembre 2019.

¹⁵⁸ LEMONDE.FR, « Le combat du prêtre Aurelio Gazzera contre les mines d'or chinoises en Centrafrique », 25 septembre 2019, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/09/25/en-centrafrique-le-combat-d-un-pretre-italien-contre-les-mines-d-or-chinoises_6013048_3212.html consulté le 11 novembre 2019.



Photos 41 et 42 : Images satellite de Bozoum prises en juin 2018 et en juin 2019.¹⁵⁹

Les deux images satellites montrent la même zone autour de Bozoum sur un intervalle d'un an. On voit clairement sur l'image de droite les conséquences des activités minières le long de l'Ouham. Les berges sont fortement visibles en raison d'activités récentes et importantes, probablement rendues possibles à l'aide d'outils lourds tels que des bulldozers ou des excavatrices.

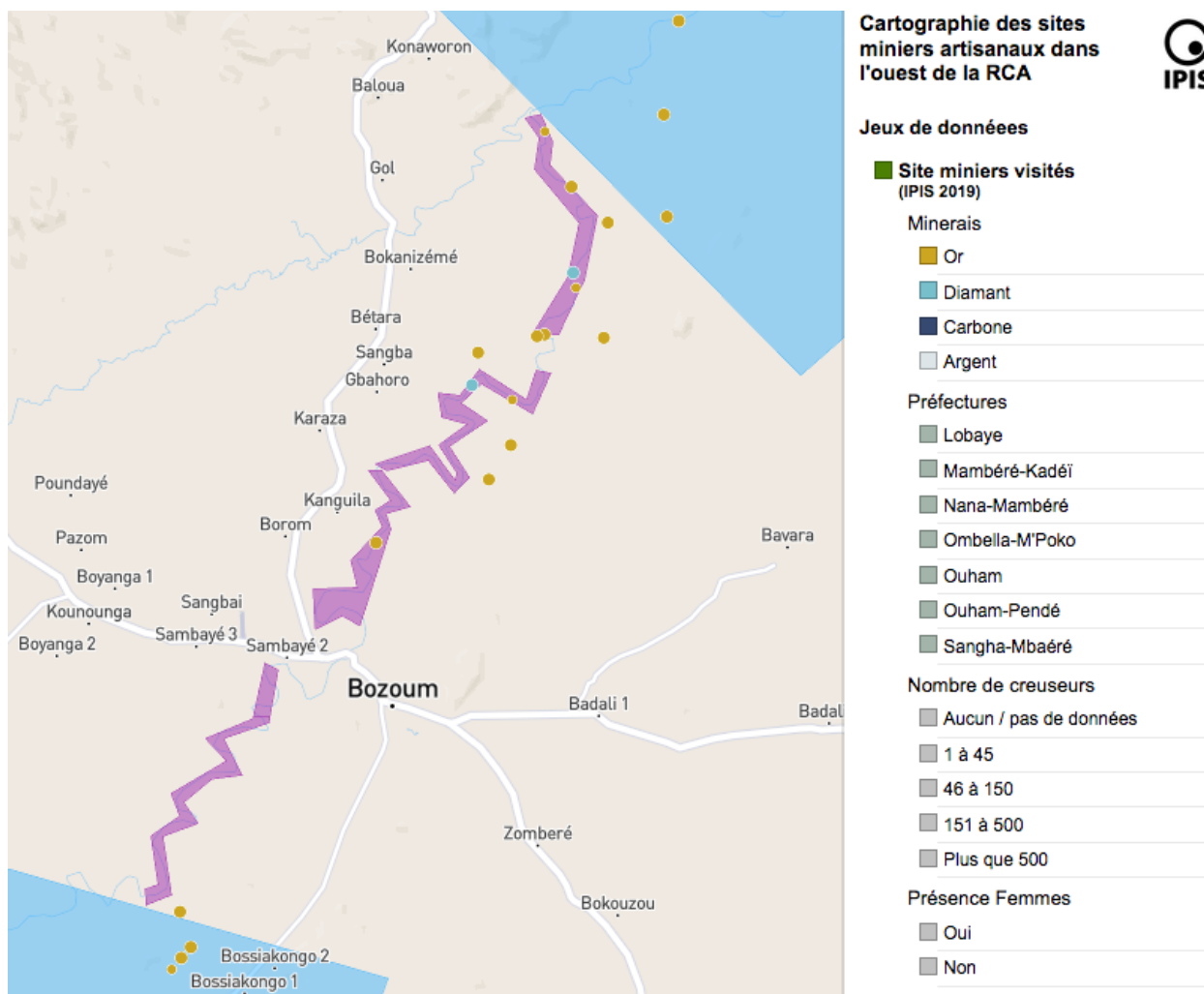


Photos 43 et 44 : Images satellite de Bozoum (vue rapprochée) prises en juin 2018 et en juin 2019. Sur ces images les canaux de détournement de la rivière ainsi que les piscines de décantation sont clairement visibles.

¹⁵⁹ Images disponibles via www.planet.com (le lien suivant nécessite la création d'un compte) : https://www.planet.com/explorer/#/mosaic/global_monthly_2019_06_mosaic/center/16.358,6.344/zoom/13
 CARTOGRAPHIE DES SITES MINIERES ARTISANAUX DANS L'OUEST DE LA CENTRAFRIQUE

Suite à l'inquiétude grandissante des populations locales et la publication de premiers articles de presse, le Ministre des mines a ordonné la suspension des activités minières le 25 mars 2019.¹⁶⁰ Cependant, les activités ont continué après quelques jours d'arrêt seulement.¹⁶¹

Carte 10 : Concessions minières (PEASM) et sites miniers artisanaux dans la région de Bozoum



Le 31 juillet 2019, un rapport d'analyses du laboratoire Lavoisier de Bangui, mandaté par une Commission parlementaire d'enquête, confirme la présence de mercure dans les eaux de la rivière Ouham.¹⁶² Les experts relèvent une concentration de mercure 4 à 26 fois supérieure aux valeurs admises et précisent « que la présence de mercure n'est pas détectée en amont du site d'exploitation minière ». Particulièrement toxique, le mercure « s'accumule dans la chaîne alimentaire, notamment dans les poissons ainsi que dans les espèces herbivores, ce qui accroît les risques de contamination des êtres humains vivant plus ou moins loin du lieu de pollution », rappellent les auteurs du rapport d'analyses.

¹⁶⁰ Voir « Décision n°004/19/MMG/DRICAB/DGM portant suspension des activités d'exploitation des sociétés Tian Xiang, Tian Run, Meng et Mao », *Annexe 2. Suspension des activités minières près de Bozoum*.

¹⁶¹ Observateurs de France24, 25 avril 2019, voir la vidéo disponible en ligne : <https://www.youtube.com/watch?v=66h5yBFBaY4> Une analyse plus détaillée fut publiée par France24 le 11 avril 2019 en anglais : <https://observers.france24.com/en/20190411-central-african-republic-river-chinese-mining-companies> consulté le 11 novembre 2019.

¹⁶² CNC avec AFP, « Centrafrique : mine chinoise à Bozoum, la pollution au mercure confirmée », 31 juillet 2019, <https://corbeaunews-centrafrique.com/centrafrique-mine-chinoise-a-bozoum-la-pollution-au-mercure-confirmee/> consulté le 11 novembre 2019.

La présence de ces sociétés chinoises a également créé une petite ruée vers l'or opportuniste. Certains villages, qui exploitaient déjà les berges de la rivière avant la venue des entreprises chinoises, se sont littéralement déplacés afin de suivre la progression des bulldozers de la société chinoise pour travailler la terre retournée afin d'en extraire les dernières paillettes. Ainsi entre 200 et 400 villageois se sont installés temporairement le long du fleuve, en provenance principalement des villages de Boyélé, Borom, Konékéré, Kanguila, Karaza et Kokol.



Photo 45 : Exploitation artisanale opportuniste sur les berges du canal creusé par les sociétés minières chinoises pour détourner la rivière Ouham et exploiter son lit asséché, près de Bozoum.

Il est difficile d'évaluer la production réelle obtenue par ces 4 sociétés. Cependant, il est possible d'évaluer approximativement une partie de leurs coûts d'opération. Rien que l'essence utilisée pour faire tourner une trentaine de machines, nécessite environ trois livraisons de camions citerne par semaine, en provenance du Cameroun selon certains témoins. Ces camions pouvant transporter jusqu'à 36 000 litres et les prix du diesel au Cameroun étant stable à environ 1 USD le litre¹⁶³, nous pouvons en déduire des frais d'environ 108 000 USD par semaine, sans parler des frais d'achat ou de transport des machines.

¹⁶³ https://fr.globalpetrolprices.com/Cameroon/gasoline_prices/ consulté le 11 novembre 2019.
CARTOGRAPHIE DES SITES MINIERS ARTISANAUX DANS L'OUEST DE LA CENTRAFRIQUE



Photos 46 et 47 : Impact de l'exploitation minière semi-artisanale sur la rivière Ouham (vue d'avion).

Sur ces images, on peut clairement voir le canal le long des berges qui a été creusé pour réduire le débit d'eau et faciliter l'exploitation du lit de la rivière à l'aide de machines.

En considérant le gramme d'or à 41,54 USD sur le marché international¹⁶⁴, ces sociétés doivent produire un minimum de 2 600 grammes par semaine pour rester rentable (estimation conservatrice).¹⁶⁵ Or, d'après le rapport parlementaire déjà cité, le cahier d'exploitation présente une production bien inférieure, de 400 grammes à 1 kilo par mois.¹⁶⁶ Toujours d'après l'enquête parlementaire, il semblerait que l'or soit évacué chaque samedi vers Garoua-Boulay au Cameroun via Bouar.

¹⁶⁴ Pendant la période de l'enquête, la moyenne mobile à 50 jours du prix de l'once d'or était évaluée à 1 292,13 USD (valeur au 14 mai 2019), soit 41,54 USD par gramme. Source : <https://or.fr/cours/or/usd> consulté le 11 novembre 2019.

¹⁶⁵ Investissement minimal de 108 000 USD par semaine / 41,54 dollars le gramme = 2 599,90 grammes.

¹⁶⁶ Lemonde.fr, « Le combat du prêtre Aurelio Gazzera contre les mines d'or chinoises en Centrafrique », 25 septembre 2019, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/09/25/en-centrafrique-le-combat-d-un-pretre-italien-contre-les-mines-d-or-chinoises_6013048_3212.html consulté le 11 novembre 2019.

IV. CONCLUSION

D'avril à juillet 2019, l'*International Peace Information Service* (IPIS), en partenariat avec les autorités nationales, a réalisé **une cartographie des sites miniers artisanaux dans l'ouest de la Centrafrique** afin de mieux cerner les dynamiques socio-économiques locales (y compris les potentiels conflits et obstacles à la chaîne d'exportation légale), principalement dans le secteur aurifère. Pour mener à bien cette étude, cinq équipes mixtes composées de cinq représentant du Ministère des Mines et de la Géologie (MMG) de la République de Centrafrique (RCA)¹⁶⁷ et de cinq membres issus de la société civile centrafricaine ont sillonné les 7 préfectures de l'ouest du pays que sont la Lobaye, Mambéré-Kadeï, Nana-Mambéré, Ombella-M'Poko, Ouham, Ouham-Pendé et Sangha-Mbaéré.

Au total, **les équipes ont visités 322 sites miniers** sur lesquels des entretiens avec différents acteurs ont permis de remplir un questionnaire portant sur la compréhension des données liées à la production, la transformation et la vente des minerais. Parmi les sites visités, 201 exploitent exclusivement de l'or, 61 exclusivement des diamants et 60 exploitent à la fois de l'or et des diamants.

La population de travailleurs (c'est-à-dire toutes les personnes qui participent activement à la production et à l'exploitation de minerais) sur les sites visités est évaluée à 62 042 individus dont 28 % de femmes. En moyenne il y a 193 travailleurs par site mais la plupart des sites comptent environ 77 personnes (médiane). Les enfants de moins de 15 ans qui participent activement à la production représentent 11 % des travailleurs. Ils travaillent principalement à des tâches de soutien (laver les minerais, les transporter ou les traiter, c'est-à-dire trier). Cependant, sur 51% des sites où ils étaient présents (N = 249) des enfants ont aient été vu creuser à l'air libre. Nous pouvons estimer de manière conservatrice **le nombre total de travailleurs sur les sites miniers sur l'ensemble du territoire de la RCA entre 150 000 et 200 000 individus.**

Les principaux types d'exploitations observés sur les 322 sites visités sont les puits (62 %) ou terrasses ouvertes (61 %), l'exploitation en berge d'une rivière (53 %) ou bien directement dans le lit de la rivière (barrage ou plongeurs, 35 %). Un même site peut englober plusieurs types d'exploitation. Les sites miniers s'inscrivent dans le territoire rural de la RCA. Ils sont souvent difficiles d'accès (35 % des sites visités nécessitent au moins une heure de marche) et ne sont pas couverts par le réseau téléphonique (78 % des sites visités).

L'artisanat minier se caractérise par une forte demande en main d'œuvre et un faible niveau de mécanisation. Les équipements personnels de protection sont complètement absents. Pourtant, **l'exploitation artisanale est une activité particulièrement dangereuse.** Afin d'atteindre le gravier minéralisé, les ouvriers creusent parfois des puits pouvant atteindre 10 à 15 mètres de profondeur. Une fois la couche de gravier atteinte, les creuseurs taillent des galeries horizontales, partant du fond du puits et qui suivent l'orientation de la veine de gravier. Dans les 12 mois précédant la visite des équipes d'IPIS, il a été rapporté que 87 personnes avaient perdu la vie sur 42 sites, principalement à cause d'éboulements dans les galeries. De plus, 1154 personnes auraient été blessées sur 116 sites pendant la même période.

En ce qui concerne la sécurité, un tiers des sites (33 %, N = 322) ont été le théâtre d'un conflit dans les douze derniers mois précédant les visites. Dans 80 % des cas (N = 105), il s'agit d'un conflit directement lié à l'exploitation minière (conflit de limite de chantiers, vol de minerais, conflits entre creuseurs, propriétaires ou assureurs...).

¹⁶⁷ Il s'agissait plus précisément de points focaux du Secrétariat Permanent pour le Processus de Kimberley en RCA (SPPK-RCA), rattachés au Ministère des Mines et de la Géologie. Dans le futur, IPIS espère étendre le nombre de personnes issues de la société civile et du MMG participant aux formations et aux visites de sites sur le terrain.

A. ESTIMATION DE LA PRODUCTION D'OR

Sur les 261 sites aurifères visités par les équipes d'IPIS (y compris les sites mixtes produisant de l'or et des diamants), 90 % ont enregistré une production la semaine précédant la visite. La production hebdomadaire totale de ces sites était de plus de 35 700 grammes soit une moyenne de presque 142 grammes par site. Cependant, la majorité des sites n'ont enregistré une production que de 28 grammes (médiane). Rapportée à l'ensemble du territoire, nous pouvons estimer la production pendant la semaine précédant les visites à environ 110 kilos d'or. **Sur une année, IPIS estime la production d'or artisanal à environ 5 720 kilos d'or.** Cette estimation ne prend cependant pas en compte d'éventuelles pertes de volume avant l'exportation liée à des mécanismes de purification de l'or artisanal au sein de fonderies traditionnelles. La production officiellement enregistrée en 2018 s'élève à un peu moins de 142 kg. Bien que représentant une forte hausse par rapport aux années précédentes, d'après nos estimations, cela ne représenterait que 2,5% de la production estimée du pays.

Le prix médian pratiqué sur 259 sites de notre échantillon pour un gramme d'or est de 25,64 USD (soit 15 000 FCFA). Chaque semaine, les sites aurifères produisent donc en moyenne un peu plus de 4 000 USD (bien que la plupart des sites ne produisent que 641 USD par semaine d'après la médiane). Rapporté au nombre de travailleurs sur les sites aurifères, cela signifie qu'en moyenne un travailleur produit 18,6 USD d'or par semaine (médiane 8,7 USD). Il est important de noter une nouvelle fois que les travailleurs ne conservent qu'une fraction de la valeur générée par leur production et que leur revenu réel dépend parfois de mécanismes de préfinancement qui varient d'un site à l'autre.

B. ESTIMATION DE LA PRODUCTION DE DIAMANTS

IPIS estime la production de diamant à 195,8 carats pendant la semaine précédant la visite sur les 121 sites produisant des diamants de l'échantillon. **La production annuelle de diamants est évaluée à 10 400 carats.** Projeté sur l'ensemble du pays, nous pouvons estimer **la production annuelle total de diamants en RCA à environ 187 000 carats.** En 2018, la Centrafrique a officiellement enregistré un volume d'exportation représentant 13 671,7 carats. Suivant nos estimations, la production officiellement exportée couvrirait donc environ 7,3 % de la production potentielle du pays.

La valeur générée sur les sites de diamants visités (calculée en multipliant la production estimée par le prix pratiqué sur chaque site) correspond approximativement à 3 079 000 dollars américains. Rapporté au nombre de travailleurs sur ces sites, cela signifie qu'en moyenne un travailleur génère environ 19 USD par semaine, bien que la majorité des travailleurs ne génèrent que 2,3 USD par semaine (médiane). L'étude insiste sur le fait que la valeur générée ne représente qu'une partie du revenu réel de chaque travailleur. Le revenu dépend également de mécanismes de préfinancement qui varient d'un site à l'autre.

C. ESTIMATION DU REVENU DES CREUSEURS

Sur les sites d'or comme sur les sites de diamants, **le revenu minimum d'un travailleur a été estimé entre 9,45 (médiane) et 11,77 USD (moyenne) pour une semaine** de 5,5 jours de travail. Nous pouvons donc constater qu'au-delà de la valeur générée, les mécanismes de préfinancement jouent un rôle crucial pour assurer un revenu minimum à une grande partie de la population minière artisanale. Or, les relations de préfinancement ont été particulièrement déstructurées par la crise de 2013 et l'effondrement du secteur formel, tout particulièrement dans l'exploitation des diamants. Les sites d'or offrant une meilleure prévisibilité, on observe ces dernières années une augmentation à la fois de la production et du nombre de creuseurs évoluant dans l'or.

D. IMPORTANCE DE L'INFORMALITE ET DE LA FRAUDE

L'exploitation des minerais centrafricains reste marquée par l'informalité et la fraude à l'exportation. Les principales destinations de l'or en RCA sont Bangui (mentionné sur 67 sites), Yaloké, Abba, Bozoum, Berberati, Carnot et Bossangoa. Toutefois, plus d'un tiers des sites (116, N = 322) ont mentionné le Cameroun comme principale destination des minerais. La quantité de minerais produite et exportée est d'autant plus difficile à suivre que la production n'est enregistrée que sur 33,5 % des sites (de manière formelle ou informelle).

Cependant, un retour des services de l'État semble s'amorcer dans l'ouest du pays. **Près de la moitié des sites (48,5 %, N = 322) sont fréquentés par au moins un service de l'état.** L'USAF est mentionné sur 92 sites, les autorités locales et l'administration des mines respectivement sur 56 et 54 sites. La fréquence de leur passage reste cependant le plus souvent aléatoire, annuelle ou bien trimestrielle.

De nombreux acteurs rencontrés se plaignent de l'absence des services de l'État pour l'encadrement de l'activité minière artisanale, et ce malgré l'amélioration de la sécurité dans leur région. L'absence des services de l'État sur les sites rend également difficile le contrôle et la taxation de la production. Ainsi **l'absence de représentants de l'administration des mines et de bureaux d'achats à proximité est citée comme la principale raison de l'exportation des minerais vers le Cameroun** – sans bénéfice pour les communautés centrafricaines.

La présence d'individus armés est observée dans plus d'un quart des sites (27,33 %, N = 322). Il s'agit principalement de groupes d'auto-défense¹⁶⁸ (10,87 %, N = 322) ou bien de représentant des forces de sécurité étatiques (Gendarmerie, FACA, MINUSCA, USAF, etc., présents sur 6,83 % des sites, N = 322). Quant aux groupes armés non étatiques, leur présence a été relevée sur 35 sites (10,87 %, N = 322), principalement près de Bocaranga, Baboua et Abba.¹⁶⁹

Le groupe armé 3R contrôle quasiment tous les sites (33 sur 35) sur lesquels un groupe armé était présent dans notre échantillon. Cela est principalement dû aux régions visitées par nos équipes. Lorsque la production est taxée (sur 13 des 33 sites qu'ils fréquentent), les 3R prélèvent chaque semaine un total de 1 850 USD, soit environ 142 USD par site. Cela représente en moyenne 7,5 % de la production hebdomadaire de chacun de ces sites.

E. IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX

L'impact environnemental de l'exploitation minière est clairement visible. Sur 78 % des sites (N = 322), « la couleur ou l'odeur de l'eau ont changé à cause de l'exploitation du site », et sur 98 % (N = 322) la déforestation est massivement pratiquée à des fins d'extension, de chauffage ou d'étalement des galeries. Par ailleurs, la présence du mercure n'a été constatée que sur 3 sites artisanaux et semble être le fait d'acteurs étrangers (collecteurs tchadiens, sociétés chinoises) apportant ces méthodes pour améliorer le rendement pendant la phase de traitement des minerais. Lors de notre visite à Bozoum, en juin 2019, de nombreux membres de la société civile s'inquiétaient de l'utilisation du mercure par les compagnies chinoises exploitant les berges de la rivière Ouham.

¹⁶⁸ Dans la plupart des cas, les individus armés se présentant comme appartenant à des groupes d'auto-défense sur les sites miniers dans l'ouest de la RCA appartiennent au mouvement des Anti-balaka.

¹⁶⁹ Il est important de rappeler que l'insécurité, notamment à cause de la présence de groupes armés, a parfois empêché les enquêteurs de visiter certaines régions. De ce fait, ce chiffre ne peut être interprété comme le pourcentage de sites miniers contrôlés par des groupes armés dans l'ouest de la RCA.

RECOMMANDATIONS

Les recommandations qui suivent sont principalement inspirées d'un atelier de restitution organisé du 14 au 16 janvier à Bangui dans le cadre du projet « Droits de Propriété et Artisanat Minier » (DPAM), financé par l'Agence américaine de développement international (USAID).¹⁷⁰ Cependant, ce chapitre, tant dans son contenu que dans ses formulations, n'engage que les auteurs du présent rapport.

Les recommandations retenues s'articulent autour de cinq grands thèmes : la législation centrafricaine concernant l'artisanat minier ; la lutte contre la contrebande de la production vers les pays limitrophes ; le soutien à la formalisation des acteurs du secteur artisanal et en particulier des femmes ; la protection de l'environnement, ainsi que le rôle de la société civile et des partenaires internationaux.

AMELIORER LA LEGISLATION CENTRAFRICAINE CONCERNANT L'ARTISANAT MINIER ET LA MISE EN ŒUVRE DE CHAINES D'APPROVISIONNEMENT ET DE COMMERCIALISATION RESPONSABLES DES MINERAIS

IPIS recommande d'harmoniser les textes juridiques de la République Centrafricaine avec les nouvelles normes internationales en matière de certifications et de traçabilité. Le code minier actuellement en vigueur en Centrafrique date de 2004 et n'est plus à jour par rapport aux textes internationaux tels que le **Guide de l'OCDE sur le Devoir de Diligence** pour des chaînes d'approvisionnement responsables en minerais provenant de zones de conflit ou à haut risques¹⁷¹, le Mécanisme de certification des minéraux de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL)¹⁷² et la **Convention de Minamata** sur l'élimination de l'utilisation du mercure soutenue par le Programme pour l'environnement des Nations unies.¹⁷³

IPIS recommande également de **vulgariser les textes encadrant le secteur aurifère** notamment le Code Minier et le guide de l'OCDE auprès des communautés locales et des ouvriers miniers.

LUTTER CONTRE LA FUITE ILLEGALE DE LA PRODUCTION AURIFERE ET DIAMANTIFERE CENTRAFRICAINE VERS LES PAYS LIMITROPHES

IPIS recommande de **renforcer les mécanismes de contrôle dans la chaîne d'approvisionnement**. Ce renforcement doit passer par l'accroissement des capacités des acteurs chargés de lutter contre la fraude, notamment en recrutant plus d'effectifs pour augmenter leur présence sur le terrain, et en leur fournissant du matériel tel que des motos.

La sécurisation des frontières apparaît également comme un enjeu dans la lutte contre les flux illégaux de minerais. En effet, une importante partie de la production d'or et de diamants semble être évacuée vers le Cameroun de manière illégale et non déclarée. Afin de contrer ce phénomène, l'USAF devrait renforcer sa présence dans les zones minières et davantage **coordonner ses efforts avec les forces armées (Gendarmerie, FACA et**

¹⁷⁰ CNC, « Les artisans miniers outillés sur les bonnes pratiques en matière de l'or en RCA », 26 janvier 2020, <https://corbeaunews-centrafrique.com/centrafrique-les-artisans-miniers-outilles-sur-les-bonnes-pratiques-en-matiere-de-lor-en-rca/> consulté le 28 janvier 2020.

¹⁷¹ Disponible à l'adresse suivante :

<http://www.oecd.org/fr/daf/inv/mne/Guide-OCDE-Devoir-Diligence-Minerais-%20Edition3.pdf> consulté le 26 novembre 2019.

¹⁷² Disponible à l'adresse suivante : <http://www.oecd.org/fr/daf/inv/responsabilitedesentreprises/49111399.pdf> consulté le 10 février 2020.

¹⁷³ Voir notamment, Programme des Nations unies pour l'Environnement, Convention de Minamata sur le mercure, Septembre 2019 disponible sur :

<http://mercuryconvention.org/Convention/texte/tabid/5577/language/fr-CH/Default.aspx> consulté le 28 janvier 2020.

douanes) dans les zones frontalières. La coordination et **les échanges avec les autorités des pays limitrophes doit être encouragée**, notamment dans la lutte contre les réseaux criminels.

IPIS recommande **l'ouverture de bureaux d'achats légaux** en province et la facilitation des formalités d'exportation des minerais aux principaux points de passages frontaliers, dans le respect du droit national et international. En contrepartie, **la lutte contre la corruption et l'impunité** doit être renforcée aux frontières ainsi que dans les aéroports nationaux et internationaux.

RENFORCER LA FORMALISATION DES ARTISANS ET OUVRIERS MINIERIS AINSI QUE LA PLACE DES FEMMES DANS LA CHAINE DE PRODUCTION ET DE COMMERCIALISATION FORMELLE

IPIS recommande aux autorités nationales, ainsi qu'aux partenaires techniques et financiers de la Centrafrique, d'aborder la question de l'artisanat minier **dans une optique de formalisation et d'encadrement**, tout en soutenant les initiatives visant à **renforcer la place des femmes comme acteur clés de l'artisanat minier**.

L'objectif doit être de permettre aux nombreuses familles centrafricaines qui vivent de l'exploitation des minerais de subvenir à leurs besoins de manière digne et sécurisée, tout en permettant à l'État de récupérer les taxes et droits d'exportations qui lui sont dû afin de soutenir le développement de l'économie du pays. Pour cela, **une évaluation des effets de la baisse récente des taxes et frais de douane devrait être envisagée en 2020**.

Par ailleurs, IPIS encourage **la continuation des efforts de formalisation** de l'activité minière à l'échelle des responsables de sites ou des chefs de chantiers (y compris des femmes) ainsi que les différents projets de renforcement des capacités des différents ministères et autres acteurs clés du secteur.

Un véritable effort est également nécessaire au niveau de **l'enregistrement de la production** à l'échelle de chaque site minier. Des initiatives de redistribution locale de fonds miniers basées sur la production enregistrée localement peuvent permettre d'inciter les responsables de sites à déclarer en toute honnêteté leur production et pourraient être testées sous forme de projets pilotes. Ces initiatives pourraient également permettre d'encourager et de faciliter les mécanismes de préfinancement formel et transparent.

Ainsi, la mise en place de **banques de financement et de banques de matériel**, dans les zones minières, permettrait d'appuyer les acteurs clés de la chaîne de production, notamment les femmes qui sont particulièrement présentes et actives dans le secteur aurifère. En effet, dans de nombreux endroits, le manque de matériel et de préfinancement freine le développement de la production et entraîne une dégradation des conditions de travail et une augmentation des risques liés à l'exploitation minière artisanale.

IPIS recommande également la mise en œuvre du **Code pour l'atténuation des Risques dans l'Activité minière artisanale et à petite échelle, s'engageant dans un commerce Formel et Transparent (CRAFT)**. La mise en place du CRAFT accélérera la conformité des minerais artisanaux centrafricains avec les standards internationaux en termes de devoir de diligence attendu par les acteurs en aval de la chaîne de commercialisation.

Parmi les premières mesures à prendre dans le cadre de la mise en œuvre du CRAFT, IPIS suggère de sensibiliser les acteurs du secteur aux avantages du CRAFT et du devoir de diligence, de mettre en place une **stratégie nationale visant à la réduction puis à l'élimination des pires formes du travail des enfants dans les sites miniers** ainsi que de mettre en œuvre une politique nationale promouvant l'implication des femmes dans la gestion des chantiers, notamment dans leur nomination en tant que femmes chefs de chantier.

L'élaboration d'un plan d'action national entre l'état Centrafricain et les partenaires dans le secteur aurifère favorisant le développement de la mine artisanale permettra de faciliter l'appui des partenaires techniques et financier. D'autres pistes de réflexion peuvent être envisagées **afin de favoriser la vente légale des minerais par les artisans miniers et les acteurs nationaux**, tels que permettre au gouvernement centrafricain d'acheter une partie de la production d'or artisanal, relancer le projet de comptoir national connu sous le nom de COMIGEM (Comptoir des Minéraux et Gemmes) ou encore favoriser l'ouverture de bureaux d'achats décentralisés basés dans les villes sous-préfectorales.

RENFORCER LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT CONTRE LES EFFETS NEFASTES DE L'ACTIVITE MINIERE

IPIS encourage le **renforcement de la coordination** entre le Département environnement du Ministère des Mines et de la Géologie et le Ministère de l'Environnement afin de renforcer le contrôle du respect du cahier des charges des sociétés minières semi-artisanales. L'utilisation des fonds séquestres disponibles pour la réhabilitation des sites miniers abandonnés doit être encouragée et systématisée ainsi que le vote et la mise en œuvre d'une loi sur le principe de pollueur-payeur.

Il convient également de promouvoir **les bonnes pratiques environnementales** et notamment l'abandon définitif des techniques d'amalgamation de l'or par l'utilisation du mercure, qui semblent encore peu présentes sur les sites miniers artisanaux mais qui ont été constatés à plusieurs reprises dans le cadre d'une exploitation semi-mécanisée dans l'ouest de la RCA.

Il est urgent d'organiser **des campagnes de sensibilisation contre l'utilisation du mercure dans l'artisanat minier**, notamment au moyen du guide pratique publié par les Nations unies qui propose des solutions pour renforcer la qualité et la concentration de la production aurifère artisanale sans utiliser de mercure.¹⁷⁴

Enfin, la transparence vis-à-vis des conditions d'obtention de permis et un réel contrôle des activités et de la production des sociétés minières semi-artisanales et des coopératives minières doivent être encouragés.

PRIORITES POUR LA SOCIETE CIVILE ET LES PARTENAIRES INTERNATIONAUX POUR LE DEVELOPPEMENT RESPONSABLE DE L'ACTIVITE MINIERE

Afin de renforcer le contrôle de l'État centrafricain sur la chaîne de commercialisation des minerais, IPIS recommande la poursuite des efforts de compréhension du secteur artisanal, notamment par la continuation des visites de terrain afin **d'élargir la cartographie des sites miniers artisanaux sur le plan national**. Ces visites de terrain, en partenariat avec le Ministère des Mines et de la Géologie et des membres issus de la société civile centrafricaine permettent de renforcer les capacités de nombreux acteurs tout en diffusant une meilleure compréhension partagée des enjeux du secteur.

IPIS suggère également de **promouvoir l'implication de la société civile et des journalistes** pour un plaidoyer constructif autour de la mise en œuvre du devoir de diligence et du CRAFT, notamment via l'organisation d'ateliers inclusifs et participatifs lors de l'élaboration du plan d'action national pour la formalisation du secteur aurifère.

¹⁷⁴ Voir notamment le *Chapitre 2.6 Procédés sans mercure* (p. 48 et suivantes) du guide des Nations unies pour *Réduire l'utilisation du mercure dans le secteur de l'orpaillage et de l'exploitation minière artisanale*, 2012, UNEP disponible à l'adresse suivante, consulté le 28 janvier 2020 :

https://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/11478/GuidePratiqueReduireL%27UtilisationdeMercure_FR.pdf?sequence=1&isAllowed=y

Les partenaires techniques et financiers sont encouragés à **répondre aux besoins de formation et de renforcement des capacités existantes** dans les domaines de la mise en œuvre du CRAFT, des bonnes techniques de renforcement de la production aurifère artisanale sans utilisation du mercure, de la vulgarisation des textes juridiques, de l'accès au financement ou encore du renforcement de la formalisation (en particulier des femmes qui jouent un rôle primordial dans les chaînes de production et de commercialisation de l'or) et de la lutte contre la criminalité ou les pires formes du travail des enfants sur les sites miniers.

ANNEXES

I. DECRET DU 23 JUILLET 2019 PORTANT SUR LES DROITS D'EXPORTATION

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2019

PREMIERE PARTIE

CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

TITRE I

DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

I. DISPOSITIONS DOUANIÈRES

DES DROITS A L'EXPORTATION DU DIAMANT

Article 11 : Les dispositions de l'article 12 de la Loi de finances rectificative pour l'année 2018, relatives aux droits à l'exportation du diamant sont modifiées ainsi qu'il suit :

AU LIEU DE : **Art.26**

Tarif	Libellé simplifié	Taux
71 02	Diamant brut	5,75% de la Valeur d'expertise BECDOR
71 08	Diamant travaillé	2,75% de la Valeur Transactionnelle
71 08	Or brut	2,25% de la Valeur BECDOR
	Or travaillé	1,75% de la Valeur Transactionnelle

L'exportation du diamant brut et de l'or est assujettie au paiement des droits et taxes dont les taux cumulés sont fixés à 5,75% pour le diamant et 2,25% pour l'or et se décomposent comme suit :

a/ Pour le Diamant

Droit de Sortie (DS)	4%
Taxe de Promotion Minière (TPM)	0,75%
Frais de Certification / Bureau Permanent du Processus de Kimberley	0,50%
Redevance Equipement Informatique	0,50%

LIRE : **Art.26**

Tarif	Libellé simplifié	Taux
71 02	Diamant brut	4% de la Valeur d'expertise BECDOR
71 08	Diamant travaillé	2,75% de la Valeur Transactionnelle
71 08	Or brut	2,25% de la Valeur BECDOR
	Or travaillé	1,75% de la Valeur Transactionnelle

L'exportation du diamant brut est assujettie au paiement des droits et taxes dont le taux cumulé est fixé à 4% et se décompose comme suit :

a/ Pour le Diamant

Droit de Sortie (DS)	2,25%
Taxe de Promotion Minière (TPM)	0,75%
Frais de Certification / Bureau Permanent du Processus de Kimberley	0,50%
Redevance Equipement Informatique	0,50%

Le reste sans changement.

DEUXIEME PARTIE
MOYENS DE SERVICES
ET DISPOSITIONS DIVERSES
TITRE I

MOYENS DE SERVICES

BUDGET GENERAL

Article 17 : Les crédits ouverts au titre du collectif budgétaire de l'Etat pour l'exercice 2019 sont arrêtés à **262 494 593 000 F CFA**, et se décompose comme suit :

- Dépenses de Personnel :	63 473 193 000 F CFA;
- Dépenses de biens et services :	42 268 265 000 F CFA;
- Dépenses en Frais financiers :	6 403 700 000 F CFA;
- Dépenses d'Intervention :	38 702 623 000 F CFA;
- Dépenses d'Investissement :	93 079 542 000 F CFA;
- Dépenses de Remboursement de la Dette :	18 567 270 000 F CFA.

- TITRE II
DISPOSITIONS DIVERSES

Article 18 : La date limite des engagements des crédits du budget de l'Etat pour l'exercice 2019 est fixée au 15 novembre 2019.

Article 19 : La date limite des ordonnancements pour l'exercice 2019 est fixée au 15 décembre 2019.

Article 20 : La période complémentaire court du 1^{er} au 31 janvier 2020.

Article 21 : Les dispositions des Lois de Finances antérieures non expressément abrogées restent en vigueur.

Article 22 : La présente Loi, qui prend effet à compter de la date de sa signature, sera enregistrée et publiée au Journal Officiel de la République Centrafricaine et 3 communiquée partout où besoin sera./-

Fait à Bangui, le 23 JUIL. 2019


Professeur Faustin Archange TOUADERA

2. SUSPENSION DES ACTIVITES MINIERES PRES DE BOZOUM

MINISTRE DES MINES ET DE LA
GEOLOGIE

DIRECTION DU CABINET

DIRECTION GENERALE DES MINES



REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Unité - Dignité - Travail

DECISION N° 004/19/MMG/DIRCAB/DGM. PORTANT SUSPENSION DES ACTIVITES D'EXPLOITATION DES SOCIETES TIAN XIANG, TIAN RUN, MENG ET MAO

LE MINISTRE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE

- Vu** la Constitution de la République Centrafricaine du 30 mars 2016;
- Vu** la Loi n° 09.005 du 29 avril 2009, portant Code Minier de la République Centrafricaine ;
- Vu** le Décret n° 16.0218 du 30 mars 2016, portant promulgation de la constitution de la République Centrafricaine;
- Vu** le Décret n° 09.126 du 30 avril 2009, fixant les conditions d'application de la Loi n° 09.005 du 29 avril 2009, portant Code Minier de la République Centrafricaine ;
- Vu** le Décret n° 19.056 du 25 février 2019, portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;
- Vu** le Décret n° 19.072 du 22 mars 2019, portant nomination des Membres du Gouvernement et ses modificatifs subséquents ;
- Vu** le Décret n° 16.301 du 28 Juillet 2016, portant adoption du Cadre Organique de l'Administration Centrafricaine ;
- Vu** le Décret n° 15.102, du 23 mars 2015, portant organisation et fonctionnement du Ministère des Mines, de l'Energie et de l'Hydraulique et fixant les attributions du Ministre ;

SUR RAPPORT DU DIRECTEUR GENERAL DES MINES

Rue de l'Industrie BP 26 Bangui République Centrafricaine

Tél. +236 21 61 39 44 Fax : +236 21 61 06 46

Website : www.mines.gouv.cf

DECIDE

Article 1^{er} : Les activités d'exploitation des Sociétés Minières TIAN XIANG, TIAN RUN, MENG et MAO basées à BOZOOM sont suspendues jusqu'à nouvel ordre.

Motif : Non respect des textes qui régissent les activités minières en République Centrafricaine, notamment le manquement aux obligations relatives à la protection de l'environnement.

Article 2 : Les sociétés TIAN XIANG, TIAN RUN, MENG et MAO ne reprendront leurs activités qu'après avoir rempli toutes les conditions exigées par la Loi et règlement en vigueur.

Article 3 : Le Directeur Général des Mines et le Commandant la Compagnie de l'Unité Spéciale Anti-Fraude sont chargés, chacun en ce qui le concerne de la stricte application des dispositions de la présente Décision.

Article 4 : La présente Décision prend effet à compter de la date de sa signature et sera notifiée aux intéressés.

Fait à Bangui, le 25 MARS 2019



Leopold NBOU-FATRAN
Ministre des Mines et de la Géologie

Ampliations :
SEM PR/CE.....ATCR
SEM PM/CG.....ATCR

Rue de l'Industrie BP 26 Bangui République Centrafricaine
Tél. +236 21 61 39 44 Fax : +236 21 61 06 46
Website : www.mines.gouv.cf

INDEXES

TABLES

TABLE 1 : SITES MINIERS VISITÉS PAR PRÉFECTURE	13
TABLE 2 : RÉPARTITION DES SITES MINIERS VISITÉS PAR MINÉRAI	16
TABLE 3 : NOMBRE DE TRAVAILLEURS SUR LES SITES VISITÉS	17
TABLE 4 : RÉPARTITION DU NOMBRE DE TRAVAILLEURS ENTRE HOMMES, FEMMES ET ENFANTS	21
TABLE 5 : RÉPARTITION DU NOMBRE DE TRAVAILLEURS ENTRE HOMMES, FEMMES ET ENFANTS SUR LES SITES AURIFÈRES	22
TABLE 6 : RÉPARTITION DU NOMBRE DE TRAVAILLEURS ENTRE HOMMES, FEMMES ET ENFANTS SUR LES SITES DIAMANTIFÈRES	23
TABLE 7 : RÉPARTITION DU NOMBRE DE TRAVAILLEURS ENTRE HOMMES, FEMMES ET ENFANTS SUR LES SITES ARTISANAUX MIXTES	23
TABLE 8 : PRODUCTION HEBDOMADAIRE ESTIMÉE D'OR POUR LA SEMAINE PRÉCÉDANT LA VISITE	36
TABLE 9 : VALEUR HEBDOMADAIRE (USD) GÉNÉRÉE SUR CHAQUE SITE AURIFÈRE	37
TABLE 10 : ESTIMATION DE LA VALEUR HEBDOMADAIRE (USD) GÉNÉRÉE PAR UN TRAVAILLEUR SUR LES SITES D'OR	38
TABLE 11 : ESTIMATION DE LA PRODUCTION HEBDOMADAIRE (CARATS) SUR LES SITES VISITÉS	40
TABLE 12 : ESTIMATION DE PRODUCTION ANNUELLE (CARATS) SUR LES SITES VISITÉS	41
TABLE 13 : ESTIMATION DE LA TAILLE MOYENNE DES PIERRES PRODUITES SUR LES SITES ET DU PRIX PAR CARAT	42
TABLE 14 : POIDS ET PRIX LES PLUS ÉLEVÉS POUR UN DIAMANT BRUT SUR LES 12 DERNIERS MOIS	43
TABLE 15 : ESTIMATION DE LA FORME MOYENNE DES PIERRES PRODUITES SUR LES SITES	45
TABLE 16 : ESTIMATION DE LA COULEUR MOYENNE DES PIERRES PRODUITES SUR LES SITES	45
TABLE 17 : ESTIMATION DE LA VALEUR GÉNÉRÉE SUR LES SITES DE DIAMANTS (USD)	46
TABLE 18 : ESTIMATION DE LA VALEUR HEBDOMADAIRE (USD) GÉNÉRÉE PAR CREUSEUR	47
TABLE 19 : ESTIMATION DE LA VALEUR ANNUELLE (USD) GÉNÉRÉE PAR CREUSEUR	47
TABLE 20 : REVENUS HEBDOMADAIRE ESTIMÉS SUR LA BASE DE LA VALEUR GÉNÉRÉE (EN USD)	51
TABLE 21 : PRINCIPALES DESTINATIONS MENTIONNÉES SUR PLUS DE 5 SITES	56
TABLE 22 : PRINCIPALES DESTINATIONS MENTIONNÉES SUR PLUS DE 5 SITES AURIFÈRES OU MIXTES	57
TABLE 23 : PRINCIPALES DESTINATIONS MENTIONNÉES SUR PLUS DE 5 SITES DIAMANTIFÈRES OU MIXTES	59

FIGURES

FIGURE 1 : RÉPARTITION DU NOMBRE DE TRAVAILLEURS PAR SITE	18
FIGURE 2 : RÉPARTITION DE LA DISTRIBUTION DE TRAVAILLEURS PAR MINÉRAIS	19
FIGURES 3 ET 4 : NOMBRE DE JOURS ET D'HEURES TRAVAILLÉES PAR SEMAINE EN SAISON SÈCHE ET EN SAISON DES PLUIES	20
FIGURE 5 : TYPE DE TRAVAIL EFFECTUÉS PAR LES FEMMES SUR LES SITES	22
FIGURE 6 : DIAGRAMME DE LA CHAÎNE DE COMMERCIALISATION DES MINÉRAIS EN RCA	25
FIGURES 7 ET 8 : COMPARAISON DU STATUT DU SITE D'APRÈS LES PERSONNES INTERROGÉES ET DES RÉSULTATS OFFICIELS QUANT À LA SITUATION DES SITES MINIERS ARTISANAUX VISITÉS PAR RAPPORT AUX AUTORISATIONS ET PERMIS D'EXPLOITATION	29
FIGURE 9 : OUTILS ET ÉQUIPEMENTS OBSERVÉS SUR LES SITES VISITÉS	33
FIGURES 10 ET 11 : PRODUCTION AURIFÈRE HEBDOMADAIRE ESTIMÉE EN FONCTION DU NOMBRE DE TRAVAILLEURS SUR CHAQUE SITE (ÉCHELLES LINÉAIRE ET LOGARITHMIQUE)	36
FIGURE 12 : PRODUCTION OFFICIELLE D'OR EN RCA	39
FIGURE 13 : RELATION ENTRE LE NOMBRE DE TRAVAILLEURS ET LA PRODUCTION HEBDOMADAIRE SUR LES SITES DIAMANTIFÈRES (ÉCHELLE LINÉAIRE)	40
FIGURES 14 ET 15 : POIDS ET PRIX DE LA PLUS GROSSE PIERRE TROUVÉE SUR LES SITES PENDANT LES 12 MOIS PRÉCÉDANT LA VISITE	44
FIGURES 16 ET 17 : RELATION ENTRE LE PRIX ET LE POIDS DE LA PLUS GROSSE PIERRE TROUVÉE SUR LES SITES PENDANT LES 12 MOIS PRÉCÉDANT LA VISITE (ÉCHELLES LINÉAIRE ET LOGARITHMIQUE)	44
FIGURE 18 : VOLUME EN CARATS DE LA PRODUCTION ET DE L'EXPORT DE DIAMANTS PAR LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	49

PHOTOS

PHOTO 1 : TRAVAIL DES ENQUÊTEURS DE TERRAIN D'IPIS, ICI SUR LE SITE DE RIZIAN, PRÈS DE BOSSANGOÀ.	6
PHOTO 2 : LE SITE DE BAN EST UN SITE IMPORTANT RÉUNISSANT PRÈS DE 3 000 TRAVAILLEURS.	17
PHOTOS 3 ET 4 : PRÉSENCE DE NOMBREUSES FEMMES PARTICIPANT ACTIVEMENT À LA PRODUCTION SUR LE SITE DE BÉKÉ OU BIEN SUR LE SITE DE NAKEKO.	21
PHOTOS 5 ET 6 : LAVAGE ET TRAITEMENT DE L'OR PAR LES FEMMES SUR LE SITE DE MISKINE. CONCASSAGE DU GRAVIER PRÈS DU SITE DE GBONKOLO.	24
PHOTO 7 : SUR LE SITE DE NAGO, PRÈS DE BOZOU, LES FEMMES CONSTITUENT LES DEUX TIERS DE LA MAIN D'ŒUVRE.	26
PHOTOS 8, 9 ET 10 : EXPLOITATION D'UN PUIT SUR LE SITE DE YAKOUMA, EXPLOITATION EN TERRASSES OUVERTES SUR LE SITE DE BAN CAMP-BANGUI ET DANS LE LIT DE LA RIVIÈRE SUR LE SITE DE BAN ZOUÉ.	27
PHOTOS 11, 12 ET 13 : SUR LE SITE DE GBONKOLO, LES PUIITS PEUVENT ATTEINDRE PLUS DE 15 MÈTRES DE PROFONDEUR. DU FOND DES PUIITS PARTENT DES GALERIES NON ÉTAYÉES QUI SUIVENT LA VEINE DE GRAVIER SUR PLUSIEURS MÈTRES.	28
PHOTO 14 : PRÉSENCE D'UNE VENDEUSE AVEC SON ENFANT SUR LE SITE DE GBABÉ.	31
PHOTOS 15 ET 16 : DE NOMBREUX ENFANTS SONT PRÉSENTS SUR LES SITES MINIERS, PAR EXEMPLE SUR LES SITES VOISINS DE GBAMBOÉ ET LÈLÈ.	32
PHOTO 17 : DÈS LEUR PLUS JEUNE ÂGE LES ENFANTS APPRENNENT À IMITER LES GESTES DE LEURS PARENTS, ICI SUR LE SITE DE GORE.	32
PHOTOS 18 ET 19 : UNE ÉQUIPE DE CREUSEURS PRÉSENTE SON MATÉRIEL SUR LE SITE DE LIMA. UTILISATION D'UN DÉTECTEUR DE MÉTAUX SUR LE SITE DE POUADOUNGBE.	34
PHOTOS 20 ET 21: LES CREUSEURS DOIVENT PARFOIS CREUSER PROFONDÉMENT POUR ATTEINDRE LE GRAVIER (SITES DE GOUROUM ET DE GAGA).	35
PHOTO 22 : PETITE EXPLOITATION AURIFÈRE SUR LE SITE DE KORO PRÈS DE BOZOU.	37
PHOTO 23 : DEUX FEMMES TRAVAILLENT SUR LE SITE AURIFÈRE DE YABOSSIO PRÈS DE BOZOU.	39
PHOTO 24 : EXPLOITATION DE DIAMANTS LE LONG DE LA RIVIÈRE OUHAM, SUR LE SITE DE MBISSO.	41
PHOTO 25 : EXPLOITATION DE DIAMANTS SUR LE SITE DE GBATO.	43
PHOTOS 26 ET 27 : SUR LE SITE DE NAGO, UNE JEUNE FILLE S'APPRÊTE À RENTRER DANS CETTE GALERIE NON ÉTAYÉE TANDIS QU'UN JEUNE HOMME S'ACTIVE DÉJÀ À L'INTÉRIEUR.	50
PHOTO 28 : TAMISAGE DU GRAVIER SUR LE SITE DIAMANTIFÈRE DE KOLONGO.	53
PHOTOS 29 ET 30 : LA PRODUCTION LAVÉE APRÈS UNE SEMAINE DE TRAVAIL CORRESPOND À QUELQUES GRAMMES D'OR, MALGRÉ DES OUTILS TRÈS RUDIMENTAIRES, PRÈS DU SITE DE GBONKOLO.	54
PHOTO 31 : BŒUFS SUR LA ROUTE DE BOZOU.	58
PHOTO 32 : LE SITE DE WILLY COMPREND PLUSIEURS CHANTIERS ET ATTIRE DES MILLIERS DE TRAVAILLEURS.	61
PHOTO 33 : MACHINES MÉCANIQUES ET PELLETEUSES DE L'ENTREPRISE THIEN PAO.	62
PHOTOS 34 ET 35 : LES 3R SONT PRÉSENTS SUR LE SITE DE NDARSSA AINSI QUE SUR LE SITE DE GBIRINJI OÙ DES DÉTECTEURS DE MÉTAUX ONT ÉTÉ APPORTÉS.	63
PHOTOS 36 ET 37 : UTILISATION DE MOTOPOMPES POUR ASSÉCHER LA BERGE DE LA RIVIÈRE SUR LE SITE DIAMANTIFÈRE DE ZINGAWELE-LOBAYE. L'ARTISANAT MINIER DEMANDE PARFOIS UNE LONGUE PHASE DE DÉCOUVERTURE CAUSANT UN IMPORTANT DÉBOISEMENT, ICI SUR LE SITE DE YEWERE.	65
PHOTO 38 : DES ENFANTS CREUSENT LE LONG DES BERGES, SOUS LE REGARD DE LEURS PARENTS, SUR LE SITE DE NGBABERE PRÈS DE BABOUA.	71
PHOTO 39 : ENTRÉE D'UNE GALERIE SUR LE SITE DE GBONKOLO.	73
PHOTO 40 : APPEL À CANDIDATURE POUR LA CONSTRUCTION D'UN POSTE DE SANTÉ ET D'UNE SALLE DE CLASSE, FINANCÉE PAR LA SOCIÉTÉ MINIÈRE « CHINE TCHANG RUN ».	74
PHOTOS 41 ET 42 : IMAGES SATELLITE DE BOZOU PRIS EN JUIN 2018 ET EN JUIN 2019.	75
PHOTOS 43 ET 44 : IMAGES SATELLITE DE BOZOU (VUE RAPPROCHÉE) PRIS EN JUIN 2018 ET EN JUIN 2019. SUR CES IMAGES LES CANAUX DE DÉTOURNEMENT DE LA RIVIÈRE AINSI QUE LES PISCINES DE DÉCANTATION SONT CLAIREMENT VISIBLES.	75
PHOTO 45 : EXPLOITATION ARTISANALE OPPORTUNISTE SUR LES BERGES DU CANAL CREUSÉ PAR LES SOCIÉTÉS MINIÈRES CHINOISES POUR DÉTOURNER LA RIVIÈRE OUHAM ET EXPLOITER SON LIT ASSÉCHÉ, PRÈS DE BOZOU.	77
PHOTOS 46 ET 47 : IMPACT DE L'EXPLOITATION MINIÈRE SEMI-ARTISANALE SUR LA RIVIÈRE OUHAM (VUE D'AVION).	78

CARTES

CARTE 1 : SITES MINIERS POTENTIELS EN RÉPUBLIQUE DE CENTRAFRIQUE	8
CARTE 2 : CARTE INTERACTIVE DES SITES MINIERS ARTISANAUX DANS L'OUEST DE LA RCA	11
CARTE 3 : VISUALISATION DES CONCESSIONS MINIÈRES ET DES ZONES CONFORMES AU PK DANS L'OUEST DE LA RCA	12
CARTE 4 : TRAJETS DES ENQUÊTEURS D'IPIS DANS LE CADRE DU PROJET	14
CARTE 5 : SITES MINIERS DANS L'OUEST DE LA RCA	14
CARTE 6 : CAPTURE D'ÉCRAN DES SITES MINIERS AVEC PLUS DE 500 TRAVAILLEURS	19
CARTE 7 : ZOOM SUR LE SITE DE MOUNDJI 1	65
CARTE 8 : PLUS DE 23 000 CREUSEURS SONT ACTIFS DANS LA ZONE AU NORD DE YALOKÉ	66
CARTE 9 : UNE CENTAINE DE SITES ARTISANAUX SONT ACTIFS DANS LA ZONE DE BABOUA	70
CARTE 10 : CONCESSIONS MINIÈRES (PEASM) ET SITES MINIERS ARTISANAUX DANS LA RÉGION DE BOZOUUM	76

BIBLIOGRAPHIE

RAPPORTS IPIS

- IPIS – Concordis, *Mapping pastoralism and establishing peace at the Central African – Chadian border*, (titre provisoire), publication prévue pour février 2019.
- Article IPIS, « *New project of mapping artisanal and small-scale mining sites in the Central African Republic* » (en anglais) <https://ipisresearch.be/2019/05/new-project-mapping-artisanal-small-scale-mining-sites-central-african-republic/>
- IPIS - DIIS, *République Centrafricaine : Cartographie du conflit*, Anvers, septembre 2018, <https://ipisresearch.be/publication/republique-centrafricaine-cartographie-du-conflit/>
- IPIS - DIIS, « *Laissez-piller* » *L'économie politique des barrières routières en République centrafricaine*, Anvers, novembre 2017, <https://ipisresearch.be/publication/laissez-piller-leconomie-politique-des-barrieres-routieres-en-republique-centrafricaine/>
- De Brier et H. Merket, *Projet pilote de monitoring de l'or artisanal à Mambasa, Ituri*, IPIS, septembre 2017, <https://ipisresearch.be/publication/projet-pilote-de-monitoring-de-lor-artisanal/>
- IPIS, *République Centrafricaine : Portrait d'un territoire riche en crises (2012-2017)*, septembre 2017, <https://ipisresearch.be/publication/republique-centrafricaine-portrait-dun-territoire-riche-en-crises-2012-2017/>
- IPIS, *Cartographie des motivations derrière les conflits : la République Centrafricaine*, IPIS, novembre 2014, <https://ipisresearch.be/publication/cartographie-des-motivations-derriere-les-conflits-la-republique-centrafricaine/>
- Southward, *Kimberley Process: Observations from the Sidelines*, IPIS, novembre 2013, <https://ipisresearch.be/publication/ipis-insights-kimberley-process-observations-sidelines-part/>
- Matthyssen et I. Clarkson, *Gold and Diamonds in the Central African Republic*, IPIS/ActionAid/Cordaid, février 2013, <https://ipisresearch.be/publication/gold-diamonds-central-african-republic-countrys-mining-sector-related-social-economic-environmental-issues/>

NATIONS UNIES

- Résolution du Conseil de Sécurité des Nations unies, S/RES/2399, 2018.
- Résolution du Conseil de Sécurité des Nations unies, S/RES/2339, 2017.
- Résolution du Conseil de Sécurité des Nations unies, S/RES/2134, 2014.
- Rapport du Groupe d'Experts des Nations unies pour la Centrafrique, S/2018/729.
- Rapport du Groupe d'Experts des Nations unies pour la Centrafrique, S/2017/1023.
- Rapport du Groupe d'Experts des Nations unies pour la Centrafrique, S/2017/639.
- Rapport du Groupe d'Experts des Nations unies pour la Centrafrique, S/2014/762.
- Organisation International du Travail, Convention 182 sur les pires formes de travail des enfants, 1999.
- Organisation International du Travail, Convention 138 sur l'âge minimum de l'admission à l'emploi, 1973.
- Programme des Nations unies pour l'Environnement, Convention de Minamata sur le mercure, 2019.
- Programme des Nations unies pour l'Environnement, Guide pour Réduire l'utilisation du mercure dans le secteur de l'orpaillage et de l'exploitation minière artisanale, 2012. Disponible à l'adresse suivante : https://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/11478/GuidePractiqueReduireL%27UtilisationdeMercur_e_FR.pdf?sequence=1&isAllowed=y consulté le 28 janvier 2020.

RAPPORTS D'ORGANISATIONS INTERNATIONALES

- African Minerals Development Centre, *ASM Sector Report*, 2017.
- Association pour l'intégration et le développement social des Peuls de Centrafrique, *Les Peuls Mbororo, Une communauté qui souffre*, juin 2015.
- COWI, *Mercury trade and use for artisanal and small-scale gold mining in Sub-Saharan Africa*, Final Report, Banque Mondiale, décembre 2016.
- Human Rights Watch, *Muslims Forced to Flee: Christian Militias Unleash Waves of Targeted Violence*, février 2014.
- International Crisis Group, *Dangerous Little Stones: Diamonds in the Central African Republic*, décembre 2010.
- J.D. DeWitt, P.G. Chirico et S.E. Bergstresser, *The Central African Republic Diamond Database – A Geodatabase of Archival Diamond Occurrences and Areas of Recent Artisanal and Small-Scale Diamond Mining*, U.S. Geological Survey Open-File Report 2018-1088.
- K. Malpeli et P. Chirico, "A Sub-national scale geospatial analysis of diamond deposit lootability: The case of the Central African Republic", in *The Extractive Industries and Society 1*, 249-259, 2014.
- M. Hunter, A. Smith, E. Levin-Nally, *Follow the Money: Financial Flows Linked to Artisanal and Small-Scale Gold Mining*, mars 2017.
- O. Obale, *From conflict to illicit: mapping the diamond trade from Central African Republic to Cameroon*, Partnership Africa Canada, décembre 2016.
- OCDE, *Guide sur le devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables en minerais provenant de zones de conflit ou à haut risque*, <http://www.oecd.org/fr/daf/inv/mne/Guide-OCDE-Devoir-Diligence-Minerais-%20Edition3.pdf> consulté le 26 novembre 2019.
- P. G. Chirico, F. Barthélémy, et F. A. Ngbokoto, *Alluvial diamond resource potential and production capacity assessment of the Central African Republic*, U.S. Geological Survey Scientific Investigations Report, 2010–5043.
- PRADD, *Feasibility of direct marketing of artisanal diamonds from Liberia and CAR to USA*, juin 2011.
- S. Pennes et al., *Diagnostic de l'exploitation minière et perspectives de développement socio-économique en RCA à la lumière de la vision du régime minier en Afrique*, Levin Sources, octobre 2018.
- T. De Jong et al., *Rapport diagnostic sur la contrebande des diamants en République Centrafricaine*, USAID DPAM, mai 2019.
- T. J. Chupezi, V. Ingram et J. Schure, *Impacts of artisanal gold and diamond mining on livelihoods and the environment of the Sanga Tri-National Park landscape*, IUCN-CIFOR, 2009.
- World Customs Organization, *Fragile borders and customs activities in a post-conflict situation: the case of the Central African Republic*, WCO News, octobre 2017.
- CIRGL, *Mécanisme de certification des minéraux de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs*, <http://www.oecd.org/fr/daf/inv/responsabilitedesentreprises/49111399.pdf> consulté le 10 février 2020.

ARTICLES DE PRESSE

- CNC, « Les artisans miniers outillés sur les bonnes pratiques en matière de l'or en RCA », 26 janvier 2020, <https://corbeaunews-centrafrique.com/centrafrique-les-artisans-miniers-outilles-sur-les-bonnes-pratiques-en-matiere-de-lor-en-rca/> consulté le 28 janvier 2020.
- CNC avec AFP, « Centrafrique : mine chinoise à Bozoum, la pollution au mercure confirmée », 31 juillet 2019, <https://corbeaunews-centrafrique.com/centrafrique-mine-chinoise-a-bozoum-la-pollution-au-mercure-confirmer/> consulté le 11 novembre 2019.
- CNC, « *Gaga, une exploitation minière à grande échelle par des chinois crée la tension* », 16 mars 2019. <https://corbeaunews-centrafrique.com/rca-gaga-une-exploitation-mini%C3%A8re-a-grande-echelle-par-des-chinois-cree-la-tension/> consulté le 11 novembre 2019.
- CNC, « *L'exploitation minière chinoise dans la Nana-Mambéré, les habitants de la ville d'Abba plongés dans la consternation* », 26 avril 2018, <https://corbeaunews-centrafrique.com/20382-2/> consulté le 11 novembre 2019.
- Jeune Afrique, « *Centrafrique : des mines chinoises dans le collimateur des autorités* », 21 septembre 2018, <https://www.jeuneafrique.com/632990/economie/centrafrique-des-mines-chinoises-dans-le-collimateur-des-autorites/> consulté le 11 novembre 2019.
- Lemond.fr, « *Le combat du prêtre Aurelio Gazzera contre les mines d'or chinoises en Centrafrique* », 25 septembre 2019, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/09/25/en-centrafrique-le-combat-d-un-petre-italien-contre-les-mines-d-or-chinoises_6013048_3212.html consulté le 11 novembre 2019.
- Observateurs de France24, 25 avril 2019, <https://www.youtube.com/watch?v=66h5yBFBaY4> et France24, 11 avril 2019, (en anglais), <https://observers.france24.com/en/20190411-central-african-republic-river-chinese-mining-companies> consulté le 11 novembre 2019.
- RFI, « *Opération de la MINUSCA contre les positions du FDPC* », 6 avril 2019, <http://www.rfi.fr/afrique/20190406-rca-centrafrique-operation-minusca-zoukombo-fdpc-abdoulaye-miskine> consulté le 27 novembre 2019.

SITES INTERNET

- Banque mondiale : <https://www.banquemondiale.org/fr/country/centralafricanrepublic/overview> consulté le 11 novembre 2019.
- Global Petrol Prices, https://fr.globalpetrolprices.com/Cameroon/gasoline_prices/ consulté le 11 novembre 2019.
- Ministère des finances et du budget de la République de Centrafrique, <http://finances-budget.cf/documents/permis-d-exploitation/permis-miniers> consulté le 11 novembre 2019.
- Or.fr, <https://or.fr/cours/or/usd> consulté le 11 novembre 2019.
- Perspective monde, <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/tend/CAF/fr/EN.POP.DNST.html> consulté le 11 novembre 2019.
- Planet.com, www.planet.com consulté le 11 novembre 2019.
- Processus de Kimberley : www.kimberleyprocessstatistics.org/public_statistics consulté le 15 juin 2019.
- UNCHR : <https://data2.unhcr.org/fr/situations/car> consulté le 11 novembre 2019.

U.S. Agency for International Development

1300 Pennsylvania Avenue, NW

Washington, DC 20523

Tel: (202) 712-0000

Fax: (202) 216-3524

www.usaid.gov